



623103-1

# *Gazette officielle de Québec*

**QUEBEC OFFICIAL GAZETTE**

Québec, vendredi 5 janvier 1968

Quebec, Friday, January 5, 1968

## Règlements

## Rules

1<sup>o</sup> Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2<sup>o</sup> Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3<sup>o</sup> Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4<sup>o</sup> Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5<sup>o</sup> L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6<sup>o</sup> Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7<sup>o</sup> La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than *Wednesday* noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8<sup>o</sup> Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9<sup>o</sup> Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

**Tarif des annonces, abonnements, etc.**

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Imprimeur de la reine,*  
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 5 mai 1962

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Queen's Printer*

Parliament Buildings,  
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

**Lettres patentes**

**Ad-Con Ltd.**  
**Ad-Con Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Alexander S. Konigsberg, 7920, Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, et Jacques-Lemaitre Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en administration dans tous les domaines de l'activité humaine, sous le nom de « Ad-Con Ltd. — Ad-Con Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, Louis-Jolliet, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4928-67

**Angelou Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Angelo Di Genova, 1230, McGregor, app. 209, Montréal, Louis Manteleers, 755, rue Devey, Greenfield Park, tous deux coiffeurs, et Moe Moscovitch, avocat et conseil en Loi de la reine, 6077, Wilderton, Montréal, pour les objets suivants:

**Letters Patent**

**Ad-Con Ltd.**  
**Ad-Con Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Saint-Laurent, Alexander S. Konigsberg, 7920 Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, and Jacques-Lemaitre Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as management consultants in all fields of human activity, under the name of "Ad-Con Ltd. — Ad-Con Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1155 Louis-Jolliet, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4928-67

**Angelou Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Angelo Di Genova, 1230 McGregor, Apt. 209, Montreal, Louis Manteleers, 755 Devey Street, Greenfield Park, both hairdressers, and Moe Moscovitch, advocate and Queen's Counsel, 6077 Wilderton, Montreal, for the following purposes:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Angelou Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1115, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596

4981-67

**L'Association des Employés de Jaymar Upholstering Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Dupuis, 5665, rue de la Roche, Simonne Filion, célibataire, 8078, rue Saint-Denis, Normand Laroche, 5283, rue Marquette, Serge Beaudoin, 3449, rue Cartier, et Gaston Renaud, 3805, rue Préfontaine app. 7, tous les cinq tapissiers, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir de bons rapports industriels entre l'employeur et les membres de la corporation, sous le nom de « L'Association des Employés de Jaymar Upholstering Co. Ltd. ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder et conserver la corporation doit se limiter à \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596

4479-67

**B. P. Membrane Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Bernard Paré, administrateur, Andrée Desmarchais, gérante de bureau, épouse séparée de biens dudit Bernard Paré, tous deux du 12085 de la rue James-Morrice, Pierre Daneau, administrateur, et Renée Desmarchais, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Pierre Daneau, ces deux derniers du 7140 de la rue Chambord app. 1, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de membranes et autres revêtements utilisés en construction pour couvrir, parer et apprêter, ainsi que des accessoires, des fournitures et de l'outillage, sous nom de « B. P. Membrane Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7335, rue Henri-Julien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596

4842-67

**Berlan (1967) Ltd.**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1967, autorisant la fusion de « Aderra

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Angelou Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1115 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4981-67

**L'Association des Employés de Jaymar Upholstering Co. Ltd.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Dupuis, 5665 de la Roche Street, Simonne Filion, spinster, 8078 St. Denis Street, Normand Laroche, 5283 Marquette Street, Serge Beaudoin, 3449 Cartier Street, and Gaston Renaud, 3805 Préfontaine Street, Apt. 7, all five upholsters, of Montreal, for the following purposes:

To promote good industrial relationship between the employer and the members of the corporation, under the name of "L'Association des Employés de Jaymar Upholstering Co. Ltd.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4479-67

**B. P. Membrane Construction Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Paré, executive, Andrée Desmarchais, office manager, wife separate as to property of the said Bernard Paré, both of 12085 James-Morrice Street, Pierre Daneau, executive, and Renée Desmarchais, secretary, wife separate as to property of the said Pierre Daneau, the latter two of 7140 Chambord Street, Apt. 1, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in membranes and other protective coverings used in construction coatings, facings, finishings, as well as accessories, supplies and equipment, under the name of "B. P. Membrane Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 7335 Henri-Julien Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4842-67

**Berlan (1967) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 18th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Aderra Enter-

Enterprises Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour de février 1959; « Arkia Realty Corporation », constituée en corporation par des lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1959; « Pinebrook Investment Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3e jour de décembre 1958; « Karen Holdings Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de février 1959; « Koyan Development Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de janvier 1959; « Rivercrest Investment Corporation », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1954; et « Berlan Investment Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de février 1952; toutes ces lettres patentes ayant été accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Berland (1967) Ltd. », avec un capital total de \$226,000, divisé en 200,000 premières actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, en 1,000 deuxièmes actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2205, avenue Beaconsfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

3952-67 — 1396/36

**Vic Bertrand Incorporated**  
**Vic Bertrand incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Victor Joseph Bertrand, marchand, Rita Goulet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Victor Joseph Bertrand, tous deux de 52, rue Belleville, et Édouard Bertrand, gardien d'école, 885, rue Notre-Dame, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agent manufacturiers, sous le nom de « Vic Bertrand Incorporated — Vic Bertrand incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 52, rue Belleville, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

4806-67

**Canadian Arab Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Rouhi Kurdy, 4410, avenue Royale, Pierrefonds, Madjid Idir, 3641, Ste-Famille, tous deux administrateurs, David Waines, 3601, Ste-Famille, Maan Ziadah, 3620, Lorne Crescent, tous deux étudiants, tous trois de Montréal, et Sami Seifeddine, gérant, 2018, rue Norman, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

prises Ltd.", incorporated by letters patent date the 2nd day of February, 1959, "Arkia Realty Corporation", incorporated by letters patent date the 30th day of January, 1959, "Pinebrook Investment Corporation", incorporated by letters patent date the 3rd day of December, 1958, "Karen Holdings Corp.", incorporated by letters patent date the 4th day of February, 1959, "Koyan Development Corporation", incorporated by letters patent date the 29th day of January, 1959, "Rivercrest Investment Corporation", incorporated by letters patent date the 1st day of April, 1954, and "Berlan Investment Corporation", incorporated by letters patent date the 14th day of February, 1952, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, holding and investment company, under the name of "Berland (1967) Ltd.", with a total capital stock of \$226,000, divided into 200,000 First preferred shares of the par value of \$1 each, 1,000 Second preferred shares of the par value of \$1 each and 25,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2205 Beaconsfield Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

3952-67 — 1396/36

**Vic Bertrand Incorporated**  
**Vic Bertrand incorporée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victor Joseph Bertrand, merchant, Rita Goulet, housewife, wife separate as to property of the said Victor Joseph Bertrand, both of 52 Belleville Street, and Édouard Bertrand, school custodian, 885 Notre-Dame Street, all three of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers agent, under the name of "Vic Bertrand Incorporated — Vic Bertrand incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 52 Belleville Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4806-67

**Canadian Arab Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rouhi Kurdy, 4410 Royal Avenue, Pierrefonds, Madjid Idir, 3641 Ste-Famille, both executives, David Waines, 3601 Ste-Famille, Maan Ziadah, 3620 Lorne Crescent, both students, all three of Montreal, and Sami Seifeddine, manager, 2018 Norman Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

Favoriser l'entente et l'amitié entre les canadiens d'origine arabe et les autres canadiens par la dissémination de l'information concernant les peuples arabes, leur histoire, culture et aspirations, sous le nom de « Canadian Arab Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

4351-67

**Canadiana Beauty Supply Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, et Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires de beauté, sous le nom de « Canadiana Beauty Supply Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1269, 100e avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

4639-67

**Le Club de Hockey  
Les Pionniers de St-Michel inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Trudel, facteur, 2214, rue Bélanger, René Daviault, employeur, 5519, Charleroi, tous deux de Montréal, et André Bachand, avocat, 111, rue Hallé, Cowansville, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du hockey, sous le nom de « Le Club de Hockey Les Pionniers de St-Michel inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 5202, rue Amos, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4508-67

**Compagnie de Réfrigération Prévost Itée  
Prévost Refrigeration Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Guy Prévost, entrepreneur, Yvette Cuerrier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Prévost, et Richard Prévost, entrepreneur, tous trois de 265, 90e avenue, Laval, pour les objets suivants:

To promote understanding and friendship between Canadians of Arabic origin and other Canadians through the dissemination of information regarding the Arab peoples, their history, culture and aspirations, under the name of "Canadian Arab Association Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4351-67

**Canadiana Beauty Supply Corp.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemere, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, and Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in beauty supplies, under the name of "Canadiana Beauty Supply Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1269, 100th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4639-67

**Le Club de Hockey  
Les Pionniers de St-Michel inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Denis Trudel, mailman, 2214 Bélanger St., René Daviault, employer, 5519 Charleroi, both of Montreal, and André Bachand, advocate, 111 Hallé St., Cowansville, for the following purposes:

To promote the sport of hockey, under the name of "Le Club de Hockey Les Pionniers de St-Michel inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 5202 Amos St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4508-67

**Compagnie de Réfrigération Prévost Itée  
Prévost Refrigeration Company Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Prévost, contractor, Yvette Cuerrier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Prévost, and Richard Prévost, contractor, all three of 265, 90th Ave., Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, et en réfrigération, sous le nom de « Compagnie de Réfrigération Prévost Itée — Prévost Refrigeration Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 265, 90e avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4684-67

**Compagnie Québécoise  
d'investissements Outre-Mer inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Compagnie Québécoise d'investissements Outre-Mer inc. », avec un capital total de \$2,000,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,900,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10, rue St-Jacques ouest, suite 1003, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4892-67

**La Corporation des loisirs de Chapais inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Noël Martel, 17, 1re avenue, Lévis Lesage, 6e rue, Andréa Larouchelle, 6, 2e rue, tous trois mineurs, Fernand Lanthier, gérant, 105, boulevard Springer, Adrien Bruneau, mécanicien, 12, 3e avenue, Bernard-J. Nadeau, directeur, 34, 3e rue, et Léo-Paul Julien, secrétaire, 33, 6e rue, tous sept de Chapais, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « La Corporation des loisirs de Chapais inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Chapais, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4859-67

**Corporation du Centre Muir inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles-D. Bergeron, directeur d'administration, 6971, 43e rue, Montréal, Jacques Gagné, assistant-directeur d'administration, 3104, de la Paix, Sainte-Foy, et Paul Desrochers, administrateur, 346, avenue des Pins, Rosemère, pour les objets suivants:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Compagnie de Réfrigération Prévost Itée — Prévost Refrigeration Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 265, 90th Ave., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4684-67

**Compagnie Québécoise  
d'investissements Outre-Mer inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Compagnie Québécoise d'investissements Outre-Mer inc.", with a total capital stock of \$2,000,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each and 1,900,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 10 St. James St. West, suite 1003, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4892-67

**La Corporation des loisirs de Chapais inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Noël Martel, 17, 1st Ave., Lévis Lesage, 6th, St., Andréa Larouchelle, 6, 2nd St., all three miners, Fernand Lanthier, manager, 105 Springer Blvd., Adrien Bruneau, mechanic, 12, 3rd Ave., Bernard-J. Nadeau, director, 34, 3rd St., and Léo-Paul Julien, secretary, 33, 6th St., all seven of Chapais, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "La Corporation des loisirs de Chapais inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Chapais, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4859-67

**Corporation du Centre Muir inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles-D. Bergeron, administration Director, 6971, 43rd Street, Montreal, Jacques Gagné, administration assistant-director, 3104 de la Paix, Ste-Foy, and Paul Desrochers, administrator, 346 Pine Avenue, Rosemere, for the following purposes:

Administrer des maisons et écoles de réhabilitation d'initiation à la vie, au travail et aux métiers, sous le nom de « Corporation du Centre Muir inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

372-67

**Cumex Mines Ltd.**  
**(No Personal Liability)**  
**Les Mines Cumex Itée**  
**(Pas de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1967, constituant en corporation: J.-V. Bernard Boudrias, 1307, Brochu, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, Paul Grégoire, 3193, St-Charles, tous trois avocats, de Saint-Laurent, Thérèse Beaulieu, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, 51, Lavigne, app. 2, Sainte-Geneviève, et Liliane Thériault, secrétaire, épouse séparée de biens de Marc Thériault, 7278, 2e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Cumex Mines Ltd. » (No Personal Liability) — « Les Mines Cumex Itée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8088, rue St-Denis, suite 21, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596

4573-67

**Decorative Plants (Mtl) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Claude Roy, Alain Belzile, tous deux comptables agréés, de 2345, Bélanger est, Montréal, et Jean Leclair, comptable, 11022, Hébert, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Decorative Plants (Mtl) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4334-67

**La Dent de Scie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Florent St-Louis, comptable, 1425, Domaine St-Louis, André Boivin, dessinateur, 1416, Domaine St-Louis,

To administer rehabilitation houses and schools of initiation into life, work and trades, under the name of "Corporation du Centre Muir inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is \$5,000,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596

372-67

**Cumex Mines Ltd.**  
**(No Personal Liability)**  
**Les Mines Cumex Itée**  
**(Pas de responsabilité personnelle)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307 Brochu, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, Paul Grégoire, 3193 St. Charles, all three lawyers, of Saint-Laurent, Thérèse Beaulieu, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, 51 Lavigne, Apt. 2, Sainte-Geneviève, and Liliane Thériault, secretary, wife separate as to property of Marc Thériault, 7278, 2nd Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Cumex Mines Ltd." (No Personal Liability — "Les Mines Cumex Itée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 8088 St. Denis Street, Suite 21, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4573-67

**Decorative Plants (Mtl) Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Roy, Alain Belzile, both chartered accountants, of 2345 Bélanger east, Montreal, and Jean Leclair, accountant, 11022 Hébert, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed growers, under the name of "Decorative Plants (Mtl) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4334-67

**La Dent de Scie inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Florent St-Louis, accountant, 1425 Domaine St-Louis, André Boivin, designer, 1416 Domaine St-Louis, both of Val-David, and

tous deux de Val-David, et Paul Gélinas, avocat, 17, chemin Normandie, Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de portefeuille (holding), de placement et exploiter des hôtels, motels, auberges, restaurants et autres établissements du genre, sous le nom de « La Dent de Scie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val-David, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4915-67

#### Éthier (Gracefield) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Pascal Éthier, Jacques Éthier et Guy Éthier, tous trois garagistes, de Gracefield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Éthier (Gracefield) limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gracefield, district judiciaire de Hull.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4041-67

#### Fédération des Étudiants-Maitres de l'État du Québec (F.E.M.E.Q.) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Réjean Dionne, 715, 13<sup>e</sup> Avenue, Pointe-aux-Trembles, Gérald Massé, 4083, boulevard Henri-Bourassa, Montréal, et Louis Ricard, 1250, chemin du Lac, Léry, tous trois étudiants, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, économiques, culturels et sociaux de ses membres, sous le nom de « Fédération des Étudiants-Maitres de l'État du Québec (F.E.M.E.Q.) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est 842, boulevard Ste-Croix, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4654-67

#### Filipino Association of the Province of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'Administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26<sup>e</sup> jour d'octobre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Orlando T. Racacho, psychologue, 5374 est, Bélanger, app. 4, Napoleon Magadia, dentiste, 6870, 24<sup>e</sup> Avenue, app. 107, Aurora Perez, professeur, célibataire, 6860, Châtelain, Asuncion Esperanza, infirmière licenciée, célibataire, 6862

Paul Gélinas, advocate, 17 Normandie Road, Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, holding and investment company and to operate hotels, motels, inns, restaurants and other establishments of the kind, under the name of "La Dent de Scie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Val-David, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4915-67

#### Éthier (Gracefield) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pascal Éthier, Jacques Éthier and Guy Éthier, all three garage keepers of Gracefield, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Éthier (Gracefield) limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Gracefield, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4041-67

#### Fédération des Étudiants-Maitres de l'État du Québec (F.E.M.E.Q.) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Réjean Dionne, 715, 13th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Gérald Massé, 4083 Henri-Bourassa Boulevard, Montreal, and Louis Ricard, 1250 du Lac Road, Léry, all three students, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in any way the material, economic, cultural and social interests of its members, under the name of "Fédération des Étudiants-Maitres de l'État du Québec (F.E.M.E.Q.) inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$10,000.

The head office of the corporation is at 842 Ste-Croix Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4654-67

#### Filipino Association of the Province of Quebec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Orlando T. Racacho, psychologist, 5374 Bélanger East, Apt. 4, Napoleon Magadia, dentist, 6870, 24th Avenue, Apt. 107, Aurora Perez, teacher, spinster, 6860 Châtelain, Asuncion Esperanza, registered nurse, spinster, 6862 Châ-

Châtelain, Jose Fernandez, 5430 est, Bélanger, app. 9, Dominador Quiambao, 6945, 43e Avenue, app. 7, tous deux comptables, et tous les six de Montréal; George Poblete, 940, Chamberland, Saint-Laurent, Cecilio Ello, 1687, Trépanier, Brossard, et Zosimo Luz, 475, 32e Avenue, app. 202, Lachine, ces trois derniers ingénieurs, pour les objets suivants:

Promouvoir et sauvegarder les intérêts et la sécurité de ses membres ainsi que de tous les Philippins demeurant dans la province de Québec, sous le nom de « Filipino Association of the Province of Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596

4310-67

**Les Foyers Johannais inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Maurice Lesieur, 165, Longueuil, Omer Brodeur, 10, St-Pierre, Léandre Grégoire, 423, Phaneuf, Gabriel Cayer, 81, St-Charles, tous quatre rentiers, Marie-Ange Bouchard, travailleuse sociale professionnelle, fille majeure, 332, Laurier, Nédia Marceau, 269, St-Germain, Stella Lalanne, 233, Frontenac, toutes deux rentières, veuves, Jacqueline Papineau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jimmy Smith, 13, Frontenac, tous huit de Saint-Jean, et Rosaire Mathieu, travailleur social professionnel, directeur général du Service social du diocèse de Saint-Jean, 14, boulevard Taillon, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Les Foyers Johannais inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$750,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4559-67

**Francico Itée  
Francico Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'octobre 1967, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, 3760, Harvard, Bernard Laberge, 5040, Louis-Colin, app. 2, et Guy Lacoste, 3787, Vendôme, tous trois notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'agent à commission, sous le nom de « Francico Itée — Francico Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

telain, Jose Fernandez, 5430 Bélanger East, Apt. 9, Dominador Quiambao, 6945, 43rd Avenue, Apt. 7, both accountants, all six of Montreal, George Poblete, 940 Chamberland, Saint-Laurent, Cecilio Ello, 1687 Trépanier, Brossard, and Zosimo Luz, 475, 32nd Avenue, Apt. 202, Lachine, the latter three engineers, for the following purposes:

To promote and safeguard the interest and welfare of its members and of all Filipinos residing in the Province of Quebec, under the name of "Filipino Association of the Province of Quebec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4310-67

**Les Foyers Johannais inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Maurice Lesieur, 165 Longueuil, Omer Brodeur, 10 St-Pierre, Léandre Grégoire, 423 Phaneuf, Gabriel Cayer, 81 St-Charles, all four annuitants, Marie-Ange Bouchard, professional social worker, spinster of the full age of majority, 332 Laurier, Nédia Marceau, 269 St-Germain, Stella Lalanne, 233 Frontenac, both annuitants, widows, Jacqueline Papineau, housewife, wife contractually separate as to property of Jimmy Smith, 13 Frontenac, all eight of Saint-John's and Rosaire Mathieu, professional social worker, general director of the Saint-John's Diocese Social Service, 14 Taillon Boulevard, Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To furnish aged couples and the aged of both sexes with a home allowing them to live in security and within the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Les Foyers Johannais inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$750,000.

The head office of the corporation is at Saint-John's, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4559-67

**Francico Itée  
Francico Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, 3760 Harvard, Bernard Laberge, 5040 Louis-Colin, Apt. 2, and Guy Lacoste, 3787 Vendôme, all three notaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate in all its specialties the business of commission agents, under the name of "Francico Itée — Francico Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 4876, avenue Rosedale, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4398-67

#### Richard L. Gross Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Richard Gross, briqueteur, Ruth Resar, ménagère, épouse dudit Richard Gross, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 277, Charles-Dickens, et Sigfrid Ohm, opérateur, 8, Circle Road, tous trois de Châteauguay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme briqueteurs, sous le nom de « Richard L. Gross Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4554-67

#### Le Groupe Amical inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Jacques Aubin, 1414, Poupart, André Landry, 2359, Robert, tous deux commis des postes, et Guy Bouthillette, facteur, 3695, Hochelaga, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Le Groupe Amical inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4909-67

#### Holiday Magic Distributors Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Winnifred Brown, secrétaire juridique, épouse séparée de biens de Gordon Brown, 10, avenue Cedar, Pointe-Claire, Eddy Klein, comptable, 5776, avenue Blossom, Côte Saint-Luc, et William S. Lewis, professeur associé de finances, 3620, avenue Ridgewood, app. 202, Montréal, pour les objets suivants:

Protéger, organiser, diriger et promouvoir les intérêts économiques, sociaux et moraux des distributeurs des produits de « Holiday Magic Inc. » de San Rafael, Californie, sous le nom de « Holiday Magic Distributors Association of Montreal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$50,000.

The head office of the company is at 4876 Rosedale Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4398-67

#### Richard L. Gross Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Gross, bricklayer, Ruth Resar, housewife, wife of said Richard Gross, and duly authorized by him for the presents, both of 277 Charles-Dickens, and Sigfrid Ohm, operator, 8 Circle Road, all three of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on business as bricklayers, under the name of "Richard L. Gross Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4554-67

#### Le Groupe Amical inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Aubin, 1414 Poupart, André Landry, 2359 Robert, both postal clerks, and Guy Bouthillette, mailman, 3695 Hochelaga, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Le Groupe Amical inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4909-67

#### Holiday Magic Distributors Association of Montreal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Winnifred Brown, legal secretary, wife separate as to property of Gordon Brown, 10 Cedar Avenue, Pointe-Claire, Eddy Klein, accountant, 5776 Blossom Avenue, Côte Saint-Luc, and William S. Lewis, assistant professor of finance, 3620 Ridgewood Avenue, Apt. 202, Montreal, for the following purposes:

To protect, organize, conduct and promote the economic, social and moral interests of the distributors of the products of Holiday Magic Inc. of San Rafael California, under the name of "Holiday Magic Distributors Association of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4911-67

**Marché Laliberté inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Conrad Laliberté, marchand, Paul Laliberté, commis, Claude Laliberté, boucher, tous trois de 284, St-Michel, La Providence, Jacques Laliberté, comptable, 625, Rouleau, Saint-Hyacinthe, et Maurice Martel, avocat, et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Laliberté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,950 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 560, rue St-Charles, La Providence, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4893-67

**Ledico inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Léonce Gagnon, commis d'hôtel, Rita Côté, employée d'hôtel, épouse dudit Léonce Gagnon, et Diane Gagnon, institutrice, fille majeure, tous trois de 3128, Champagne, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de « Ledico inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 48, rue Ste-Ursule, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4811-67

**Émilien Lefebvre inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Émilien Lefebvre, marchand, Solange Ayotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Émilien Lefebvre, et Florentine Ayotte, ménagère, veuve de Arcade Ayotte, tous trois de Saint-Prosper, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Émilien Lefebvre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Prosper, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4935-67

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4911-67

**Marché Laliberté inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Laliberté, trader, Paul Laliberté, clerk, Claude Laliberté, butcher, all three of 284 St-Michel, La Providence, Jacques Laliberté, accountant, 625 Rouleau, Saint-Hyacinthe, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Laliberté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$10 each, 3,950 preferred class "A" shares of \$10 each and into 100 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 560 St-Charles Street, La Providence, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4893-67

**Ledico inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonce Gagnon, hotel clerk, Rita Côté, hotel employee, wife of the said Léonce Gagnon, and Diane Gagnon, teacher, spinster of the full age of majority, all three of 3128 Champagne, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, inn-keepers and restaurateurs, under the name of "Ledico inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 48 Ste-Ursule St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4811-67

**Émilien Lefebvre inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émilien Lefebvre, merchant, Solange Ayote, housewife, wife contractually separate as o property of the said Émilien Lefebvre, and Florentine Ayotte, housewife, widow of Arcade Ayotte, all three of Saint-Prosper, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Émilien Lefebvre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Saint-Prosper, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4935-67

**Loisirs St-Albert inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes, en date du 10 novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Loisirs St-Albert inc. », les membres actuels de « Loisirs St-Albert inc. », déjà constituée en corporation le ou vers le 19 octobre 1966, et régie par la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 298), et ce, pour les objets suivants:

Récréation et instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la nouvelle corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à St-Albert, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-secrétaire de la paroisse,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4480-67 — 1396/91

**Les Loisirs Ste-Eulalie inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Denis Camirand, assureur-vie, Serge Désilets, Guy Cloutier, tous deux marchands généraux, Raynald Lambert, contremaitre, Gaëtan Yelle, Lucien Aubry, tous deux cultivateurs, Aurèle Aubry, professeur, Jean-Guy Beauchemin, menuisier, et Alphonse Lupien, hôtelier, tous neuf de Sainte-Eulalie, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs Ste-Eulalie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Eulalie, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4731-67

**Monarch Specialties Inc.  
Les Spécialités Monarch inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, et Gilles Poulin, 1270, Quenneville, Saint-Laurent, avocats tous les quatre, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de verre et verrerie de toutes sortes, ainsi que des produits et sous-produits du verre, sous le nom de « Monarch Specialties Inc. — Les Spécialités Monarch inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

4785-67

**Loisirs St-Albert inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: under the name of "Loisirs St-Albert inc.", the present members of "Loisirs St-Albert inc.", already incorporated on or about October 19, 1966, and governed by Amusement Clubs Act (Quebec Revised Statutes, 1964, chapter 298) and such, for the following purposes:

Recreation and education of the spirit and relaxation of the body.

The amount to which is limited the immovable that the new corporation may acquire or possess is of \$50,000.

The head office of the corporation is at St-Albert, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4480-67 — 1396/91

**Les Loisirs Ste-Eulalie inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Denis Camirand, life-insurance agent, Serge Désilets, Guy Cloutier, both general merchants, Raynald Lambert, foreman, Gaëtan Yelle, Lucien Aubry, both farmers, Aurèle Aubry, professor, Jean-Guy Beauchemin, joiner, and Alphonse Lupien, hotelkeeper, all nine of Sainte-Eulalie, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les Loisirs Ste-Eulalie inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is \$100,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Eulalie, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4731-67

**Monarch Specialties Inc.  
Les Spécialités Monarch inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, and Gilles Poulin, 1270 Quenneville, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of glass, glassware and glass products and by-products, under the name of "Monarch Specialties Inc. — Les Spécialités Monarch inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4785-67

**Morand & frères inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Bruno Morand, comptable, 150, Notre-Dame, André Morand, commis, tous deux de Yamachiche, Bernard Morand, aviculteur, Saint-Barthélemi, et Jean-Guy Plourde, comptable agréé, 474, St-Laurent, Louiseville, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme agricole, sous le nom de « Morand & frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 150, Notre-Dame, Yamachiche, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4846-67

**Motel Gauthier inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Adrien Gauthier, entrepreneur, Jeanne d'Arc Martel, ménagère, épouse commune en biens dudit Adrien Gauthier, tous deux de 7720, route Marie-Victorin, Tracy, et Yolande Joyal, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Guévremont, 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, bars-salons et restaurants, sous le nom de « Motel Gauthier inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4975-67

**National Racing Circuit Association  
L'Association du Circuit National de course**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Turcotte, 83, Pratt, Longueuil, Jean Hébert, 1092, Curé Poirier ouest, Jacques-Cartier, tous deux commentateurs de radio, Yvon Larivée, 8314, Lisle, Montréal, Jean-Paul Chartrand, 348, 5e rue, Laval, tous deux journalistes, et Albert Émond, industriel, 150, Lagauchetière est, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la course automobile, sous le nom de « National Racing Circuit Association — L'Association du Circuit National de course ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est 7981, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4801-67

**Morand & frères inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Morand, accountant, 150 Notre-Dame, André Morand, clerk, both of Yamachiche, Bernard Morand, fowl breeder, Saint-Barthélemi, and Jean-Guy Plourde, chartered accountant, 474 St-Laurent, Louiseville, for the following purposes:

To operate an agricultural farm, under the name of "Morand & frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 150 Notre-Dame, Yamachiche, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4846-67

**Motel Gauthier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien Gauthier, contractor, Jeanne d'Arc Martel, housewife, wife common as to property of said Adrien Gauthier, both of 7720 Marie-Victorin Route, Tracy, and Yolande Joyal, secretary, wife contractually separate as to property of Jacques Guévremont, 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, bar-salons and restaurants, under the name of "Motel Gauthier inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4975-67

**National Racing Circuit Association  
L'Association du Circuit National de course**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Turcotte, 83 Pratt, Longueuil, Jean Hébert, 1092 Curé Poirier West, Jacques-Cartier, both radio commentators, Yvon Larivée, 8314 Lisle, Montreal, Jean-Paul Chartrand, 348, 5th Street, Laval, both journalists, and Albert Émond, industrialist, 150 Lagauchetière East, Montreal, for the following purposes:

To promote auto racing, under the name of "National Racing Circuit Association — L'Association du Circuit National de course".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$200,000.

The head office of the corporation is at 7981 Lévesque Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4801-67

**Normand Électrique inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Guy Normand, électricien, Albert Bossé, vendeur, tous deux de Nouvelle, Jacques Normand, entrepreneur électricien, Jean-Guy Cyr, Réal Boudreau, tous deux électriciens, et Philippe Leblanc, vendeur, ces quatre derniers de Carleton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Normand Électrique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4900-67

**Robert Ouellette inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Françoise Dumais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Gendron, Theresa Brenner, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Bourret, et Yolande Mercure, secrétaire, fille majeure, toutes trois de 10339, St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Robert Ouellette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4908-67

**Pavillon St-Ludger inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Cliche, agent social, Henri Fillion, courtier, Joseph Blouin, Albert Gagnon, tous deux cultivateurs, Yves Carrier, Joachim Veilleux, tous deux marchands, Rosaire Boulanger, vendeur, et Joseph Gagné, rentier, tous huit de Saint-Ludger, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Pavillon St-Ludger inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$400,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Ludger, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4518-67

**Normand Électrique inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Normand, electrician, Albert Bossé, salesman, both of Nouvelle, Jacques Normand, electrical contractor, Jean-Guy Cyr, Réal Boudreau, both electricians, and Philippe Leblanc, salesman, the latter four of Carleton, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and maintain all kinds of electrical appliance and accessories, under the name of "Normand Électrique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4900-67

**Robert Ouellette inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Françoise Dumais, secretary, wife contractually separate as to property of René Gendron, Theresa Brenner, secretary, wife contractually separate as to property of Normand Bourret, and Yolande Mercure, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 10339 St-Laurent, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Robert Ouellette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4908-67

**Pavillon St-Ludger inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lucien Cliche, social agent, Henri Fillion, broker, Joseph Blouin, Albert Gagnon, both farmers, Yves Carrier, Joachim Veilleux, both merchants, Rosaire Boulanger, salesman, and Joseph Gagné, annuitant, all eight of Saint-Ludger, for the following purposes:

To supply a home to aged couples and aged persons of both sexes, allowing them to live in perfect security and in a real family spirit and atmosphere, under the name of "Pavillon St-Ludger inc."

The amount to which is limited the value of the immovable that the corporation may acquire and possess is \$400,000.

The head office of the corporation is at Saint-Ludger, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4518-67

**Philippine Association of Montreal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de novembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Diego Rosales, médecin, 4570, chemin de la Reine Marie, appartement 301, Johnny A. Alvarado, économiste de mise en marché, 1190, rue du Fort, Gaudencio Dimaano, ingénieur chimiste, 6550, rue Sherbrooke, Melitona Atayde, infirmière, célibataire, 3710, chemin Côte Ste-Catherine, et Virgilio Arguelles, comptable, 5670, Côte des Neiges, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler et sauvegarder les intérêts et le bien-être de ses membres, sous le nom de « Philippine Association of Montreal ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est 4570, chemin de la reine Marie, appartement 310, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4812-67

**Poly-Aid Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Louis Schiff, 5747, Blossom, Maurice Steinberg, 5713, Palmer, tous deux de Côte Saint-Luc, Harry Garber, 141, Ballantyne, Montréal-ouest, avocats tous les trois, et Bernard H. Litwack, notaire, 206, Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de matières plastiques, sous le nom de « Poly-Aid Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4860-67

**Elphège Pouliot auto inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Elphège Pouliot, homme d'affaires, 18, rue Donald-Smith, Jean-Claude Briand, et Raynald Thériault, ces deux derniers mécaniciens, de 49, Iberville, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules de toutes sortes, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Elphège Pouliot auto inc. », avec un capital total de \$70,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 220, boulevard Lasalle, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4765-67

**Philippine Association of Montreal**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Diego Rosales, physician, 4570 Queen Mary Road, Apartment 301, Johnny A. Alvarado, marketing economist, 1190 Fort Street, Gaudencio Dimaano, chemical engineer, 6550 Sherbrooke Street, Melitona Atayde, nurse, spinster, 3710 Côte St. Catherine Road, and Virgilio Arguelles, accountant, 5670 Côte des Neiges, all five of Montreal, for the following purposes:

To promote and safeguard the interest and welfare of its members, under the name of "Philippine Association of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at 4570 Queen Mary Road, Apartment 310, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4812-67

**Poly-Aid Corporation**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Schiff, 5747 Blossom, Maurice Steinberg, 5713 Palmer, both of Côte Saint-Luc, Harry Garber, 141 Ballantyne, Montreal West, all three advocates, and Bernard H. Litwack, notary, 206 Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of every kind and description, under the name of "Poly-Aid Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4860-67

**Elphège Pouliot auto inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Elphège Pouliot, businessman, 18 Donald-Smith St., Jean-Claude Briand, and Raynald Thériault, the two latter mechanics, of 49 Iberville, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in vehicles of all kinds, as well as their parts and accessories, under the name of "Elphège Pouliot auto inc.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 220 Lasalle Blvd., Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4765-67

**Les Promotions Claude Genest inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement, de portefeuille (holding) et de publicité et faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les Promotions Claude Genest inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 119, rue Brien, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

4858-67

**Les Promotions Claude Genest inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment, holding and publicity company, and to deal in merchandise of all kinds, under the name of "Les Promotions Claude Genest inc.", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 119 Brien Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

4858-67

**Pyramid Service Co. Ltd.  
La Cie de Service Pyramide Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Annette Harding, infirmière, épouse séparée de biens d'Ernest Harding, 7615, avenue Malo, Raymond Vincent, gérant, 2655, Moreau, tous deux de Brossard, et Harvey Crestohl, avocat, 158, avenue Lockhart, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires en dirigeant une station-service pour véhicules moteurs, sous le nom de « Pyramid Service Co. Ltd. — La Cie de Service Pyramide Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

4834-67

**Pyramid Service Co. Ltd.  
La Cie de Service Pyramide Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Annette Harding, nurse, wife separate as to property of Ernest Harding, 7615 Malo Avenue, Raymond Vincent, manager, 2655 Moreau, both of Brossard, and Harvey Crestohl, advocate, 158 Lockhart Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a service station for motor vehicles, under the name of "Pyramid Service Co. Ltd. — La Cie de Service Pyramide Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4834-67

**Restaurant La Comtesse inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Comtesse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

4758-67

**Restaurant La Comtesse inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant La Comtesse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

4758-67

**Les Salaisons Aubry inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued

patentes, en date du 27e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, 5714, Melling, Côte Saint-Luc, Bernard Robert Benson, 652, Lansdowne, Westmount, et J.-Paul Robert, 1283, de Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises se rapportant au commerce de la boulangerie, de la boucherie et « délicatessen », en faire le commerce, sous le nom de « Les Salaisons Aubry inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,900 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune et 600 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 146, La France, Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4644-67

**Snow Paradise Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Gilles Poulin, 1270, Quenneville, Saint-Laurent, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Snow Paradise Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 14,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4888-67

**Studio de santé Silhouette  
de Drummondville ltée  
Silhouette Health Studio  
of Drummondville Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, 71, chemin Hampstead, Hampstead, Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 1110, ouest, rue Sherbrooke, Kenneth Overland, commis en Loi 2860, avenue Ekers, tous deux de Montréal, et Libby Dunsy, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Vosberg, 65, avenue Brittany Mont Royal, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des studios de santé, salons d'amaigrissement et accommodations pour hommes et femmes, sous le nom de « Studio de santé Silhouette de Drummondville ltée — Silhouette Health Studio of Drummondville Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4921-67

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, 5714 Melling, Côte Saint-Luc, Bernard Robert Benson, 652 Lansdowne, Westmount, and J.-Paul Robert, 1283 de Carillon, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise relating to a bakery, butchery and delicatessen business, under the name of "Les Salaisons Aubry inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$1 each, 3,900 class "A" preferred shares of \$10 each and 600 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 146 La France, Saint-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4644-67

**Snow Paradise Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Poulin, 1270 Quenneville, Saint-Laurent, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Snow Paradise Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 14,000 common shares of \$1 each and 2,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4888-67

**Studio de santé Silhouette  
de Drummondville ltée  
Silhouette Health Studio  
of Drummondville Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, 71 Hampstead Road, Hampstead, Sonya Schneyer, secretary, spinsters of the full age of majority, 1110 Sherbrooke Street West, Kenneth Overland, law clerk, 2860 Ekers Avenue, both of Montreal, and Libby Dunsy, secretary, wife separate as to property of Sydney Vosberg, 65 Brittany Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To operate and manage health studios, reducing salons and facilities for both men and women, under the name of "Studio de santé Silhouette de Drummondville ltée — Silhouette Health Studio of Drummondville Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4921-67

**Taverne Moncton inc.  
Moncton Tavern Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6<sup>e</sup> jour de décembre 1967, constituant en corporation: Diane Forget, 8510, 9<sup>e</sup> avenue, Saint-Michel, Diane St-Hilaire, 6356, rue Iberville, et Nicole Viau, 6834, rue Des Écores, ces deux dernières de Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme taverniers, hôteliers, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de « Taverne Moncton inc. — Moncton Tavern inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4538, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 5084-67

**Unipar inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 7424, 9<sup>e</sup> avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Unipar inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4894-67

**Western Wheel Alignment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de novembre 1967, constituant en corporation: Bruno Grondin, marchand, Fleurette Pinard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bruno Grondin, tous deux de 5451, Monkland, Montréal, et André Desjardins, mécanicien, 11085, Leblanc, Montréal-nord, pour les objets suivants:

Exploiter des postes de service, sous le nom de « Western Wheel Alignment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4750-67

**Taverne Moncton inc.  
Moncton Tavern Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Diane Forget, 8510, 9th Ave., Saint-Michel, Diane St-Hilaire, 6356 Iberville St., and Nicole Viau, 6834 Des Écores St., the two latter of Montreal, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as tavern-keepers, hotel-keepers, innkeepers and restaurateurs, under the name of "Taverne Moncton inc. — Moncton Tavern Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 4538 Papineau St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 5084-67

**Unipar inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel 1301 St-Viateur West, Outremont, Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, and Fernande Perreault, secretary, wife of Paul Paquin, 7424, 9th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Unipar inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4894-67

**Western Wheel Alignment Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Grondin, merchant, Fleurette Pinard, housewife, wife separate as to property of the said Bruno Grondin, both of 5451 Monkland, Montreal, and André Desjardins, mechanic, 11085 Leblanc, Montreal North, for the following purposes:

To operate service stations, under the name of "Western Wheel Alignment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4750-67

**Westplace Radiologists Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Robert G. Fraser, 343, Carlyle, Frank A. Grainger, 164, Simcoe, F. Robert MacDonald, 276, Morrison, tous trois de Mont-Royal, Burt B. Hale, 70 Chemin Stratford, Hampstead, Rolla E. Wilson, épouse séparée de biens de Peter Freygood, 687 ouest, avenue des Pins, Montréal, et Jean-H. Gagnon, 499 Côte Sainte-Catherine, Outremont, tous les six médecins et radiologues, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir, mettre en valeur, administrer et diriger un centre médical, des services de laboratoire et de radiologie, sous le nom de « Westplace Radiologists Incorporated », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4741-67

**Westplace Radiologists Incorporated**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert G. Fraser, 343 Carlyle, Frank A. Grainger, 164 Simcoe, F. Robert MacDonald, 276 Morrison, all three of Mount Royal, Burt B. Hale, 70 Stratford Road, Hampstead, Rolla E. Wilson, wife separate as to property of Peter Freygood, 687 Pine Avenue West, Montreal, and Jean-H. Gagnon, 499 Côte Sainte-Catherine, Outremont, all six doctors and radiologists, for the following purposes:

To maintain, organize, develop, administer and operate a medical center, laboratories and radiological services, under the name of "Westplace Radiologists Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4741-67

**Lettres patentes supplémentaires**

**Borgos United Insurance Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de novembre 1967, à la compagnie « Borgos United Professional Insurance Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de septembre 1967, changeant son nom en celui de « Borgos United Insurance Inc. ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 3875-67 — 1396/71

**Carousel Ice Cream Shoppes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de novembre 1967, à la compagnie « Associated Cleaning Stores Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de novembre 1963, 1° changeant son nom en celui de « Carousel Ice Cream Shoppes Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 4961-63 — 1396/73

**Le Centre de Ski de Rimouski inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de novembre 1967, à la corporation « Le Centre de Ski de Rimouski inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 11713-60 — 1397/38

**Supplementary Letters Patent**

**Borgos United Insurance Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Borgos United Professional Insurance Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of September, 1967, changing its name to that of "Borgos United Insurance Inc."

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 3875-67 — 1396/71

**Carousel Ice Cream Shoppes Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Associated Cleaning Stores Inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of November, 1963, 1. changing its name to that of "Carousel Ice Cream Shoppes Inc."; 2. modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 4961-63 — 1396/73

**Le Centre de Ski de Rimouski inc.**

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 20th day of November, 1967, to "Le Centre de Ski de Rimouski inc.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 11713-60 — 1397/38

**Centre Évangélique de Jeunesse du Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 27<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la corporation « Centre Évangélique de Jeunesse du Québec », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 1085-66 — 1397/107

**Le Club Quévillon inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 28<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la corporation « Le Club Quévillon inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 3335-66 — 1397/39

**Confection Frontenac inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « Confection Frontenac inc. »; 1<sup>o</sup> augmentant son capital de \$100,000 à \$104,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune; 2<sup>o</sup> redésignant ses 8,000 actions privilégiées en 8,000 actions privilégiées classe « A ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 5276-63 — 1397/40

**Coutinho, Caro & Co. (Canada) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de novembre 1967 à la compagnie « Coutinho, Caro & Co. (Canada) », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10<sup>e</sup> jour de novembre 1955, changeant son nom en celui de « Coutinho, Caro & Co. (Canada) Ltd. ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 13008-55 — 1396/79

**Crédit Saint-Jean inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « Crédit Saint-Jean inc. », 1<sup>o</sup> augmentant son capital de \$100,000 à \$300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « C » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2<sup>o</sup> modifiant ses droits afférents aux actions privilégiées.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4994-63 — 1397/41

**Centre Évangélique de Jeunesse du Québec**

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 27th day of November, 1967, to "Centre Évangélique de Jeunesse du Québec", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 1085-66 — 1397/107

**Le Club Quévillon inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Club Quévillon inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 3335-66 — 1397/39

**Confection Frontenac inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Confection Frontenac inc."; 1. increasing its capital from \$100,000 to \$104,000, the additional capital shares being divided into 4,000 preferred class "B" shares of \$1 each; 2. redesignating its 8,000 preferred shares into 8,000 preferred class "A" shares.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 5276-63 — 1397-40

**Coutinho, Caro & Co. (Canada) Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Coutinho, Caro & Co. (Canada)", incorporated by letters patent dated the 10th day of November, 1955, changing its name to that of "Coutinho, Caro & Co. (Canada) Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 13008-55 — 1396/79

**Crédit Saint-Jean inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Crédit Saint-Jean inc.", 1. increasing its capital from \$100,000 to \$300,000, the additional capital shares being divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each and into 10,000 preferred class "C" shares of a par value of \$10 each; 2. amending the rights relative to the preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4994-63 — 1397/41

**M. Daniel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de novembre 1967, à la compagnie « M. Daniel Inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000, le capital additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 10012-57 — 1395/50

**L'Encan T.V. des Lions inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de novembre 1967, à la corporation « Les Clubs Lions Télévision inc. — Lions Club Television Inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 30e jours de mars 1965, changeant son nom en celui de « L'Encan T.V. des Lions inc. ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 1496-65 — 1396/83

**Les Entreprises R.M.R. inc.  
R.M.R. Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de novembre 1967, à la compagnie « Les Entreprises R.M.R. inc. — R.M.R. Enterprises Inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 3746-63 — 1397/62

**Ferme Charo ltée  
Charo Farm Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de novembre 1967, à la compagnie « Entrepôt Frigorifique Champlain ltée — Champlain Cold Storage Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1956, changeant son nom en celui de « Ferme Charo ltée — Charo Farm Ltd. ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 12802-56 — 1397/63

**Fifty Craig Street West Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1967, à la compagnie « Fifty Craig Street West Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 12509-54 — 1398/1

**First Dorval Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour d'octobre 1967, à la compagnie « First

**M. Daniel Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "M. Daniel Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$140,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 10012-57 — 1395/50

**L'Encan T.V. des Lions inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Clubs Lions Télévision inc. — Lions Club Television Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of March, 1965, changing its name to that of "L'Encan T.V. des Lions inc.".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 1496-65 — 1396/83

**Les Entreprises R.M.R. inc.  
R.M.R. Enterprises Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Les Entreprises R.M.R. inc. — R.M.R. Enterprises Inc. », extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 3746-63 — 1397/62

**Ferme Charo ltée  
Charo Farm Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Entrepôt Frigorifique Champlain ltée — Champlain Cold Storage Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of September, 1956, changing its name to that of "Ferme Charo ltée — Charo Farm Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 12802-56 — 1397/63

**Fifty Craig Street West Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fifty Craig Street West Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 12509-54 — 1398/1

**First Dorval Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of October, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "First Dorval

Dorval Limited », 1° subdivisant ses 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1,000 chacune en 44,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 2° subdivisant ses 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3° subdivisant ses 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1,000 chacune en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; 4° subdivisant ses 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 5° augmentant son capital par la création de 71,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

2121-63 — 1398/2

#### Hotel, Motel Neptune inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « Hotel, Motel Neptune inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, par la création de 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

1482-63 — 1397/67

#### Kenilworth Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « Kenilworth Corporation », 1° redésignant ses 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune en 2,500 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$5,000 à \$805,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596

5410-63 — 1397/115

#### Lamontagne limitée Lamontagne Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « Lamontagne limitée — Lamontagne Limited », confirmant un compromis conformément à l'article 46 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

13769-61 — 1398/20

#### La Maison Moderne limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « La Maison Moderne limitée », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

22596-o

3763-49 — 1397/11

Limited", 1. subdividing its 40 common share<sup>s</sup> of the par value of \$1,000 each into 44,000 common shares without nominal or par value; 2. subdividing its 400 preferred shares of the par value of \$100 each into 4,000 preferred shares of the par value of \$10 each; 3. subdividing its 10 common shares of the par value of \$1,000 each into 10,000 common shares without nominal or par value; 4. subdividing its 100 preferred shares of the par value of \$100 each into 1,000 preferred shares of the par value of \$10 each; 5. increasing its capital by the creation of 71,000 common shares without nominal or par value and 7,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

2121-63 — 1398/2

#### Hotel, Motel Neptune inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hotel, Motel Neptune inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, by the creation of 600 common shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

1482-63 — 1397/67

#### Kenilworth Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Kenilworth Corporation", 1. redesignating its 2,500 preferred shares of the par value of \$1 each into 2,500 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$5,000 to \$805,000, the additional capital stock being divided into 800,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o

5410-63 — 1397/115

#### Lamontagne limitée Lamontagne Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lamontagne limitée — Lamontagne Limited", confirming a compromise pursuant to section 46 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

13769-61 — 1398/20

#### La Maison Moderne limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Maison Moderne limitée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

22596

3763-49 — 1397/11

**Michaud & Frères inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1967, à la compagnie « Michaud & Frères inc. », convertissant ses 300 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de \$100 chacune en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 1253-66 — 1397/16

**Michaud & Frères inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Michaud & Frères inc.", converting its 300 unissued common shares of a par value of \$100 each into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 1253-66 — 1397/16

**Les Placements De Caillières inc.  
De Caillières Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de novembre 1967, à la compagnie « Les Placements De Caillières inc.— De Caillières Holdings Inc. », 1° changeant ses 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° changeant ses 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 4,990 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 3093-64 — 1397/124

**Les Placements De Caillières inc.  
De Caillières Holdings Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements De Caillières inc.— De Caillières Holdings Inc.", 1. changing its 40,000 common shares of the par value of \$1 each into 400 common shares of the par value of \$100 each; 2. changing its 5,000 preferred shares of the par value of \$100 each into 1,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and into 4,990 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 3093-64 — 1397/124

**Les Placements J.C. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de novembre 1967, à la compagnie « Les Placements J.C. inc. », augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 2438-65 — 1397/46

**Les Placements J.C. inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements J.C. inc.", increasing its capital from \$20,000 to \$100,000, the additional capital-stock being divided into 6,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 2438-65 — 1397/46

**Quebecor inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de novembre 1967, à la compagnie « Quebecor inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$2,040,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 15,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 99-65 — 1397/127

**Quebecor inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Quebecor inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$2,040,000, the additional share capital being divided into 5,000 class "A" shares of a par value of \$100 each and 15,000 class "B" shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 99-65 — 1397/127

**Regal Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour

**Regal Industries Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor

de novembre 1967, à la compagnie « Regal Industries Ltd. », augmentant son capital de \$20,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596 13419-61 — 1397/128

**Sacair inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « Sacair inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 260 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 340 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 14737-62 — 1397/29

**Le Secrétariat des Syndicats Nationaux de Sherbrooke inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 17<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la corporation « Le Secrétariat des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 12<sup>e</sup> jour de janvier 1933, 1° changeant son nom en celui de « Le Secrétariat des Syndicats Nationaux de Sherbrooke inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de \$50,000 à \$300,000.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 2175-32 — 1396/95

**Space Research Institute (Quebec) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 25<sup>e</sup> jour d'octobre 1967, à la corporation « Space Research Institute (Quebec) Inc. », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 3868-67 — 1396-96

**G. Théberge Construction inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20<sup>e</sup> jour de novembre 1967, à la compagnie « Les Constructions Boutin et Théberge ltée », constituée par lettres patentes en date du 12<sup>e</sup> jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « G. Théberge Construction inc. ».

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 4507-65 — 1397/99

of the Province to "Regal Industries Ltd.", increasing its capital from \$20,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 1,800 preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596-o 13419-61 — 1397/128

**Sacair inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sacair inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000, the additional capital shares being divided into 260 common shares of a par value of \$100 each and into 340 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 14737-62 — 1397/29

**Le Secrétariat des Syndicats Nationaux de Sherbrooke inc.**

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has been pleased to grant supplementary letters patent dated the 17th day of November, 1967, to "Le Secrétariat des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of January, 1933, 1. changing its name into that of "Le Secrétariat des Syndicats Nationaux de Sherbrooke inc."; 2. extending its powers; 3. increasing the amount to which is limited the immovable property which the said corporation may acquire and possess, is \$50,000 to \$300,000.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 2175-32 — 1396/95

**Space Research Institute (Quebec) Inc.**

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 25th day of October, 1967, to "Space Research Institute (Quebec) Inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 3868-67 — 1396/96

**G. Théberge Construction inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Constructions Boutin et Théberge ltée", incorporated by letters patent dated the 12th day of October, 1965, changing its name to that of "G. Théberge Construction inc."

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 4507-65 — 1397/99

**La Traite du Roy inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de novembre 1967, à la compagnie « La Traite du Roy inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 2927-66 — 1397/130

**La Traite du Roy inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Traite du Roy inc.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 2927-66 — 1397/130

**The Treitel-Frankel Foundation**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de novembre 1967, à la corporation « The Treitel-Frankel Foundation », étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 14602-62 — 1397/36

**The Treitel-Frankel Foundation**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Treitel-Frankel Foundation", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 14602-62 — 1397/36

**Zodiac Industries Ltd.  
Les Industries Zodiac Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour d'octobre 1967, à la compagnie « R. Faucher Itée », constituée par lettres patentes en date du 15e jour d'avril 1967, 1° changeant son nom en celui de « Zodiac Industries Ltd. — Les Industries Zodiac Itée »; 2° étendant ses pouvoirs.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

22596-o 1574-64 — 1397/101

**Zodiac Industries Ltd.  
Les Industries Zodiac Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "R. Faucher Itée", incorporated by letters patent dated the 15th day of April, 1964, 1. changing its name to that of "Zodiac Industries Ltd. — Les Industries Zodiac Itée"; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

22596 1574-64 — 1397/101

**Ministère du Travail**

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton Gaufré de Québec, établi en exécution du décret numéro 728 du 6 juillet 1955 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3419 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisations s'étend du 1er janvier 1968 au 1er janvier 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 728 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire total payé à leurs salariés, y compris les bonis, etc.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 728 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération totale, y compris les bonis, etc.

**Department of Labour**

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec (established in pursuance of Decree number 728 of July 6, 1955 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers and employees governed by the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3419 of December 14, 1967, authorizes such levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from January 1, 1968 to January 1, 1969. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by Decree number 728 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of total wages paid to their employees, including bonuses, etc.

(b) Employees governed by said decree number 728 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their total wages, including bonuses, etc.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapports lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire durant les quinze (15) jours suivants la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

## 3. Rapport financier

Selon les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton Gauffré de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 1er janvier 1969.

## COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON GAUFFRÉ DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 1er janvier 1969

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$ 6,250.00
Cotisations ouvrières.....	6,250.00
Pénalités et amendes.....	50.00
Intérêts sur placements.....	300.00
Intérêts de banque.....	100.00
	<hr/>
	\$12,950.00

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 3,950.00
Salaires du personnel.....	1,260.00
Salaires des inspecteurs.....	1,400.00
Frais d'inspection.....	245.00
Loyer et taxes.....	600.00
Frais judiciaires.....	200.00
Frais de vérification.....	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	515.00
Poste, téléphone, télégramme.....	280.00
Intérêt, échange, agios.....	25.00
Abonnement et publicité.....	50.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	360.00
Frais de déplacements.....	2,074.00
Frais de délégation.....	600.00

## 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms which shall be completed according to the Committee's by-laws. Professional employers shall see that such reports be completed and forwarded to the Parity Committee every month.

At the end of each week, the professional employer shall collect the amount due the Parity Committee by means of a check-off. He shall forward these to the Parity Committee with his own dues.

The professional employer's report shall be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The report, together with the dues, shall be forwarded to the Parity Committee within the fifteen (15) days following the expiry date of the period for which it is required.

## 3. Financial Report

In compliance with the terms of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec for the January 1, 1968 to January 1, 1969 period.

## JOINT COMMITTEE OF THE CORRUGATED PAPER BOX INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to January 1, 1969 period.

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$ 6,250.00
Employees' dues.....	6,250.00
Penalties and fines.....	50.00
Interest on investments.....	300.00
Bank interest.....	100.00
	<hr/>
	\$12,950.00

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 3,950.00
Staff's salaries.....	1,260.00
Inspectors' salaries.....	1,400.00
Inspection expenses.....	245.00
Rent and taxes.....	600.00
Legal fees.....	200.00
Auditor's fees.....	400.00
Printing, stationery, office equipment	515.00
Postage telephone, telegrams.....	280.00
Interest exchangeagio.....	25.00
Subscription and advertising.....	50.00
Attendance tokens (Committee members).....	360.00
Travelling expenses.....	2,074.00
Delegation expenses.....	600.00

Assurance caution.....	\$ 10.00	Fidelity bond.....	\$ 10.00
Assurances générales.....	25.00	General insurance.....	25.00
	<u>\$11,944.00</u>		<u>\$11,944.00</u>
Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	\$ 1,006.00	Estimated surplus of receipts over disbursements:.....	\$ 1,006.00

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec January 5, 1968. 22597-0

**Avis de prélèvement**

**Notice of Levy**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Cercueil de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3420 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Casket Industry of the Province of Quebec (established in pursuance of decree number 101 of January 31, 1957 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3420 of December 14, 1967, authorizes such levy.

**1. Cotisation**

**1. Dues**

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 101 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés.)

(a) Professional employers governed by said decree number 101 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 101 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés.)

(b) Employees subject to said decree number 101 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ¼ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

**2. Mode de perception**

**2. Collection of Dues**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

At the end of each week and on the Committee's behalf the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assertement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ses cotisations ou de donner les renseigne-

Should a professional employer refuse to pay his dues or supply necessary information, he

ments nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Cercueil de la province de Québec, pour la période du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU CERCUEIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

##### Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 4,100.00
Cotisations ouvrières.....	4,100.00
Pénalités et amendes.....	50.00
Intérêts de Banque et sur Placement.....	250.00
	<hr/>
	\$ 8,500.00

##### Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 3,600.00
Salaires des inspecteurs.....	2,400.00
Salaires du personnel.....	1,450.00
Frais d'inspection.....	680.00
Loyer et taxes.....	445.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	105.00
Frais judiciaires.....	200.00
Frais de vérification.....	400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	600.00
Postes, téléphone, télégramme.....	150.00
Intérêts, échange, agios.....	25.00
Abonnement et publicité.....	70.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	250.00
Frais de déplacements.....	2,400.00
Frais de délégation.....	500.00
Assurance-caution.....	20.00
Assurance générale.....	15.00
	<hr/>
	\$13,310.00

Excédent des déboursés sur les recettes prévu à être comblé par la réserve:..... \$ 4,810.00

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

### Avis de prélèvement

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Coiffeurs de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 2468 du 27 décembre 1961 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3421 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à pré-

will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Casket Industry of the Province of Quebec, for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

#### JOINT COMMITTEE OF THE CASKET INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

##### Receipts:

Employers' dues.....	\$ 4,100.00
Employees' dues.....	4,100.00
Penalties and fines.....	50.00
Bank and investment interest.....	250.00
	<hr/>
	\$ 8,500.00

##### Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 3,600.00
Inspectors' salaries.....	2,400.00
Staff's salaries.....	1,450.00
Inspection expenses.....	680.00
Rent and taxes.....	445.00
Lighting, heating, maintenance.....	105.00
Legal fees.....	200.00
Auditor's fees.....	400.00
Printing, stationery, office equipment.....	600.00
Postage, telephone, telegrams.....	150.00
Interest, exchange, agio.....	25.00
Subscription and advertising.....	70.00
Attendance tokens (Committee members).....	250.00
Travelling expenses.....	2,400.00
Delegation expenses.....	500.00
Fidelity bond.....	20.00
General insurance.....	15.00
	<hr/>
	\$13,310.00

Estimated surplus of disbursements over receipts to be covered by the reserve:..... \$ 4,810.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-0

### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Hairdressers of Drummondville (established in pursuance of Decree number 2468 of December 27, 1961, and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned

lever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2468 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2468 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$60, pour la zone I et de \$50 pour la zone II. Tout employeur professionnel qui pratique lui-même un métier ou une profession régie par le décret numéro 2468 et amendements, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2468 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10<sup>ième</sup> jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs de Drummondville, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

below. A by-law, approved by Order in Council number 3421, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

### 1. Dues

The contribution period extends from January 1, 1968, to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 2468 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions, bonuses paid).

(b) Artisans governed by said Decree number 2468 and amendments shall turn over to the Parity Committee  $\frac{1}{2}$  of 1% dues based on a weekly \$60 wage for zone I and \$50 wage for zone II. For the purposes of this by-law, every professional employer who himself plies one of the trades or occupations governed by said Decree number 2468 and amendments, is more-over considered as an artisan.

(c) Employees governed by said Decree number 2468 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report.

The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of Hairdressers of Drummondville for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS  
DE DRUMMONDVILLEÉtats des recettes et des déboursés probables  
pour la période comprise entre le 1er janvier  
1968 et le 31 décembre 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$ 3,200.00
Cotisations ouvrières.....	3,200.00
Cotisations artisanales.....	4,500.00
Pénalités et amendes.....	400.00
Honoraires d'examen.....	1,000.00
Cours de formation.....	600.00
Intérêts de banque.....	200.00
	<hr/>
	\$13,100.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$ 2,080.00
Salaires du personnel.....	780.00
Salaires des inspecteurs.....	2,160.00
Frais d'inspection.....	1,500.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	700.00
Frais: Bureau des examinateurs....	500.00
Loyer et taxes.....	520.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	60.00
Frais judiciaires.....	500.00
Frais de vérification.....	140.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.	500.00
Poste, téléphone, télégramme.....	500.00
Intérêt, échange, agios.....	90.00
Abonnement et publicité.....	50.00
Jetons de présence (membres du	
Comité).....	480.00
Frais de déplacements (membres du	
Comité).....	1,350.00
Frais de délégation.....	350.00
Cours de formation.....	600.00
Assurance-caution.....	20.00
Assurances générales.....	25.00
	<hr/>
	\$12,905.00

Excédent des recettes sur les déboursés  
prévu:..... \$ 195.00Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

## Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), le Comité paritaire du commerce de détail de Richmond et Melbourne, établi en exécution du décret numéro 1379, du 23 décembre 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3423 du 14 décembre 1967, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 2 janvier 1968 au 2 janvier 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1379 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

PARITY COMMITTEE OF HAIRDRESSERS  
OF DRUMMONDVILLEEstimate of receipts and disbursements for the  
January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$ 3,200.00
Employees' dues.....	3,200.00
Artisans' dues.....	4,500.00
Penalties and fines.....	400.00
Examination fees.....	1,000.00
Training courses.....	600.00
Bank interest.....	200.00
	<hr/>
	\$13,100.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.....	\$ 2,080.00
Staff's salary.....	780.00
Inspectors' salaries.....	2,160.00
Inspection expenses.....	1,500.00
Fees: Board of Examiners.....	700.00
Expenses: Board of Examiners.....	500.00
Rent and taxes.....	520.00
Lights, heat, maintenance.....	60.00
Legal costs.....	500.00
Auditor's fees.....	140.00
Printing, stationery, office equipment	500.00
Postage, telephone, telegrams.....	500.00
Interest, exchange, agio.....	90.00
Subscription and advertising.....	50.00
Attendance fees (Committee mem-	
bers).....	480.00
Travelling expenses (Committee	
members).....	1,350.00
Delegation expenses.....	350.00
Training courses.....	600.00
Fidelity bond.....	20.00
General insurance.....	25.00
	<hr/>
	\$12,905.00

Forecast surplus..... \$ 195.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-0

## Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Richmond and Melbourne Retailers Joint Committee (established in pursuance of Decree number 1379 of December 23, 1953) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3423, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

## 1. Dues

The contribution period extends from January 2, 1968 to January 2, 1969. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 1379 and amendments, shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1379 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire moyen déterminé par le Comité, soit \$20 par semaine (prélèvement de \$0.10 par semaine).

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1379 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

(b) Artisans governed by said decree number 1379 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the average wage rate determined by the Committee, i.e., \$20 per week (a levy of \$0.10 a week).

(c) Employees governed by said Decree number 1379 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their wages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dix (10) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire du Commerce de Détail de Richmond et Melbourne, pour la période comprise entre le 2 janvier 1968 et le 2 janvier 1969.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE RICHMOND ET MELBOURNE

États des recettes et des déboursés probable pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

Recettes:

Cotisations patronales . . . . .	\$ 650.00
Cotisations ouvrières . . . . .	650.00
Cotisations artisanales . . . . .	125.00
	<hr/>
	\$ 1,425.00

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect such levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Richmond and Melbourne Retailers' Joint Committee for the January 2, 1968 to January 2, 1969 period is given below.

RICHMOND AND MELBOURNE RETAILERS' JOINT COMMITTEE

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

Receipts:

Employers' dues . . . . .	\$ 650.00
Employees' dues . . . . .	650.00
Artisans' dues . . . . .	125.00
	<hr/>
	\$1,425.00

*Déboursés:*

Salaires du secrétaire.....	\$ 100.00
Frais d'inspection.....	600.00
Loyer et taxes.....	25.00
Frais judiciaires.....	50.00
Frais de vérification.....	40.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	100.00
Poste, téléphone, télégramme.....	150.00
Abonnement et publicité.....	80.00
Jetons de présence.....	120.00
Frais de déplacement (membres du Comité).....	120.00
Assurance-caution.....	10.00
	<hr/>
	\$ 1,395.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu:..... \$ 30.00

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des Matériaux de Construction, établi en exécution du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3428 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

*1. Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2203 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2203 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour leur métier ou occupation.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2203 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leur rémunération (salaires fixes, commissions, bonis et allocations).

*2. Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir son rapport et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

*Disbursements:*

Staff's salary.....	\$ 100.00
Inspection expenses.....	600.00
Rent and taxes.....	50.00
Legal costs.....	50.00
Auditor's fees.....	40.00
Printing, stationery, office supplies.....	100.00
Postage, telephone, telegrams.....	150.00
Subscription and advertising.....	80.00
Attendance fees (Committee members).....	120.00
Travelling expenses (Committee members).....	120.00
Fidelity bond.....	10.00
	<hr/>
	\$1,395.00

Forecast surplus..... \$ 30.00

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-0

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee (established in pursuance of decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 3428, dated December 14, 1968, authorizes such levy.

*1. Dues*

The contribution period extends from January 1, 1968, to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by Decree number 2203 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses and allowances paid to their employees subject to the said decree.

(b) Artisans subject to Decree number 2203 and amendments must pay the Parity Committee  $\frac{1}{4}$  of 1% of the wages established by the decree for their trade or occupation.

(c) Employees governed by said decree number 2203 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allowances.

*2. Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee shall furnish professional employers with printed forms indicating the hours of work, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect such sums on behalf of the Committee, at the end of each week, by means of a check-off.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et retourné au Comité paritaire à chaque mois. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint des Matériaux de Construction, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

COMITÉ CONJOINT DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

Recettes:

Cotisations patronales	\$ 55,000.00
Cotisations ouvrières	55,000.00
Pénalités et amendes	1,500.00
Intérêts sur placements	31,850.00
Impôt fédéral	7,300.00
Impôt provincial	6,000.00
Assurance-chômage	37.00
Assurance-groupe	560.00
Fonds de pension	4,583.00
Rentes du Québec	700.00
Service Comité du Métal en Feuille	13,800.00
Séc. sociale (ass. gr. pour l'industrie)	170,000.00
Ind. du Marbre (Comité C. de la Construction)	45,000.00
	<hr/>
	\$391,330.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 17,900.00
Salaires du personnel	16,700.00
Salaires des inspecteurs	52,400.00
Frais d'inspection	17,000.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	900.00
Loyer et taxes	6,800.00
Éclairage, chauffage, entretien	6,000.00
Frais judiciaires	3,000.00
Frais de vérification	750.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	10,000.00
Poste, téléphone, télégramme	7,000.00
Intérêt, échange, agios	450.00
Abonnement et publicité	300.00
Jetons de présence (membres du Comité)	500.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	3,500.00
Frais de délégation	1,045.00
Assurance-chômage	74.00
Assurance-groupe	1,500.00
Assurance-caution	80.00
Assurances générales	420.00
Fonds de pension	9,700.00

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports whenever it deems it advisable to do so.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required.

3. Financial Report

In compliance with to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Building Materials Joint Committee for the period extending from January 1, 1968 to December 31, 1968, is given below.

THE BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from January 1, 1968 to December 31, 1968.

Receipts:

Employers' dues	\$ 55,000.00
Employees' dues	55,000.00
Penalties and fines	1,500.00
Interest on investments	31,850.00
Federal tax	7,300.00
Provincial tax	6,000.00
Unemployment Insurance	37.00
Group insurance	560.00
Pension fund	4,583.00
Quebec Pension Plan	700.00
Services rendered (Sheet Metal Committee)	13,800.00
Social security (Group insurance for industry)	170,000.00
Marble Industry (Construction Industry Joint Committee)	45,000.00
	<hr/>
	\$391,330.00

Disbursements:

Secretary's salary	\$ 17,900.00
Staff's salary	16,700.00
Inspectors' salaries	52,400.00
Inspection expenses	17,000.00
Fees: Board of Examiners	900.00
Rent and taxes	6,800.00
Lights, heat, maintenance	6,000.00
Legal costs	3,000.00
Auditor's fees	750.00
Printing, stationery, office equipment	10,000.00
Postage, telephone, telegrams	7,000.00
Interest, exchange, agio	450.00
Subscription and advertising	300.00
Attendance fees (Committee members)	500.00
Travelling expenses (Committee members)	3,500.00
Delegation expenses	1,045.00
Unemployment Insurance	74.00
Group insurance	1,500.00
Fidelity bond	80.00
General insurance	420.00
Pension fund	9,700.00

Impôt fédéral.....	\$ 7,300.00	Federal tax.....	\$ 7,300.00
Impôt provincial.....	6,000.00	Provincial tax.....	6,000.00
Rentes du Québec.....	1,400.00	Quebec Pension Board.....	1,400.00
Sec. sociale remis au sous-comité....	170,000.00	Social security remitted to sub- committee.....	170,000.00
Industrie du Marbre.....	45,000.00	Marble Industry.....	45,000.00
	<hr/>		<hr/>
	\$385,719.00		\$385,719.00
Excédent des recettes sur les dé- boursés prévu.....	\$ 5,611.00	Forecast surplus.....	\$ 5,611.00

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-0

### Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 1336 du 12 mai 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3425 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

#### 1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1336, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1336, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération, (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonus payés.)

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapports sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dix (10) de chaque mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et celles de ses salariés. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St. Hyacinthe* (established in pursuance of Decree number 1336 of May 12, 1967), has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 3425, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

#### 1. Dues

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 1336 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for employees subject to the said decree, (fixed wages, percentages allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Employees governed by said decree number 1336, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, (fixed wages, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

#### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the tenth (10th) of each month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employers' dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

3. Rapport financier

3. Financial Report

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St-Hyacinthe pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

An estimate of receipts and disbursements of the Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la juridiction de St. Hyacinthe for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period, is given below.

COMITÉ PARITAIRE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET DES FABRIQUES PAROISSIALES DE LA JURIDICTION DE SAINT-HYACINTHE

COMITÉ PARITAIRE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET DES FABRIQUES PAROISSIALES DE LA JURIDICTION DE ST. HYACINTHE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 3,000.00
Cotisations ouvrières.....	3,000.00
Intérêts sur placements.....	1,900.00
Intérêts de banque.....	240.00
Impôt fédéral.....	969.80
Impôt provincial.....	673.40
Assurance-chômage.....	97.76
Rentes du Québec.....	138.48
Régimes des assurances collectives (administration).....	1,200.00
	<hr/>
	\$11,219.44

Receipts:

Employers' dues.....	\$ 3,000.00
Employees' dues.....	3,000.00
Interest on investments.....	1,900.00
Bank interest.....	240.00
Federal tax.....	969.80
Provincial tax.....	673.40
Unemployment Insurance.....	97.76
Québec Pension Plan.....	138.48
Group insurance plan (administration).....	1,200.00
	<hr/>
	\$11,219.44

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 7,280.00
Salaires du personnel.....	3,900.00
Salaires des inspecteurs.....	900.00
Frais d'inspection.....	900.00
Loyer.....	600.00
Entretien.....	50.00
Frais de vérification.....	60.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	150.00
Poste, téléphone, télégramme.....	175.00
Intérêts, échange, agios.....	15.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	360.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	950.00
Assurance-chômage.....	195.52
Assurance-caution.....	25.00
Impôt fédéral.....	969.80
Impôt provincial.....	673.40
Rentes du Québec.....	276.96
	<hr/>
	\$17,480.68

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 7,280.00
Staff's salary.....	3,900.00
Inspectors' salaries.....	900.00
Inspection fees.....	900.00
Rent.....	600.00
Maintenance.....	50.00
Auditor's fees.....	60.00
Printing, stationery, office equipment.....	150.00
Postage, telephone, telegrams.....	175.00
Interest, exchange, agio.....	15.00
Attendance fees (Committee members).....	360.00
Travelling expenses (Committee members).....	950.00
Unemployment Insurance.....	195.52
Fidelity bond.....	25.00
Federal tax.....	969.80
Provincial tax.....	673.40
Quebec Pension Plan.....	276.96
	<hr/>
	\$17,480.68

Excédent des déboursés sur les recettes prévues à être comblé par la réserve..... \$ 6,261.24

Forecast surplus to be made up from the emergency fund..... \$ 6,261.24

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-0

### Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche de la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 233 du 14 mars 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3422 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 233 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, qu'ils soient payés à l'heure ou à la semaine, à la pièce ou selon tout autre mode permis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 233 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération, qu'ils soient payés à la pièce, à l'heure, à la semaine ou selon tout autre mode permis par ledit décret.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au bureau du Comité paritaire à chaque mois.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15<sup>e</sup> jour du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Sur réception de ce rapport, le Comité paritaire en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de la partie intéressée selon que les montants reçus seront inférieurs ou supérieurs aux montants réellement dus.

#### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec (established in pursuance of decree number 233 of March 14, 1956) has been authorized to levy dues on the professional employers, and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3422, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

#### 1. Dues

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 233 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree, whether paid on an hourly, weekly, piece-work or other basis allowed under the said decree.

(b) Employees governed by said Decree number 233 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, whether paid on an hourly, weekly, piece-work or other bases allowed under the said decree.

#### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms mentioning the hours worked, the money collected during the week and the sums forwarded to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee's office.

The professional employer's report shall be signed before being forwarded to the Parity Committee. This Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The report, together with the dues, shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the one for which it is required.

Upon receipt of such report, the Parity Committee shall have it verified and shall debit or credit the interested party's account, if the sums sent in are higher or lower than the amount actually due.

#### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE  
DE LA SACOCHE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables  
pour la période comprise entre le 1er janvier  
1968 et le 31 décembre 1968.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$17,800.00
Cotisations ouvrières.....	17,800.00
Pénalités et amendes.....	200.00
Intérêts de banque.....	450.00
Impôt fédéral.....	753.60
Impôt provincial.....	431.60
Assurance-chômage.....	89.44
Fonds de pension.....	149.76
Congés payés en fiducie.....	28,000.00
	<hr/>
	\$65,674.40

*Déboursés:*

Salaire de l'administrateur.....	\$ 5,200.00
Salaires du personnel.....	5,000.00
Salaires des inspecteurs.....	7,000.00
Frais d'inspection.....	7,000.00
Loyer et taxes.....	1,735.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	75.00
Frais judiciaires.....	1,000.00
Frais de vérification.....	1,200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	1,700.00
Poste, téléphone, télégramme.....	650.00
Intérêt, échange, agios.....	12.50
Jetons de présence (membres du Comité).....	720.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	125.00
Assurance-chômage.....	178.88
Assurance-groupe.....	369.00
Assurance-caution.....	10.00
Assurances générales.....	200.00
Fonds de pension.....	299.52
Impôt fédéral.....	753.60
Impôt provincial.....	431.60
Congés payés (remboursement).....	28,000.00
Fonds de retraite.....	3,300.00
	<hr/>
	\$64,960.10

Exédent des recettes sur les déboursés  
prévu..... \$ 714.30

*Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction, région des Laurentides, établi en exécution du décret numéro 2273 du 17 novembre 1965 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3427 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

PARITY COMMITTEE OF THE HANDBAG INDUSTRY  
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the  
January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$17,800.00
Employees' dues.....	17,800.00
Penalties and fines.....	200.00
Bank interest.....	450.00
Federal tax.....	753.60
Provincial tax.....	431.60
Unemployment Insurance.....	89.44
Pension fund.....	149.76
Vacation pay held in trust.....	28,000.00
	<hr/>
	\$65,674.40

*Disbursements:*

Administrator's salary.....	\$ 5,200.00
Staff's salary.....	5,000.00
Inspectors' salaries.....	7,000.00
Inspection expenses.....	7,000.00
Rent and taxes.....	1,735.00
Lights, heat, maintenance.....	75.00
Legal costs.....	1,000.00
Auditor's fees.....	1,200.00
Printing, stationery, office equipment.....	1,700.00
Postage, telephone, telegrams.....	650.00
Interest, exchange, agio.....	12.50
Attendance fees (Committee mem- bers).....	720.00
Travelling expenses (Committee members).....	125.00
Unemployment Insurance.....	178.88
Group insurance.....	369.00
Fidelity bond.....	10.00
General insurance.....	200.00
Pension fund.....	299.52
Federal tax.....	753.60
Provincial tax.....	431.60
Vacation pay (reimbursements).....	28,000.00
Retirement fund.....	3,300.00
	<hr/>
	\$64,960.10

Forecast surplus..... \$ 714.30

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-o

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Construction Industry Parity Committee, Laurentides region (established in pursuance of decree number 2273 of November 17, 1965 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below, A by-law, approved by Order in Council number 3427 of December 14, 1967, authorizes such levy.

## 1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2273 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2273 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2273 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire et pourcentage.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports accompagnés des cotisations, soient remplis et retournés mensuellement au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant l'expiration de la période pour laquelle ils sont exigibles.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir à la fin de chaque semaine, les cotisations imposées aux salariés régis par le décret, à même le salaire qu'ils sont tenus de leur payer et les faire parvenir au Comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

## 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction, Région des Laurentides, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

## 4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis aux décrets numéros 1247 du 4 août 1966, 1057 du 14 avril 1967 et 1575 du 14 juin 1967, relatifs à l'industrie de l'acier de structure dans la province, aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province et aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province respectivement, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

## 1. Dues

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by decree number 2273 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salaries and percentages paid to their employees.

(b) Artisans subject to decree number 2273 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman in their trade.

(c) Employees governed by decree number 2273 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages and percentage.

## 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms containing: the hours worked; money collected during the week and the amounts turned over to the Parity Committee.

The professional employer shall see that such reports be filled in and returned monthly to the Parity Committee together with the dues before the 10th of the month following the expiry date of the period for which they are required.

All professional employers governed by the decree shall collect their employees' dues by means of a check-off, at the end of each week. Such dues shall be forwarded to the Parity Committee at the same time as their own dues.

The professional employer's report shall be signed before being forwarded to the Parity Committee. This Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

## 3. Financial Report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Construction Industry Parity Committee, Laurentides region, for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

## 4. Special Provision

The provisions of the present by-law also apply to professional employers and employees subject to decrees numbers 1247 of August 4, 1966, 1057 of April 14, 1967, and 1575 of June 14, 1967, respecting the Structural Steel Industry in the Province, Electric Power Distribution Lines in the Province and Electric Power Transmission Lines in the Province whose application has been entrusted to the abovementioned Parity Committee.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA  
CONSTRUCTION, RÉGION DES LAURENTIDES

THE CONSTRUCTION INDUSTRY PARITY  
COMMITTEE, LAURENTIDES REGION

État des recettes et des déboursés probables  
pour la période comprise entre le 1er janvier  
1968 et le 31 décembre 1968.

Estimate of receipts and disbursements for the  
January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$ 47,390.00
Cotisations ouvrières.....	47,390.00
Cotisations artisanales.....	2,110.00
Pénalités et amendes.....	2,100.00
Honoraires d'examen.....	1,360.00
Revenus de loyer.....	55.00
Intérêts sur placements.....	197.00
Intérêts de banque.....	1,450.00
Impôt fédéral.....	3,170.00
Impôt provincial.....	2,457.00
Assurance-chômage.....	130.00
Assurance-vie-santé.....	897.00
Rentes du Québec.....	566.00
Assurance-vie-santé (membres).....	1,909.00
	<hr/>
	\$111,181.00

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 8,840.00
Salaires du personnel.....	19,760.00
Salaires des inspecteurs.....	24,960.00
Frais d'inspection.....	16,406.00
Honoraires: Bureau des examina- teurs.....	4,494.00
Frais: Bureau des examinateurs.....	300.00
Loyer et taxes.....	1,750.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	1,500.00
Frais judiciaires.....	3,500.00
Frais de vérification.....	200.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau.....	2,000.00
Poste, téléphone, télégramme.....	1,200.00
Intérêt, échange, agios.....	45.00
Abonnement et publicité.....	900.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	1,260.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	6,310.00
Frais de délégation.....	1,560.00
Cours de formation.....	300.00
Assurance-chômage.....	260.00
Assurance-vie-santé.....	1,793.00
Assurance-caution.....	30.00
Assurances générales.....	335.00
Rentes du Québec.....	1,132.00
Impôt fédéral.....	3,170.00
Impôt provincial.....	2,457.00
Comité planification, Centre d'Ap- prentissage.....	804.00
Assurance-vie-santé (membres).....	1,909.00
	<hr/>
	\$107,165.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	\$ 4,016.00
Moins subvention à la Commission d'Apprentissage.....	500.00
	<hr/>
Surplus prévu.....	\$ 3,516.00

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968.

22597-0

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$ 47,390.00
Employees' dues.....	47,390.00
Artisans' dues.....	2,110.00
Penalties and fines.....	2,100.00
Examination fees.....	1,360.00
Income derived from rent.....	55.00
Interest on investments.....	197.00
Bank interest.....	1,450.00
Federal tax.....	3,170.00
Provincial tax.....	2,457.00
Unemployment Insurance.....	130.00
Health, life insurance.....	897.00
Quebec Pension Plan.....	566.00
Health, life insurance (members).....	1,909.00
	<hr/>
	\$111,181.00

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 8,840.00
Staff's salaries.....	19,760.00
Inspectors' salaries.....	24,960.00
Inspection expenses.....	16,406.00
Fees: Board of Examiners.....	4,494.00
Expenses: Board of Examiners.....	300.00
Rent and taxes.....	1,750.00
Lights, heat, maintenance.....	1,500.00
Legal fees.....	3,500.00
Auditors' fees.....	200.00
Printing, stationery, office supplies.....	2,000.00
Postage, telephone, telegrams.....	1,200.00
Interest, exchange, agio.....	45.00
Subscription and advertising.....	900.00
Attendance fees (Committee mem- bers).....	1,260.00
Travelling expenses (Committee members).....	6,310.00
Delegation expenses.....	1,560.00
Training courses.....	300.00
Unemployment Insurance.....	260.00
Health, life insurance.....	1,793.00
Fidelity bond.....	20.00
General insurance.....	335.00
Quebec Pension Plan.....	1,132.00
Federal tax.....	3,170.00
Provincial tax.....	2,457.00
Planning Committee, apprenticeship Centre.....	804.00
Health, life insurance (members).....	1,909.00
	<hr/>
	\$107,165.00

Estimated surplus of receipts over disbursements.....	\$ 4,016.00
Less: Grant to apprenticeship Com- mission.....	500.00
	<hr/>
Forecast net surplus.....	\$ 3,516.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, January 5, 1968.

22597-0

## Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143) que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de l'Ouest du Québec, établi en exécution du décret numéro 492 du 26 mars 1963, a été autorisé par l'arrêté en conseil numéro 3433 du 14 décembre 1967, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 492 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 492 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit une cotisation de \$0.50 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 492 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

## Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Construction Industry of Western Québec (established in pursuance of Decree number 492 of March 26, 1963) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3433, dated December 14, 1967, authorized such levy.

## 1. Dues

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 492 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans governed by said Decree number 492 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary set forth in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., 50¢ a week dues.

(c) Employees governed by said Decree number 492 and amendment shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

## 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward this report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply information required, he will be given five (5) day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de l'Ouest du Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis aux décrets numéros 1247 du 4 août 1966, 1057 du 14 avril 1967 et 1575 du 14 juin 1967, relatifs à l'industrie de l'acier de structure dans la province, aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province et aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province respectivement, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE L'OUEST DU QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

Recettes:

Cotisations patronales	\$40,000.00
Cotisations ouvrières	40,000.00
Cotisations artisanales	750.00
Pénalités et amendes	1,000.00
Honoraires d'examen	800.00
Intérêts sur placements	10,000.00
Intérêts de banque	400.00
Impôt fédéral	2,800.00
Impôt provincial	2,000.00
Assurance-chômage	100.00
Assurance-groupe	500.00
Fonds de pension	1,500.00
Rentes du Québec	420.00
	<hr/>
	\$100,270.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$10,000.00
Salaires du personnel	9,100.00
Salaires des inspecteurs	19,000.00
Frais d'inspection	12,000.00
Honoraires: Bureau d'examineurs	1,500.00
Frais: Bureau des examinateurs	700.00
Loyer et taxes	3,000.00
Éclairage, chauffage, entretien	600.00
Frais judiciaire	1,000.00
Frais de vérification	600.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	1,200.00
Poste, téléphone, télégramme	1,200.00
Intérêt, échange, agios	500.00
Abonnement et publicité	300.00
Jetons de présence (membres du Comité)	600.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	3,000.00
Frais de délégation	2,000.00
Frais d'affiliation	600.00
Cours de formation	1,500.00
Assurance-chômage	200.00

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of Western Quebec for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

4. Special Provision

The provisions of the present by-law also apply to professional employers and employees governed by Decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province), 1057 of April 14, 1967 (Electric Power Distribution Lines in the Province) and 1575 of June 14, 1967 (Electric Power Transmission Lines in the Province) whose application has been entrusted to the above mentioned Parity Committee.

PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF WESTERN QUEBEC

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

Receipts:

Employers' dues	\$40,000.00
Employees' dues	40,000.00
Artisans' dues	750.00
Penalties and fines	1,000.00
Examination fees	800.00
Interest on investments	10,000.00
Bank interest	400.00
Federal tax	2,800.00
Provincial tax	2,000.00
Unemployment Insurance	100.00
Group insurance	500.00
Pension fund	1,500.00
Quebec Pension Plan	420.00
	<hr/>
	\$100,270.00

Disbursements:

Secretary's salary	\$10,000.00
Staff's salary	9,100.00
Inspectors' salaries	19,000.00
Inspection expenses	12,000.00
Fees: Board of Examiners	1,500.00
Expenses: Board of Examiners	700.00
Rent and taxes	3,000.00
Lights, heat, maintenance	600.00
Legal costs	1,000.00
Auditor's fees	600.00
Printing, stationery, office equipment	1,200.00
Postage, telephone, telegrams	1,200.00
Interest, exchange, agio	500.00
Subscription and advertising	300.00
Attendance fees (Committee members)	600.00
Travelling expenses (Committee members)	3,000.00
Delegation expenses	2,000.00
Affiliation fees	600.00
Training courses	1,500.00
Unemployment Insurance	200.00

Assurance-groupe.....	\$ 1,000.00
Assurance-caution.....	25.00
Assurances générales.....	250.00
Fonds de pension.....	3,000.00
Impôt fédéral.....	2,800.00
Impôt provincial.....	2,000.00
Rentes du Québec.....	840.00
	<hr/>
	\$78,515.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	\$21,755.00
Moins subvention à la Commission d'Apprentissage.....	10,000.00
	<hr/>
Surplus prévu.....	\$11,755.00

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

### Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3435 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 695 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 695 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail normales et supplémentaires effectuées par lui chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis, signés et transmis au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Group insurance.....	\$ 1,000.00
Fidelity bond.....	25.00
General insurance.....	250.00
Pension fund.....	3,000.00
Federal tax.....	2,800.00
Provincial tax.....	2,000.00
Quebec Pension Plan.....	840.00
	<hr/>
	\$78,515.00

Forecast surplus.....	\$21,755.00
Less subsidy to Apprenticeship Commission.....	10,000.00
	<hr/>
Forecast net surplus.....	\$11,755.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-0

### Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tavern Keepers' Joint Committee for Quebec (established in pursuance of Decree number 695 of May 7, 1938 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 3435, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

#### 1. Dues

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by Decree number 695 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees governed by the Decree.

(b) Employees governed by the said Decree number 695 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, bonuses and allowances.

#### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which the following should be indicated: name, surname and address of each employee in their service; his qualification; the number of regular and overtime hours worked by him each week; type of work and wages paid.

The professional employer shall see that these reports be completed, signed and forwarded to the Parity Committee each month.

At the end of each week and by means of a check-off, the professional employer shall collect the amounts due the Parity Committee and forward them monthly to the said Committee together with his own dues.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au Comité paritaire pas plus tard que le dix (10) du mois suivant; conséquemment, le rapport du mois de janvier doit être transmis pour le 10 février, et ainsi de suite de mois en mois.

The professional employer's monthly report, together with the dues for the current month, shall be forwarded to the Parity Committee no later than the tenth (10th) of the following month. Therefore, January's report should be forwarded for February 10th, and so on every month.

**3. Rapport financier**

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

**COMITÉ CONJOINT DU COMMERCE  
DES TAVERNIERS DE QUÉBEC**

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$2,748.40
Cotisations ouvrières.....	2,748.40
Honoraires d'examen.....	100.00
Rentes du Québec.....	46.80
	<hr/>
	\$5,643.60

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$2,392.00
Salaires des inspecteurs.....	1,404.00
Loyer et taxes.....	120.00
Frais de vérification.....	100.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau.....	79.00
Poste, téléphone, télégramme.....	25.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	300.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	1,000.00
Assurance-caution.....	5.00
Rentes du Québec.....	93.60
	<hr/>
	\$5,518.60

Excédent des recettes sur les déboursés prévu..... \$ 125.00

*Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.*

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Distributeurs de pain de la région de Montréal, établi en exécution du décret numéro 85 du 4 février 1959 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3426 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**3. Financial Report**

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Tavern Keepers' Joint Committee for Quebec for the January 1, 1968 to December 31, 1968, period is given below.

**TAVERN KEEPERS' JOINT COMMITTEE  
FOR QUEBEC**

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$2,748.40
Employees' dues.....	2,748.40
Examination fees.....	100.00
Quebec Pension Plan.....	46.80
	<hr/>
	\$5,643.60

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$2,392.00
Inspectors' salaries.....	1,404.00
Rent and taxes.....	120.00
Auditor's fees.....	100.00
Printing, stationery, office equipment.....	79.00
Postage, telephone, telegrams.....	25.00
Attendance fees (Committee members).....	300.00
Travelling expenses (Committee members).....	1,000.00
Fidelity bond.....	5.00
Quebec Pension Plan.....	93.60
	<hr/>
	\$5,518.60

Forecast surplus..... \$ 125.00

*DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-0

**Notice of levy**

Pursuant to provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal region (established in pursuance of decree number 85 of February 4, 1959 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3426 of December 14, 1967, authorizes such levy.

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 85 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 85 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$100.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 85 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaire fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Distributeurs de pain de la région de Montréal, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

COMITÉ PARITAIRE DES DISTRIBUTEURS DE PAIN  
DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

### 1. Dues

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 85 and amendments shall pay the Parity Committee  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

(b) Artisans governed by said decree number 85 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the \$100 average weekly salary.

(c) Employees governed by said decree number 85 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Parity Committee of Bread Delivery of the Montreal region for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

THE PARITY COMMITTEE OF BREAD DELIVERY  
OF THE MONTREAL REGION

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$24,000.00
Cotisations ouvrières.....	24,000.00
Cotisations artisanales.....	7,000.00
Pénalités et amendes.....	1,000.00
Impôt fédéral.....	1,500.00
Impôt provincial.....	1,200.00
Assurance-chômage.....	50.00
Assurance-groupe.....	550.00
Rentes du Québec.....	310.00
	<hr/>
	\$59,610.00

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 7,800.00
Salaires du personnel.....	4,160.00
Salaires des inspecteurs.....	11,700.00
Frais d'inspection.....	6,328.00
Loyer et taxes.....	3,000.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	660.00
Frais judiciaires.....	10,000.00
Frais de vérification.....	500.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	1,200.00
Poste, téléphone, télégramme.....	750.00
Intérêt, échange, agios.....	25.00
Abonnement et publicité.....	75.00
Jetons de présence (membres du Comité).....	1,200.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	2,600.00
Frais de délégation.....	2,400.00
Assurance-chômage.....	100.00
Assurance-groupe.....	1,100.00
Assurance-caution.....	50.00
Assurances générales.....	60.00
Rentes du Québec.....	620.00
Impôt fédéral.....	1,500.00
Impôt provincial.....	1,200.00
Petite caisse.....	100.00
	<hr/>
	\$57,128.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu..... \$ 2,482.00

*Le sous-ministre du travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la Construction de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1203 du 17 juin 1964 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3564 du 20 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1203 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$24,000.00
Employees' dues.....	24,000.00
Artisans' dues.....	7,000.00
Penalties and fines.....	1,000.00
Federal tax.....	1,500.00
Provincial tax.....	1,200.00
Unemployment Insurance.....	50.00
Group Insurance.....	550.00
Quebec Pension Plan.....	310.00
	<hr/>
	\$59,610.00

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 7,800.00
Staff's salary.....	4,160.00
Inspectors' salaries.....	11,700.00
Inspection expenses.....	6,328.00
Rent and taxes.....	3,000.00
Lights, heat, maintenance.....	660.00
Legal fees.....	10,000.00
Auditor's fees.....	500.00
Printing, stationery, office supplies.....	1,200.00
Postage, telephone, telegrams.....	750.00
Interest, exchange, agio.....	25.00
Subscription and advertising.....	75.00
Attendance fees (Committee members).....	1,200.00
Travelling expenses (Committee members).....	2,600.00
Delegation expenses.....	2,400.00
Unemployment Insurance.....	100.00
Group insurance.....	1,100.00
Fidelity bond.....	50.00
General insurance.....	60.00
Quebec Pension Plan.....	620.00
Federal tax.....	1,500.00
Provincial tax.....	1,200.00
Petty cash.....	100.00
	<hr/>
	\$57,128.00

Estimated surplus of receipts over disbursements..... \$ 2,482.00

*DONAT QUIMPER,*  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-o

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Construction Joint Committee of Rimouski (established in pursuance of decree number 1203 of June 17, 1964 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3564, dated December 20, 1967, authorizes such levy.

**1. Dues**

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 1203 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1203 et amendements, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 20 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la Construction de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

### 4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis aux décrets numéros 1247 du 4 août 1966, 1057 du 14 avril 1967 et 1575 du 14 juin 1967, relatifs à l'industrie de l'acier de structure dans la province, aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province et aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province respectivement, dont la mise a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

#### COMITÉ CONJOINT DE LA CONSTRUCTION DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

##### Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 38,520.00
Cotisations ouvrières.....	38,520.00
Pénalités et amendes.....	5,000.00
Honoraires d'examen.....	800.00

(b) Employees governed by said Decree number 1203 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

### 2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer refuse to pay his dues or supply the information required, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31 of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Construction Joint Committee of Rimouski for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

### 4. Special Provision

The provisions of the present by-law also apply to professional employers and employees governed by Decrees numbers 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry), 1057 of April 14, 1967 (Electric Power Distribution Lines) and 1575 of June 14, 1967 (Electric Power Transmission Lines) whose application has been entrusted to the abovementioned Parity Committee.

#### CONSTRUCTION JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period.

##### Receipts:

Employers' dues.....	\$ 38,520.00
Employees' dues.....	38,520.00
Penalties and fines.....	5,000.00
Examination fees.....	800.00

Intérêts sur placements.....	\$ 1,800.00
Intérêts de banque.....	600.00
Impôt fédéral.....	1,835.00
Impôt provincial.....	1,570.00
Assurance-chômage.....	534.00
Assurance-vie-santé.....	742.00
Fonds de pension.....	1,872.00
Sécurité sociale (retraite et décès)...	300,000.00
Régie des rentes du Québec.....	602.00
	<hr/>
	\$392,395.00

Interest on investments.....	\$ 1,800.00
Bank interest.....	600.00
Federal tax.....	1,835.00
Provincial tax.....	1,570.00
Unemployment Insurance.....	534.00
Health, life insurance.....	742.00
Pension fund.....	1,872.00
Social security (retirement, death)...	300,000.00
Quebec Pension Plan.....	602.00
	<hr/>
	\$392,395.00

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 3,570.00
Salaires du personnel.....	12,480.00
Salaires des inspecteurs.....	23,000.00
Frais d'inspection.....	13,500.00
Honoraires: Bureau d'examineurs.....	2,600.00
Frais: Bureau d'examineurs.....	200.00
Loyer et taxes.....	1,250.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	500.00
Frais judiciaires.....	2,500.00
Frais de vérification.....	1,400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	4,100.00
Poste, téléphone, télégramme.....	1,320.00
Intérêt, échange, agios.....	740.00
Abonnement et publicité.....	400.00
Jetons de présence (membres du comité).....	1,160.00
Frais de déplacements (membres du comité).....	3,900.00
Frais de délégation.....	3,900.00
Frais d'affiliation.....	490.00
Assurance-chômage.....	1,068.00
Assurance-vie-santé.....	1,484.00
Assurance caution.....	10.00
Assurances générales.....	108.00
Fonds de pension.....	5,095.00
Impôt fédéral.....	1,835.00
Impôt provincial.....	1,570.00
Sécurité sociale (retraite-décès) payé à la fiducie.....	300,000.00
Régie des rentes du Québec.....	1,204.00
	<hr/>
	\$389,384.00

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 3,570.00
Staff's salary.....	12,480.00
Inspectors' salaries.....	23,000.00
Inspection expenses.....	13,500.00
Fees: Board of Examiners.....	2,600.00
Expenses: Board of Examiners.....	200.00
Rent and taxes.....	1,250.00
Lights, heat, maintenance.....	500.00
Legal costs.....	2,500.00
Auditor's fees.....	1,400.00
Printing, stationery, office equipment.....	4,100.00
Postage, telephone, telegrams.....	1,320.00
Interest, exchange, agio.....	740.00
Subscription and advertising.....	400.00
Attendance fees (committee members).....	1,160.00
Travelling expenses (committee members).....	3,900.00
Delegation expenses.....	3,900.00
Affiliation fees.....	490.00
Unemployment Insurance.....	1,068.00
Health, life insurance.....	1,484.00
Fidelity bond.....	10.00
General insurance.....	108.00
Pension fund.....	5,095.00
Federal tax.....	1,835.00
Provincial tax.....	1,570.00
Social security (retirement, death) paid to Trust.....	300,000.00
Quebec Pension Plan.....	1,204.00
	<hr/>
	\$389,384.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu.....	\$ 3,011.00
Moins subvention à la Commission d'Apprentissage.....	\$ 3,000.00
	<hr/>
Surplus prévu.....	\$ 11.00

Forecast surplus.....	\$ 3,011.00
Less subsidy to Apprenticeship Commission.....	\$ 3,000.00
	<hr/>
Forecast net surplus.....	\$ 11.00

*Le sous-ministre du travail,*  
DONAT QUIMPER.

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-o

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 2164 du 16 novembre 1966, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3434 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Plumbers for Three Rivers and district (established in pursuance of Decree number 2164 of November 16, 1966), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3434, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2164, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2164, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$2.64 l'heure.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2164, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 12 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'attestation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Plombiers des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS  
DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

Siège social: 1617, Royale, Trois-Rivières

État des recettes et des déboursés pour la période du 1er janvier 1968 au 1er janvier 1969.

1. *Dues*

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 2164 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 2164 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the salary set forth in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., \$2.64 an hour.

(c) Employees governed by said Decree number 2164 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 12th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply any information required, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers for Three Rivers and district for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

JOINT COMMITTEE OF PLUMBERS FOR  
THREE RIVERS AND DISTRICT

Head Office: 1617 Royale, Trois-Rivières

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from January 1, 1968 to January 1, 1969.

*Recettes:*

Cotisations patronales.....	\$13,000.00
Cotisations ouvrières.....	13,000.00
Cotisations artisanales.....	1,000.00
Pénalités et amendes.....	100.00
Honoraires d'examen.....	200.00
Intérêts de banque.....	300.00
Impôt fédéral.....	100.00
Impôt provincial.....	50.00
Assurance-chômage.....	100.00
Fonds de pension.....	150.00
Rentes du Québec.....	200.00

\$28,200.00

*Déboursés:*

Salaire du secrétaire.....	\$ 6,500.00
Salaire du personnel.....	4,500.00
Frais d'inspection.....	1,800.00
Honoraires: Bureau d'examineurs.....	400.00
Frais: Bureau d'examineurs.....	400.00
Loyer et taxes.....	700.00
Frais judiciaires.....	1,000.00
Frais de vérification.....	250.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	400.00
Poste, téléphone, télégramme.....	500.00
Intérêt, échange, agios.....	75.00
Abonnement et publicité.....	150.00
Jetons de présence (membres du comité).....	720.00
Frais de déplacements (membres du comité).....	840.00
Frais de délégation.....	700.00
Frais d'affiliation.....	100.00
Assurance-chômage.....	200.00
Assurance-caution.....	20.00
Fonds de pension.....	500.00
Impôt fédéral.....	100.00
Impôt provincial.....	50.00
Rentes du Québec.....	400.00

\$20,305.00

Excédent des recettes sur les déboursés prévu..... \$ 7,895.00

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des coiffeurs de Joliette, établi en exécution du décret numéro 343 du 17 avril 1958 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3417 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

*1. Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 343 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

*Receipts:*

Employers' dues.....	\$13,000.00
Employees' dues.....	13,000.00
Artisans' dues.....	1,000.00
Penalties and fines.....	100.00
Examination fees.....	200.00
Bank interest.....	300.00
Federal tax.....	100.00
Provincial tax.....	50.00
Unemployment Insurance.....	100.00
Pension fund.....	150.00
Quebec Pension Plan.....	200.00

\$28,200.00

*Disbursements:*

Secretary's salary.....	\$ 6,500.00
Staff's salary.....	4,500.00
Inspection expenses.....	1,800.00
Fees: Board of examiners.....	400.00
Expenses: Board of examiners.....	400.00
Rent and taxes.....	700.00
Legal costs.....	1,000.00
Auditor's fees.....	250.00
Printing, stationery, office equipment.....	400.00
Postage, telephone, telegrams.....	500.00
Interest, exchange, agio.....	75.00
Subscriptions and advertising.....	150.00
Attendance fees (Committee members).....	720.00
Travelling expenses (Committee members).....	840.00
Delegation expenses.....	700.00
Affiliation fees.....	100.00
Unemployment Insurance.....	200.00
Fidelity bond.....	20.00
Pension fund.....	500.00
Federal tax.....	100.00
Provincial tax.....	50.00
Quebec Pension Plan.....	400.00

\$20,305.00

Forecast surplus..... \$ 7,895.00

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-o

**Notice of Levy**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hair-dressers' Parity Committee of Joliette (established in pursuance of Decree number 343 of April 17, 1958 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law approved by Order in Council number 3417, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

*1. Dues*

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree number 343 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll, bonuses, allowances, commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) Les artisans coiffeurs et coiffeuses régis par ledit décret numéro 343 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une cotisation de  $\frac{1}{2}$  de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$80. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 343 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, commissions et allocations ainsi que les bonis.

### 2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs de Joliette, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

#### COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE JOLIETTE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$1,600.00
Cotisations ouvrières.....	1,600.00
Cotisations artisanales.....	5,000.00
Pénalités et amendes.....	100.00
	<hr/>
	\$8,300.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$2,080.00
Salaires des inspecteurs.....	465.00
Frais d'inspection.....	2,200.00
Loyer et taxes.....	240.00
Frais judiciaires.....	100.00
Frais de vérification.....	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	300.00
Poste, téléphone, télégramme.....	300.00
Intérêt, échange, agios.....	50.00
Jetons de présence (membres du comité).....	240.00
Frais de déplacements (membres du Comité).....	400.00

(b) Male and female artisan-hairdressers governed by said Decree number 343 and amendments shall turn over to the Parity Committee dues equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% based on their average wage of \$80 a week. For the purposes of this by-law, any employer or professional employer who himself plies any of the trades covered by the decree is considered as an artisan.

(c) Employees governed by said Decree number 343 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, commissions, allowances and bonuses.

### 2. Collection of Dues

Every month, professional employers and artisans shall forward their dues to the Parity Committee's office.

At the end of each week, professional employers shall collect this levy by means of a check-off and shall personally forward such dues together with their own to the Parity Committee every month.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply any information required, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements of the Hairdressers' Parity Committee of Joliette for the period extending from January 1, 1968 to December 31, 1968.

#### HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE OF JOLIETTE

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from January 1, 1968 to December 31, 1968.

<i>Receipts:</i>	
Employers' dues.....	\$1,600.00
Employees' dues.....	1,600.00
Artisans' dues.....	5,000.00
Penalties and fines.....	100.00
	<hr/>
	\$8,300.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.....	\$2,080.00
Inspectors' salaries.....	465.00
Inspection expenses.....	2,200.00
Rent and taxes.....	240.00
Legal fees.....	100.00
Auditor's fees.....	100.00
Printing, stationery, office equipment.....	300.00
Postage, telephone, telegrams.....	300.00
Interest, exchange, agio.....	50.00
Attendance tokens (Committee members).....	240.00
Travelling expenses (Committee members).....	400.00

Frais de délégation.....	\$ 200.00
Frais d'affiliation.....	30.00
Assurance-caution.....	10.00
Assurances générales.....	25.00
	<hr/>
	\$6,740.00

Delegation expenses.....	\$ 200.00
Sffiliation expenses.....	30.00
Fidelity bond.....	10.00
General insurance.....	25.00
	<hr/>
	\$6,740.00

Excédent des recettes sur les déboursés  
prévu..... \$1,560.00

Estimated surplus of receipts over dis-  
bursements..... \$1,560.00

*Le sous-ministre du Travail,*  
DONAT QUIMPER.

DONAT QUIMPER,  
*Deputy Minister of Labour.*

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-o

Department of Labour,  
Quebec, January 5, 1968. 22597-o

**Avis de prélèvement**

**Notice of Levy**

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie du Gant de Cuir, établi en exécution du décret numéro 1071 (E) du 7 octobre 1959 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3424 du 14 décembre 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Leather Glove Industry (established in pursuance of decree number 1071 (E) of October 1, (1959) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 3424, dated December 14, 1967, authorizes such levy.

**1. Cotisation**

**1. Dues**

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The contribution period extends from January 1, 1968 to December 31, 1968. The levy is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1071 (E) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

(a) Professional employers governed by said Decree number 1071 (E) and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1071 (E) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$40 par semaine.

(b) Artisans governed by said Decree number 1071 (E) and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., \$40 a week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1071 (E) et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

(c) Employees governed by said Decree number 1071 (E) and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

**2. Mode de perception**

**2. Collection of Dues**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of this employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the arti-

professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie du Gant de Cuir, pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

#### COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU GANT DE CUIR

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1968 et le 31 décembre 1968.

##### Recettes:

Cotisations patronales	\$11,742.00
Cotisations ouvrières	11,742.00
Cotisations artisanales	25.00
Pénalités et amendes	400.00
Intérêts sur placements	460.00
Intérêts de banque	100.00
Impôt fédéral	880.00
Impôt provincial	585.00
Assurance-chômage	49.00
Assurance-groupe	139.00
Fonds de pension	425.00
Rentes du Québec	153.00
	<u>\$26,700.00</u>

##### Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$ 6,240.00
Salaire de l'inspecteur	4,680.00
Frais d'inspection	3,548.00
Loyer et taxes	1,075.00
Éclairage, chauffage, entretien	60.00
Frais judiciaire	1,200.00
Frais de vérification	360.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	2,500.00
Poste, téléphone, télégramme	400.00
Intérêt, échange, agios	50.00
Abonnement et publicité	10.00
Jetons de présence (membres du Comité)	350.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	2,422.00
Frais de délégation	300.00
Assurance-chômage	98.00
Assurance-groupe	354.00
Assurance-caution	10.00
Assurances générales	145.00
Fonds de pension	905.00
Impôt fédéral	880.00
Impôt provincial	585.00
Rentes du Québec	306.00
	<u>\$26,478.00</u>

Excédent des recettes sur les déboursés prévu \$ 222.00

Le sous-ministre du Travail,  
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 janvier 1968. 22597-0

san and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Committee of the Leather Glove Industry for the January 1, 1968 to December 31, 1968 period is given below.

#### THE JOINT COMMITTEE OF THE LEATHER GLOVE INDUSTRY

Estimate of receipts and disbursements for the January 1, 1968, to December 31, 1968, period

##### Receipts:

Employers' dues	\$11,742.00
Employees' dues	11,742.00
Artisans' dues	25.00
Penalties and fines	400.00
Interest on investments	460.00
Bank interest	100.00
Federal tax	880.00
Provincial tax	585.00
Unemployment Insurance	49.00
Group insurance	139.00
Pension fund	425.00
Quebec Pension Plan	153.00
	<u>\$26,700.00</u>

##### Disbursements:

Secretary's salary	\$ 6,240.00
Inspector's salary	4,680.00
Inspection expenses	3,548.00
Rent and taxes	1,075.00
Lights, heat, maintenance	60.00
Legal costs	1,200.00
Auditor's fees	360.00
Printing, stationery, office supplies	2,500.00
Postage, telephone, telegrams	400.00
Interest, exchange, agio	50.00
Subscription and advertising	10.00
Attendance fees (Committee members)	350.00
Travelling expenses (Committee members)	2,422.00
Delegation expenses	300.00
Unemployment insurance	98.00
Group insurance	354.00
Fidelity bond	10.00
General insurance	145.00
Pension fund	905.00
Federal tax	880.00
Provincial tax	585.00
Quebec Pension Plan	306.00
	<u>\$26,478.00</u>

Forecast surplus \$ 222.00

DONAT QUIMPER,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, January 5, 1968. 22597-0

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Numéro 3451

Number 3451

Québec, le 14 décembre 1967.

Quebec, December 14, 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT l'Office du Crédit Industriel du Québec.

CONCERNING the Quebec Industrial Credit Bureau.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la loi de l'Office du Crédit Industriel du Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

WHEREAS pursuant to section 22 of the Quebec Industrial Credit Bureau Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

a) déterminer les catégories d'entreprises industrielles, et les régions de la province à l'égard desquelles l'Office doit de préférence accorder une assistance financière, et les facteurs économiques et sociaux qui doivent guider l'orientation générale de ses activités;

(a) determine the categories of industrial enterprises and the regions of the Province respecting which the Bureau must give priority in granting financial assistance, and the economic and social factors, by which the general direction of its activities is to be guided;

b) établir le montant au-delà duquel l'Office ne peut consentir un prêt ou accorder une garantie sans avoir obtenu l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil;

(b) establish the amount in excess of which the Bureau cannot grant a loan or guarantee without obtaining the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council;

c) déterminer la nature et l'étendue des sûretés qui doivent être exigées ou retenues par l'Office lorsqu'il accorde une assistance financière;

(c) determine the nature and extent of the security which must be required or retained by the Bureau when it grants financial assistance;

d) déterminer le taux minimum d'intérêt que l'Office doit exiger lorsqu'il accorde une assistance financière;

(d) determine the minimum rate of interest which the Bureau must require when it grants financial assistance;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de cette même loi, l'Office peut, sous réserve des dispositions de la loi et des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 22, faire des règlements pour sa régie interne, y compris le quorum aux assemblées de ses membres, l'établissement d'un comité exécutif et la délégation à ce comité d'une partie des pouvoirs de l'Office, ainsi que pour l'exécution de cette loi;

WHEREAS pursuant to section 23 of this same Act, the Bureau may, subject to Act and the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under section 22, make by-laws for its internal management, including the quorum at meetings of its members, the establishment of an executive committee and the delegation to such committee of a portion of the powers of the Bureau, and for the carrying out of this Act.

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter les règlements prévus à l'article 22 précité et d'approuver les règlements que l'Office a adoptés en vertu de l'article 23 de ladite loi.

WHEREAS it is expedient to adopt the regulations provided for in aforementioned section 22 and to approve the regulations which the Bureau adopted pursuant to section 23 of the said Act.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

QUE, sous l'autorité de l'article 22 de la loi de l'Office du Crédit Industriel du Québec, les règlements de l'Office du Crédit Industriel du Québec, dont un projet est joint au présent arrêté en conseil, soient adoptés et que suivant la loi, ils entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*;

THAT, under the authority of section 22 of the Quebec Industrial Credit Bureau Act, the regulations of the Quebec Industrial Credit Bureau, a draught of which is annexed to this Order in Council, be adopted and that, according to law, they become effective as from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*;

QUE, suivant l'article 23 de cette même loi, les règlements de régie interne que l'Office a adoptés à son assemblée du 5 décembre 1967, suivant le projet dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil, soient approuvés et qu'ils entrent en vigueur à compter de la date de l'approbation du présent arrêté en conseil.

THAT, according to section 23 of this same Act, the regulations concerning internal management which the Bureau adopted at its meeting on December 5, 1967, according to the draught the text of which is annexed to this Order in Council, be approved, and that they become effective as from the date of approval of this Order in Council.

Copie conforme.

True copy.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,  
D. TANGUAY.

D. TANGUAY,  
Acting Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTS DE L'OFFICE DU CRÉDIT  
INDUSTRIEL DU QUÉBEC

## SECTION I

*Définitions et application*

1.01 Dans les présents règlements, les expressions suivantes signifient:

a) « entreprise industrielle »: l'unité économique et juridique dans laquelle sont groupés et coordonnés les facteurs humains et matériels qui concourent à la transformation d'une matière quelconque, que ce soit une matière première ou une matière qui a déjà subi une ou plusieurs transformations, pour en obtenir un produit, si elle fait partie du groupe des industries de fabrication identifiées comme telles dans la classification-type des industries du Bureau de la Statistique du Québec.

b) « entreprises industrielles associées »: les sociétés ou les corporations dans lesquelles plus de la moitié des intérêts ou des actions votantes sont sous la dépendance directe ou indirecte d'une même personne ou d'un même groupe de personnes, les conjoints étant considérés comme une même personne.

c) « assistance financière globale »: la somme des montants représentant la partie non remboursée de l'assistance financière déjà accordée par l'Office à une entreprise industrielle ou à des entreprises industrielles associées, ainsi que l'assistance financière envisagée.

d) « loi »: la Loi de l'Office du crédit industriel du Québec.

1.02 L'Office ne peut consentir une assistance financière globale à une entreprise industrielle ou à des entreprises industrielles associées pour un montant supérieur à cent mille dollars sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil.

## SECTION II

*Les entreprises industrielles éligibles*

2.01 L'Office peut accorder une assistance financière à toute entreprise industrielle du Québec, qu'il s'agisse d'une entreprise existante ou d'une entreprise en voie de formation.

2.02 Il n'est pas requis qu'une entreprise industrielle ait son siège social dans le Québec pour être admise à l'assistance financière de l'Office; le produit de l'assistance financière doit servir exclusivement au développement des opérations industrielles de cette entreprise dans le Québec.

2.03 Une entreprise ne cesse d'être une entreprise industrielle admissible à l'assistance financière de l'Office parce qu'une partie seulement de son activité est de nature industrielle. L'assistance financière fournie doit alors servir exclusivement à la partie industrielle de l'entreprise.

2.04 Le propriétaire d'une entreprise industrielle doit, pour obtenir l'assistance financière, établir à la satisfaction de l'Office:

a) que son entreprise possède des possibilités de croissance qui puissent contribuer à l'essor économique d'une région du Québec;

b) que la direction de l'entreprise possède la compétence requise pour la réalisation de ses fins;

c) que l'investissement sous forme de capital-risque est satisfaisant;

d) que les perspectives de profits sont adéquates pour permettre le remboursement de l'assistance financière dans un délai raisonnable;

e) que les garanties offertes assurent une protection valable;

REGULATIONS OF THE QUEBEC  
INDUSTRIAL CREDIT BUREAU

## DIVISION I

*Definitions and application*

1.01 In these regulations, the following expressions signify:

(a) "industrial enterprise": an economic and legal unity in which are grouped and co-ordinated the human and material factors which combine to transform a matter, whether this be a raw material or one which has been under one or several transformations, in order to obtain a product therefrom, if it forms part of the group of manufacturing industries identified as such in the type-classification of industries of the Quebec Bureau of Statistics.

(b) "associated industrial enterprises": associations or corporations in which more than half of the interest or voting shares are indirect or indirect subjection to one person or to a group of persons, married couples being considered as one person.

(c) "total financial assistance": the sum of the amounts representing the unrefunded part of the financial assistance already granted by the Bureau to an industrial enterprise or to associated industrial enterprises, as well as anticipated financial assistance.

(d) "Act": the Quebec Industrial Credit Bureau Act.

1.02 The Bureau may not grant total financial assistance to an industrial enterprise or to associated industrial enterprises for an amount in excess of one hundred thousand dollars without the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council.

## DIVISION II

*Eligible industrial enterprises*

2.01 The Bureau may grant financial assistance to an industrial enterprise in Quebec, in the case of an existing enterprise or of an enterprise under formation.

2.02 It is not required of an industrial enterprise that it have its head office in Quebec to be eligible for financial assistance from the Bureau; the sum granted for financial assistance must be used exclusively to develop the industrial operations of this enterprise in Quebec.

2.03 An enterprise does not cease to be an industrial enterprise eligible for financial assistance from the Bureau because only a part of its operations is of an industrial nature. The financial assistance given must then be used exclusively for the industrial part of the enterprise.

2.04 The owner of an industrial enterprise, to obtain financial assistance, must establish to the satisfaction of the Bureau:

(a) that his enterprise has possibilities of expansion which can contribute to the economic growth of one area of Quebec;

(b) that the management of the enterprise has the competence required to achieve its aims;

(c) that the investment in the form of risk capital is satisfactory;

(d) that the expected profits are adequate to permit the reimbursement of the financial assistance within a reasonable period of time;

(e) that the guarantees offered assure valid protection;

f) que l'assistance financière demandée ne peut être obtenue autrement à des taux et conditions raisonnables.

2.05 L'Office ne doit pas accorder d'assistance financière lorsque le propriétaire de l'entreprise est sous le coup d'une ordonnance de séquestre en vertu de la loi de faillite, ou vient de faire une proposition à ses créanciers, ou a commis un acte de faillite en vertu de la Loi de faillite.

2.06 Si le gouvernement ou l'un de ses organismes instaure un programme de développement économique, l'Office doit tenir compte des facteurs économiques et sociaux qui gouvernent ce programme dans l'élaboration de sa politique d'assistance financière.

SECTION III

*Garanties*

3.01 L'Office peut exiger, détenir et acquérir toute garantie mobilière ou immobilière pour l'acquittement régulier des obligations découlant de toute assistance financière qu'il a accordée, ou pour l'exécution de toute convention conclue par lui aux termes de la loi ou des règlements.

3.02 L'assistance financière accordée par l'Office doit être garantie sur des biens meubles ou immeubles et par toute autre sûreté jugée nécessaire pour constituer une protection adéquate.

3.03 Lorsque l'Office ou son fiduciaire dispose de biens dont il a pris possession par suite du défaut d'un débiteur, l'Office doit rendre compte du produit de la vente desdits biens au débiteur et lui remettre tout surplus après acquittement complet de la dette en capital, intérêts, frais et accessoires conformément aux stipulations du contrat intervenu entre l'Office et le débiteur. Cette reddition de compte est faite par l'Office dans les six mois qui suivent la date de la réalisation finale de tous les biens donnés en garantie.

3.04 L'Office peut payer les primes d'assurance, taxes et toutes sommes nécessaires pour protéger les garanties détenues ou les biens de l'Office.

3.05 L'Office peut, pour prévenir ou empêcher la diminution de ses garanties:

- a) exiger la prorogation de certaines créances;
- b) limiter le montant des salaires des officiers ou des administrateurs de l'entreprise industrielle;
- c) limiter le montant des dividendes qu'une entreprise industrielle peut verser;
- d) limiter les immobilisations qu'une entreprise industrielle peut effectuer;
- e) limiter le rachat des actions privilégiées d'une entreprise industrielle;
- f) prendre toute autre mesure destinée à favoriser le maintien d'une saine situation financière de l'entreprise.

SECTION IV

*Taux d'intérêt*

4.01 Le taux minimum d'intérêt que l'Office peut exiger pour ses prêts est celui que le ministre des Finances détermine chaque fois que les circonstances l'exigent. Ce taux minimum ne peut être inférieur au taux d'intérêt en vigueur sur les émissions publiques d'obligations du Québec.

(f) that the financial assistance requested cannot be obtained otherwise at reasonable rates and under reasonable conditions.

2.05 The Bureau shall not grant financial assistance when the owner of the enterprise lies under an order of sequestration of goods pursuant to the Bankruptcy Act, or has just made a proposal to his creditors, or has committed an act of bankruptcy pursuant to the Bankruptcy Act.

2.06 If the Government or one of its organizations adopts a program of economic development, the Bureau shall bear in mind the economic and social factors which govern such a program in the formulation of its policy of financial assistance.

DIVISION III

*Guarantees*

3.01 The Bureau may require, hold and acquire any guarantee of a moveable or immovable nature for the regular discharge of obligations resulting from any financial assistance which it granted, or to carry out any agreement which it entered into under the terms of the Act or the regulations.

3.02 Financial assistance granted by the Bureau must be guaranteed on moveable or immovable property and by any other guaranty deemed necessary to constitute adequate protection.

3.03 When the Bureau or its trustee disposes of property which it took into its possession following default of a debtor, the Bureau must render an account of the proceeds of the sale of the said property to the debtor and remit to him any excess after the complete discharge of the debt in capital, interest, costs and accessories pursuant to the terms of the contract entered into by the Bureau and the debtor. This rendering of account is made by the Bureau within the six months following the date of the final selling of all the property given as guarantee.

3.04 The Bureau may pay the insurance premiums, taxes and all sums necessary to protect the guarantees held or the Bureau's property.

3.05 The Bureau, to prevent or hinder the decrease in its guarantees, may:

- (a) demand the extension of certain debts;
- (b) limit the amount of the salary of the officers or of the administrators of the industrial enterprise;
- (c) limit the amount of the dividends which an industrial enterprise may pay;
- (d) limit the immobilizations which an industrial enterprise may effect;
- (e) limit the redemption of preferred shares of an industrial enterprise;
- (f) take any other step destined to favour the maintenance of a sound financial situation in the enterprise.

DIVISION IV

*Interest rates*

4.01 The minimum interest rate which the Bureau may demand for its loans is that determined by the Minister of Finance each time the circumstances so require. This interest rate may not be less than the interest rate in force on public issued of Quebec bonds.

4.02 L'Office peut exiger un intérêt sur les intérêts non payés à échéance, au même taux que celui du prêt.

4.03 L'Office doit exiger un intérêt minimum de deux pour cent par an lorsqu'il accorde la garantie prévue à l'article 17 de la loi.

4.04 L'office doit dans le cas de la location ou de la vente mentionnée à l'article 19 de la loi prévoir la récupération du capital engagé et d'un montant équivalent aux intérêts pour un prêt du même montant.

#### SECTION V

##### *Conditions de remboursement*

5.01 La date ultime de remboursement d'un prêt ne doit pas excéder la quinzième année qui suit la date de ce prêt; cette date est établie en tenant compte de la capacité de remboursement de l'emprunteur et de la nature des garanties offertes.

5.02 Le capital prêté et les intérêts doivent être remboursés par versements mensuels ou trimestriels, sauf dans le cas d'industries saisonnières où les versements peuvent être groupés à l'époque la plus favorable pour l'emprunteur.

5.03 La période pour laquelle une garantie prévue à l'article 17 de la loi peut être accordée ne peut excéder cinq ans.

5.04 L'Office ne peut refuser le remboursement d'un prêt avant l'arrivée du terme. Cependant, l'Office peut exiger une indemnité n'excédant pas six pour cent du capital remboursé par anticipation durant les trois premières années du prêt.

#### SECTION VI

##### *Dispositions diverses*

6.01 L'Office peut, lorsqu'il le juge à propos, exiger des frais pour procéder à l'étude d'une demande d'assistance financière.

6.02 L'Office doit exiger que les frais légaux se rapportant à la préparation, l'exécution et l'enregistrement des garanties soient payés par le bénéficiaire d'une assistance financière.

22630-0

#### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3584

Québec, le 21 décembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2210 du 18 novembre 1964, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel, soit corrigé comme suit:

1° Les paragraphes 2.15 et 2.16 suivants sont ajoutés à l'article 2:

« 2.15 *Salariés permanents*: Les salariés permanents préposés à l'entretien ne sont pas assujettis au présent décret.

2.16 Le terme « construction industrielle », pour les fins du présent décret, comprend tous les travaux de construction de plus de \$125,000, salaires et matériaux compris ».

4.02 The Bureau may demand interest on interest unpaid at maturity, at the same rate as that of the loan.

4.03 The Bureau may demand a minimum interest of two percent per annum when it grants the guarantee provided for in section 17 of the Act.

4.04 The Bureau shall, in the case of the leasing or sale mentioned in section 19 of the Act, provide for the recovery of the capital committed and of an amount equivalent to the interest on a loan of the same amount.

#### DIVISION V

##### *Conditions of reimbursement*

5.01 The final date for reimbursement of a loan shall not be extended beyond the fifteenth year following the date of this loan; this date is established by taking into consideration the borrower's capacity for reimbursement and the nature of the guarantees offered.

5.02 The capital loaned and the interest shall be reimbursed by monthly or quarterly payments, save in the case of seasonal industries where payments may be arranged for the borrower's most favourable period.

5.03 The period for which a guarantee provided for in section 17 of the Act may be granted shall not exceed five years.

5.04 The Bureau shall not refuse the reimbursement of a loan before its maturity. However, the Bureau may demand an indemnity not exceeding six percent of the capital refunded by anticipation during the three first years of the loan.

#### DIVISION VI

##### *Miscellaneous provisions*

6.01 The Bureau, when it deems it necessary, may demand the costs for making a study of a request for financial assistance.

6.02 The Bureau may demand that the legal expenses pertaining to the preparation, execution and registration of guarantees be paid by the beneficiary of the financial assistance.

22630

#### Order in Council Executive Council Chamber

Number 3584

Quebec, December 21, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree respecting the Construction Industry in the Sorel Region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT Decree number 2210 of November 18, 1964, as amended (Construction Industry in the Sorel region) be corrected as follows:

1. The following subsections 2.15 and 2.16 are added to section 2:

"2.15 *Permanent employees*: Permanent maintenance employees are not governed by this decree.

2.16 For the purpose of this decree "industrial construction" includes all construction work over \$125,000 (labour and materials included)".

2° Au paragraphe 8.06, les mots « qui contribuent à un régime de sécurité sociale ou » sont biffés.

3° L'article 14 devient l'article 8-A.

4° À l'article 12.02, les mots « en plus de huit (8) et neuf (9) heures » sont remplacés par les mots « en dehors des heures normales ».

*Le greffier suppléant du Conseil exécutif*  
22597-o D. TANGUAY.

2. The words "who contribute to a social security plan or" are deleted from subsection 8.06.

3. Section 14 becomes section 8-A.

4. In subsection 12.02, the words "eight (8) or nine (9) hours in a day" are replaced by "the standard working hours".

D. TANGUAY,  
22597-o Acting Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3430

Québec, le 14 décembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2373 du 7 décembre 1966, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1968, aux mêmes taux et conditions.

*Le greffier suppléant du Conseil exécutif*  
22597-o D. TANGUAY.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 3430

Quebec, December 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, authorized by a by-law approved by order in council number 2373 of December 7, 1966, be extended until March 31, 1968, at the same rates and under the same conditions.

D. TANGUAY,  
22597-o Acting Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3431

Québec, le 14 décembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1335 du 12 mai 1967, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1751 du 28 juin 1967, soit prolongé jusqu'au 31 mars 1968, aux mêmes taux et conditions.

*Le greffier suppléant du Conseil exécutif*  
22597-o D. TANGUAY.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Numéro 3431

Quebec, December 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the extension of the right to levy of the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montréal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1335 of May 12, 1967, amended by Order in Council number 1751 of June 28, 1967, be extended until March 31, 1968, at the same rates and under the same conditions.

D. TANGUAY,  
22597-o Acting Clerk of the Executive Council.

**Avis divers**

**Murray Krasovitsky**

Avis est par les présentes donné que M. Murray Krasovitsky, vendeur, domicilié au 5708 de l'avenue Wildwood, dans la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour demander le changement de son nom de Murray Krasovitsky à Murray Krane, ce changement concernera également sa femme, Frances Horowitz Krasovitsky, et son fils, Lorne Brian Krasovitsky.

*Le procureur du requérant*  
22585-52-2 FRUMKIN & FELDMAN.

**Miscellaneous Notices**

**Murray Krasovitsky**

Notice is hereby given that Mr. Murray Krasovitsky, Salesman, residing at 5708 Wildwood Avenue, in the city of Côte Saint-Luc, district of Montreal, will make application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for the change of his name from Murray Krasovitsky to Murray Krane, said change to effect also his said wife, Frances Horowitz Krasovitsky, and his son, Lorne Brian Krasovitsky.

22585-52-2 FRUMKIN & FELDMAN,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**Joseph Armand Leonel de Brienne**

Avis est, par les présentes, donné que Joseph Armand Leonel de Brienne, domicilié à 8823, rue Foucher, à Montréal, présentera au Secrétaire de la province de Québec une requête pour changer son nom à celui de Joseph Armand Leonel Bernard de Brienne, à l'expiration des trente (30) jours suivant la dernière publication du présent avis.

JOSEPH ARMAND LEONEL DE BRIENNE.  
22590-52-2-o

**Robert Otto Ervin Steiner**

Avis est donné par les présentes que Robert Otto Ervin Steiner, lithographe et écrivain, domicilié et résidant à 5626 Emerald, Appartement 121, Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission de changer son nom pour celui de Robert Steiner Sherwood, en vertu des dispositions de la Loi du Changement de Nom, 13-14 Eliz. II, 1965, Chap. 77.

22632-1-2-o

**Joseph Armand Leonel de Brienne**

Notice is hereby given that Joseph Armand Leonel de Brienne, domiciled at 8823 Foucher Street in Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec to be authorized to change his name to Joseph Armand Leonel Bernard de Brienne, after thirty (30) days have elapsed since the last of the prescribed publications.

JOSEPH ARMAND LEONEL DE BRIENNE.  
22590-52-2-o

**Robert Otto Ervin Steiner**

Notice is hereby given that Robert Otto Ervin Steiner, lithographer and writer, domiciled and residing at 5626 Emerald Avenue, Apartment 121, Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, to obtain permission to change his name to Robert Steiner Sherwood, under the provisions of the Change of Name Act, 13-14 Eliz. II, 1965, Chapter 77.

22632-1-2-o

**Caisses d'épargne et de crédit****Caisse d'Économie des Employés de Canadian Celanese « Coaticook »**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des Employés de Canadian Celanese « Coaticook ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Canadian Celanese Company, Division de Chemcell Limitée, à Coaticook.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Coaticook, Québec, dans le district électoral de Stanstead.

Québec, le 28 décembre 1967.

Le sous-secrétaire adjoint  
de la province,

22633-o

LUCIEN DARVEAU.

**La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie Québec Power » en celui de « La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency ».

Québec, le 28 décembre 1967.

Le sous-secrétaire adjoint  
de la province,

22634-o

LUCIEN DARVEAU.

**Savings and Credit Unions****Caisse d'Économie des Employés de Canadian Celanese "Coaticook"**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie des Employés de Canadian Celanese "Coaticook".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of Canadian Celanese Company, Division of Chemcell Limited, in Coaticook.

The head office of this savings and credit union is situated in Coaticook, Quebec, in the electoral district of Stanstead.

Quebec, December 28, 1967.

LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.

22633

**La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "La Caisse d'Économie Québec Power" to that of "La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency".

Quebec, December 28, 1967.

LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.

22634

**Chartes — Abandon de****L'École d'Agriculture de Mont-Laurier**

Avis est donné que « L'École d'Agriculture de Mont-Laurier » demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies, Mont-Laurier, le 10 novembre 1967.

(Sceau) Le procureur de la requérante,  
22601-o ROMÉO OUELLETTE, notaire.

**Charters — Surrender of****L'École d'Agriculture de Mont-Laurier**

Notice is hereby given that "L'École d'Agriculture de Mont-Laurier" will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter pursuant to the Companies Act.

Mont-Laurier, November 10, 1967.  
(Seal) ROMÉO OUELLETTE, notary,  
22601-o Attorney for the Petitioner.

**Capeco Limited**

Avis est par les présentes donné que « Capeco Limited » qui a son bureau principal dans la cité de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, P.Q., le 30 novembre, 1967.

22598-o  
Capeco Limited,  
*Par le secrétaire.*  
ALEX. W. McLEOD.

**Capeco Limited**

Notice is hereby given that "Capeco Limited" which has its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., November 30, 1967.

22598-o  
Capeco Limited,  
per: ALEX. W. McLEOD,  
*Secretary.*

**Camping Brossard inc.**

Prenez avis que la compagnie « Camping Brossard inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

22599-o  
*Les procureurs de la compagnie,*  
ROY & GODBOUT.

**Camping Brossard inc.**

Take notice that "Camping Brossard inc.", will apply to the provincial secretary for leave to surrender its charter.

22599  
ROY & GODBOUT,  
*Attorney for the company.*

**Quebec Pipeline Construction Ltd.  
Construction de Pipelines Québec Itée**

Avis est par les présentes, donné que « Quebec Pipeline Construction Ltd. — Construction de Pipelines Québec Itée », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal présentera une application au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour de décembre, 1967.

22600-o  
*Les procureurs de la requérante,*  
McMASTER, MEIGHEN, MINNION,  
PATCH & CORDEAU.

**Quebec Pipeline Construction Ltd.  
Construction de Pipelines Québec Itée**

Notice is hereby given that "Quebec Pipeline Construction Ltd. — Construction de Pipelines Québec Itée", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of December, 1967.

22600-o  
McMASTER, MEIGHEN, MINNION,  
PATCH & CORDEAU,  
*Attorneys for the Petitioner.*

**L. A. M. Holdings Inc.**

Prenez avis que « L. A. M. Holdings Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 22 décembre 1967.

22602-o  
*Le procureur,*  
S. W. WEBER, C.R.

**L. A. M. Holdings Inc.**

Take notice that "L. A. M. Holdings Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, December 22, 1967.

22602  
S. W. WEBER, Q.C.,  
*Attorney.*

**Lake Ashton Estates Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Lake Ashton Estates Ltd. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de décembre 1967.

22604  
*Le secrétaire,*  
DAVID LIPPER.

**Lake Ashton Estates Ltd.**

Notice is hereby given that "Lake Ashton Estates Ltd.", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 20th day of December, 1967.

22604-o  
DAVID LIPPER,  
*Secretary.*

**Moncrieff Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Moncrieff Ltd. », une corporation constitués sous la Loi des compagnies et ayant son bureau principal en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, P.Q., ce 22ième jour de décembre, 1967.

22605  
*Le secrétaire,*  
MARGOT M. QUINN.

**Moncrieff Ltd.**

Notice is hereby given that "Moncrieff Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 22nd day of December, 1967.

22605-o  
MARGOT M. QUINN,  
*Secretary.*

**Paul Lachapelle Itée**

Prenez avis que la compagnie « Paul Lachapelle Itée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

22603-o *Les procureurs de la compagnie,*  
ROY & GODBOUT.

**Nemak Construction Ltd.**

Prenez avis que la compagnie « Nemak Construction Ltd. », ayant son siège social à Montréal demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

22606-o Montréal, le 13<sup>ième</sup> jour de février, 1967.  
*Le secrétaire,*  
HYMAN BANE.

**Sunbeam Realty Co.**

Prenez avis que la compagnie « Sunbeam Realty Co. », ayant son siège social à Montréal, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

22607-o Montréal, le 13<sup>ième</sup> jour de février 1967.  
*Le secrétaire,*  
HYMAN BANE.

**Waverly Realty Co.**

Prenez avis que la compagnie « Waverly Realty Co. », ayant son siège social à Montréal demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

22608-o Montréal, le 13<sup>ième</sup> jour de février 1967.  
*Le secrétaire,*  
HYMAN BANE.

**Restaurant «Au Passant» inc.**

Prenez avis que la compagnie « Restaurant «Au Passant» inc. » demandera au Secrétaire Provincial la permission d'abandonner sa charte.

22610-o Montréal, le 15 décembre 1967.  
*Le procureur de la compagnie,*  
ROBERT MAILLET, C.R.

**Three Hundred and Eighty Craig St. West Limited**

Avis est donné que « Three Hundred and Eighty Craig St. West Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

22611 Daté à Montréal, ce 21<sup>e</sup> jour de décembre 1967.

*Le secrétaire,*  
MME MAX GRUBER.

**Federal Radio & Furniture Co. Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Federal Radio & Furniture Co. Ltd. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

22617 Daté à Montréal, ce 21<sup>e</sup> jour de décembre 1967.

*Les procureurs de la requérante,*  
POLLACK & POLLACK.

**Paul Lachapelle Itée**

Take notice that "Paul Lachapelle Itée", will apply to the Provincial Secretary, for leave to surrender its charter.

22603 ROY & GODBOUT,  
*Attorney for the company.*

**Nemak Construction Ltd.**

Notice is hereby given that "Nemak Construction Ltd.", having its head office at Montreal will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

22606-o Montreal, the 13th day of February, 1967.  
HYMAN BANE,  
*Secretary.*

**Sunbeam Realty Co.**

Notice is hereby given that "Sunbeam Realty Co.", having its head office in Montreal, will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

22607-o Montreal, the 13th day of January, 1967.  
HYMAN BANE,  
*Secretary.*

**Waverly Realty Co.**

Notice is hereby given that "Waverly Realty Co.", having its head office at Montreal, will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

22608-o Montreal, the 13th day of February, 1967.  
HYMAN BANE,  
*Secretary.*

**Restaurant "Au Passant" inc.**

The notice that "Restaurant "Au Passant" inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

22610 Montreal, December 15, 1967.  
ROBERT MAILLET, Q.C.,  
*Attorney for the Company.*

**Three Hundred and Eighty Craig St. West Limited**

Notice is hereby given that "Three Hundred and Eighty Craig St. West Limited", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

22611-o Dated at Montreal, this 21st day of December, 1967.

MRS MAX GRUBER,  
*Secretary.*

**Federal Radio & Furniture Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Federal Radio & Furniture Co. Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

22617-o Dated at Montreal, this 21st day of December, 1967.

POLLACK & POLLACK,  
*Attorneys for Petitioner.*

**Pevico Construction Itée**

Prenez avis que la compagnie « Pevico Construction Itée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

*Le secrétaire,*  
22609-o JULIEN R. VIENS.

**Pevico Construction Itée**

Notice is hereby given that "Pevico Construction Itée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

22609 JULIEN R. VIENS,  
*Secretary.*

**Klaren Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Klaren Inc. » constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour de décembre 1967.

22618 *Les procureurs de la requérante,*  
POLLACK & POLLACK.

**Klaren Inc.**

Notice is hereby given that "Klaren Inc.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of December, 1967.

22618-o POLLACK & POLLACK,  
*Attorneys for Petitioner.*

**Divers  
Compagnies**

**Excel Printing and Folding  
Box Co. Limited**

Avis est donné que la société « Excel Printing and Folding Box Co. Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*La secrétaire,*  
22612 MME BETTY NEWMAN.  
13265-55

**Miscellaneous  
Companies**

**Excel Printing and Folding  
Box Co. Limited**

Notice is given that "Excel Printing and Folding Box Co. Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

22612-o MRS. BETTY NEWMAN,  
*Secretary.*  
13265-55

**Foyer Gentilly inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 décembre 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Foyer Gentilly inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-secrétaire de la province,*  
22613-o RAYMOND DOUVILLE.  
3749-67

**Foyer Gentilly inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on December 19, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Foyer Gentilly inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

22613 RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*  
3749-67

**Foyer Gentilly inc.**

Avis est donné que la corporation « Foyer Gentilly inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 13 à 7.

*Le président,*  
22613-o JULIEN TOUSIGNANT.  
3749-67

**Foyer Gentilly inc.**

Notice is hereby given that the corporation "Foyer Gentilly inc.", has changed the number of its directors, from 13 to 7.

22613 JULIEN TOUSIGNANT,  
*President.*  
3749-67

**Sièges sociaux**

**Terrain Enterprises Inc.  
Les Entreprises Terrain inc.**

Avis est donné que la compagnie « Terrain Enterprises Inc.— Les Entreprises Terrain inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1967, et ayant son siège social en la ville de Westmount, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 35, rue York.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour de novembre 1967.

22619 *Le président,*  
W. P. CREAGH.  
4058-67

**Head Offices**

**Terrain Enterprises Inc.  
Les Entreprises Terrain inc.**

Notice is hereby given that "Terrain Enterprises Inc.— Les Entreprises Terrain inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent on the second day of November, 1967, and having its head office at the city of Westmount, the district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 35 York Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1967.

22619-o W. P. CREAGH,  
*President.*  
4058-67

**Fleur de Lys Sportswear Ltd.**

Avis est donné que « Fleur de Lys Sportswear Ltd. », a changé son siège social de Montmagny à Montréal.

*Le Secrétaire,*  
MARTIN LANDE.  
2610-66

22614

**André Fortin inc.**

Avis est donné que la compagnie « André Fortin inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des compagnies de Québec en date du trentième jour d'octobre, 1967 et ayant son siège social dans la ville de Pierrefonds a établi son bureau au numéro 13237 de la rue Aragon dans la ville de Pierrefonds.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal ce trentième jour d'octobre, 1967.

*Le président,*  
ANDRÉ FORTIN.  
4525-67

22615-o

**Herco Label Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Herco Label Ltd. », constitué en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 16<sup>e</sup> jour de mai 1967, a déménagé son siège social de 2112, rue Saint-Hubert, Montréal, à 2163, rue Parthenais, Montréal.

New York, ce 8<sup>e</sup> jour de décembre 1967.

*Le secrétaire,*  
PHILIP LASSAR.  
2204-67

22620

**Neville Salmon & Associates Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Neville Salmon & Associates Ltd. », constitué en corporation par lettres patentes en date du 6<sup>e</sup> jour d'octobre 1967, émises conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 485, rue McGill (chambre 306).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Donné à Montréal, ce 16<sup>e</sup> jour de novembre 1967.

*Le Président,*  
NEVILLE SALMON.  
4198-67

22621

**St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited**

Avis est par les présentes donné que « St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited », constitué en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes le 11<sup>e</sup> jour de décembre 1967, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 6649-6651, rue Saint-Hubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 21<sup>e</sup> jour de décembre 1967.

*Le secrétaire,*  
G. A. MILLER.  
5130-67

22625

**Fleur de Lys Sportswear Ltd.**

Notice is given that "Fleur de Lys Sportswear Ltd." has transferred its head office from Montmagny, to Montreal.

MARTIN LANDE,  
*Secretary.*  
2610-66

22614-o

**André Fortin inc.**

Notice is given that "André Fortin inc.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated the thirtieth day of October, 1967, and having its head office in the town of Pierrefonds, has established its office at 13237 Aragon Street in the town of Pierrefonds.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this thirtieth day of October, 1967.

ANDRÉ FORTIN,  
*President.*  
4525-67

22615

**Herco Label Ltd.**

Notice is hereby given that "Herco Label Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 16th day of May, 1967, has moved its head office from 2112 St. Hubert Street, Montreal, to 2163 Parthenais Street, Montreal.

New York, this 8th day of December, 1967.

PHILIP LASSAR,  
*Secretary.*  
2204-67

22620-o

**Neville Salmon & Associates Ltd.**

Notice is hereby given that "Neville Salmon & Associates Ltd.", incorporated by letters patent dated October 6, 1967 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act of the Province of Quebec, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at Suite 306, 485 McGill Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of November 1967.

NEVILLE SALMON,  
*President.*  
4198-67

22621-o

**St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited**

Notice is hereby given that "St. Hubert Thom McAn (Quebec) Limited", a company incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent on the 11th day of December, 1967, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 6649-6651 St. Hubert Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 21st day of December 1967.

G. A. MILLER,  
*Secretary.*  
5130-67

22625-o

**Nocturno Management Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Nocturno Management Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de novembre 1966 et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1455 Crescent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29e jour de septembre 1967.

CLAUDE DE CARUFEL.

22622-o 4743-66

**Les Résidences Laurier inc.**

Avis est donné que « Les Résidences Laurier inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies (Québec), en date du 20 avril 1967 et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 700, rue Gilford, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 4e jour d'aôût, 1967.

(Sceau)

Le secrétaire,

JEAN GUY.

22623-o 1749-67

**Ruban Galant Itée**

Avis est donné que la compagnie « Ruban Galant Itée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 6e jour de mars 1962, a transporté son siège social de 304, est, rue Notre-Dame, Montréal, à 2163, rue Parthenais, Montréal.

Montréal, ce 11e jour de décembre 1967.

Le secrétaire,

GUY ROBITAILLE.

22624 10208-62

**Parizeau, Wabant & Associés inc.**

Avis est donné que la compagnie « Parizeau, Wabant & Associés inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, en date du 10 novembre 1967, et ayant son siège social dans la ville et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1245, ouest de la rue Sherbrooke.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22e jour de novembre 1967.

(Sceau)

Le secrétaire,

ROBERT PARIZEAU.

22639-o

**Nocturno Management Ltd.**

Notice is hereby given that the "Nocturno Management Ltd.", company incorporated by letters patent on the 17th day of November 1966, and having its head office in Montreal has established its office at 1455 Crescent Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of September 1967.

CLAUDE DE CARUFEL.

22622-o 4743-66

**Les Résidences Laurier inc.**

Notice is hereby given that "Les Résidences Laurier inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the Companies Act on the 20th day of April 1967, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established his office at 700 Gilford Street in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of August 1967.

(Seal)

JEAN GUY,

Secretary.

22623-o 1749-67

**Ruban Galant Itée**

Notice is hereby given that "Ruban Galant Itée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 6th day of March, 1962, has moved its head office from 304 Notre-Dame Street East, Montreal to 2163 Parthenais Street, Montreal.

Montreal, this 11th day of December, 1967.

GUY ROBITAILLE,

Secretary.

22624-o 10208-62

**Parizeau, Wabant & Associés inc.**

Notice is hereby given that "Parizeau, Wabant & Associés inc.", incorporated under Part I of the Companies Act of the Province of Quebec, on November 10, 1967, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 1245 Sherbrooke St. West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of November, 1967.

(Seal)

ROBERT PARIZEAU,

Secretary.

22639

**Demandes à la Législature**

**The Montreal Museum of Fine Arts**

Avis est par les présentes donné que « The Montreal Museum of Fine Arts », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant la loi 23 Victoria, chapitre 13, et ses amendements, quant au nom de la corporation.

Les procureurs de la requérante,

SMITH, DAVIS, ANGLIN,

22398-50-4-o LAING, WELDON & COURTOIS.

**Applications to Legislature**

**The Montreal Museum of Fine Arts**

Notice is hereby given that "The Montreal Museum of Fine Arts", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending the act 23 Victoria, Chapter 13, as amended, with respect to its name.

SMITH, DAVIS, ANGLIN,

LAING, WELDON & COURTOIS,

22398-50-4-o Attorneys for applicant.

**Bianchi Limitée**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Bianchi Limitée », corps politique légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires au numéro 11665 rue Letellier, en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son titre de propriété quant aux immeubles connus et désignés sous les numéros 463-6-2, 464-1-1 et 2, 464-2-1 du village incorporé de St-Jean-Baptiste.

Montréal, le 19 décembre 1967.

22535-51-4-o  
BLAIN, PICHÉ, BERGERON  
GODBOUT, EMERY.

**Jean-Claude Guy**

Avis est par les présentes donné que Jean-Claude Guy, ingénieur civil, et son épouse, Nicole Bisaillon, tous deux de LaSalle, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi validant l'adoption, par Jean-Claude Guy, de Céline-Renée-Marie-Claude Lévis et Marie-Claire-Andrée-Céline Lévis, filles légitimes de Laurent Lévis et de Nicole Bisaillon et changeant leur nom en celui de Céline-Renée-Marie-Claude Guy et Marie-Claire-Andrée-Céline Guy.

Montréal, le 11 décembre 1967.

22432-50-4-o  
*Les pétitionnaires,*  
JEAN-CLAUDE GUY  
& NICOLE BISAILLON.

**La Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec**  
**The Society of Industrial and Cost Accountant of Quebec**

Avis est par les présentes donné que « La Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec » (The Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec) s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi afin de changer son nom en celui de « La Société des Comptables en Administration Industrielle du Québec » (The Society of Industrial Accountants of Quebec).

Québec, 1er décembre 1967.

22431-50-4-o  
*Le procureur de la pétitionnaire,*  
LAURENT COSSETTE.

**Régie des Marchés Agricoles du Québec**

**Plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac Saint-Jean**

Prenez avis que la régie des marchés agricoles du Québec a approuvé la résolution adoptée par l'Office des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac Saint-Jean, lors de son assemblée tenue à Chicoutimi le 15 décembre 1967, modifiant la contribution de chaque producteur assujetti au plan conjoint des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac Saint-Jean, de deux cents (.02) à un demi cent ( $\frac{1}{2}$ ) la livre de bleuets mis en marché.

Québec, ce 21 décembre 1967.

22640-o  
Régie des marchés agricoles du Québec.  
*Le secrétaire intérimaire,*  
ROCH MORIN.

**Bianchi Limitée**

Notice is given that "Bianchi Limitée", body politic legally incorporated, having its principal business place at number 11665, Letellier Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Quebec legislature at its next coming session to request the adoption of an act to be declared owner of the immovable properties known and designed under number 463-6-2, 464-1-1 and 2, 464-2-1 of "Village Incorporé de St-Jean-Baptiste".

Montreal, December 19, 1967.

22535-51-4-o  
BLAIN, PICHÉ, BERGERON  
GODBOUT, EMERY.

**Jean-Claude Guy**

Notice is hereby given that Jean-Claude Guy, civil engineer and his wife, Nicole Bisaillon, both of the city of LaSalle, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act validating the adoption, by Mr. Jean-Claude Guy of Céline Renée Marie-Claude Lévis and Marie Claire Andrée Céline Lévis legitimate children of Laurent Lévis and of Nicole Bisaillon and changing their name in the name of Céline Renée Marie Claude Guy and Marie Claire André Céline Guy.

Montreal, December 11, 1967.

22432-50-4-o  
JEAN-CLAUDE GUY  
& NICOLE BISAILLON,  
*Petitionners.*

**The Society of Industrial and Cost Accountant of Quebec**  
**La Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec**

Notice is hereby given that "The Society of Industrial and Cost Accountants of Québec" (La Société des comptables en administration industrielle et en prix de revient de Québec) will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the next Session, to change its name into that of "The Society of Industrial Accountants of Québec" (La Société des comptables en administration industrielle du Québec).

Quebec, December 1, 1967.

22431-50-4-o  
LAURENT COSSETTE,  
*Solicitor for the petitioner.*

**Quebec Agricultural Marketing Board**

**Joint Plan of Blueberry Producers of Saguenay-Lake St. John**

Take notice that the Quebec Agricultural Marketing Board has approved the resolution adopted by "Office des producteurs de bleuets du Saguenay-Lac Saint-Jean", at its meeting held at Chicoutimi, on December 15, 1967, amending the contribution of each producer subject to the joint plan of blueberry producers of Saguenay-Lake St. John, from two cents (.02) to one half of a cent ( $\frac{1}{2}$ ) for a pound of blueberries marketed.

Quebec, December 21, 1967.

22640  
Quebec Agricultural Marketing Board.  
ROCH MORIN,  
*Interim Secretary.*

**Ministère de l'Éducation**

**Department of Education**

**Collège d'enseignement général  
et professionnel Édouard Montpetit**

**Collège d'enseignement général  
et professionnel Édouard Montpetit**

Avis est donné qu'en vertu de l'article 4 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes supplémentaires ont été accordées le 3 novembre 1967, changeant le nom du collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil en celui de Collège d'enseignement général et professionnel Édouard Montpetit.

Notice is hereby given that under section 4 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), supplementary letters patent were granted on November 3, 1967, changing the name of "Collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil", into that of "Collège d'enseignement général et professionnel Édouard Montpetit."

*Le sous-ministre de l'Éducation,*  
22635-o ARTHUR TREMBLAY.

ARTHUR TREMBLAY,  
22635 Deputy Minister of Education.

**Sully**

**Sully**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 3463, en date du 14 décembre 1967, de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-David d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, en celui de « Sully », même comté.

The lieutenant-governor has been pleased, by order in council No. 3463, dated December 14, 1967, to change the name of the school municipality of Saint-David d'Estcourt, in the county of Témiscouata, into that of "Sully", in the same county.

Ce changement prendra effet huit (8) jours après la publication dudit arrêté en conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

This change will take effect eight (8) days following the publication of the said Order in Council in the *Quebec official Gazette*.

*Le ministre de l'Éducation,*  
22635-o JEAN-GUY CARDINAL.

JEAN-GUY CARDINAL,  
22635 Minister of Education.

**Ministère des Finances  
Assurances**

**Department of Finance  
Insurance**

**Laurier Life Insurance Company  
Compagnie d'Assurance-Vie Laurier**

**Laurier Life Insurance Company  
Compagnie d'Assurance-Vie Laurier**

*Avis d'émission de permis et  
de certificat d'enregistrement*

*Notice of Issue of License and  
Certificate of Registration*

Avis est donné, par les présentes, que « Laurier Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Laurier », enregistrée sous le numéro 702, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1434, qui l'autorise, à compter du 24 octobre 1967, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Notice is hereby given that "Laurier Life Insurance Company — Compagnie d'Assurance-Vie Laurier", registered under number 702, has obtained the license and certificate of registry number 1434, authorizing it, as from the 24th of October 1967, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

Le siège social de la compagnie est situé à 55 est, avenue Eglinton, Toronto, Ontario.

The head office of the company is situated at 55, Eglinton Avenue East, Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé mademoiselle Huguette Bédard, 1270 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, son procureur dans la province.

The company has appointed Miss Huguette Bédard, 1270, Sherbrooke Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 décembre 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of December 1967.

*Pour le ministre des finances  
de la province,  
Le surintendant des assurances,*  
22567-52-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

*For the Minister of Finance  
of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

**The Royal Scottish Insurance Company  
Limited**

**The Royal Scottish Insurance Company  
Limited**

*Avis d'annulation de permis et de certificat  
d'enregistrement*

*Notice of Cancellation of License and Certificate  
of Registration*

Attendu que « The Royal Scottish Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie étant dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Northern Assurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 20 septembre 1967;

Whereas "The Royal Scottish Insurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Northern Assurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 20th of September 1967;

Attendu que « The Northern Assurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The Royal Scottish Insurance Company Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The Royal Scottish Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 31 décembre 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 décembre 1967.

*Pour le Ministre des finances  
de la province,*

*Le surintendant des assurances,*

22586-52-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Scottish Metropolitan Assurance Company Limited**

*Avis d'annulation de permis et de certificat  
d'enregistrement*

Attendu que « Scottish Metropolitan Assurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Northern Assurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies, le 20 septembre 1967;

Attendu que « The Northern Assurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Scottish Metropolitan Assurance Company Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Scottish Metropolitan Assurance Company Limited » sont annulés à compter du 31 décembre 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 décembre 1967.

*Pour le Ministre des finances  
de la province,*

*Le surintendant des assurances,*

22587-52-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle  
de la Municipalité de la Paroisse de  
Sainte-Sabine, comté de Missisquoi**

*Avis d'annulation de permis et d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Sabine, comté de Missisquoi » a été formée par un règlement du Conseil Municipal adopté le 15 août 1921;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 7 août 1967, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le président et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service des assurances, le 16 décembre 1967, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

Whereas "The Northern Assurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "The Royal Scottish Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The Royal Scottish Insurance Company Limited" are cancelled as from the 31st of December 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of December 1967.

*For the Minister of Finance  
of the Province,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

22586-52-2-o

**Scottish Metropolitan Assurance Company Limited**

*Notice of Cancellation of License and Certificate  
of Registration*

Whereas "Scottish Metropolitan Assurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Northern Assurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 20th of September, 1967;

Whereas "The Northern Assurance Company Limited", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Scottish Metropolitan Assurance Company Limited", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Scottish Metropolitan Assurance Company Limited", are cancelled as from the 31st of December 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of December 1967.

*For the Minister of Finance  
of the Province,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

22587-52-2-o

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle  
de la Municipalité de la Paroisse de  
Sainte-Sabine, County of Missisquoi**

*Notice of Cancellation of License and Registration*

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Sabine, county of Missisquoi", has been incorporated by a Municipal Council By-law on the 15th of August 1921;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 7th of August 1967, a By-law to the effect of repealing the By-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the president and the secretary-treasurer of the said Municipality have filed, on the 16th of December 1967, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Sabine, comté de Missisquoi » sont annulés à compter du 16 décembre 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 16 décembre 1967.

Pour le Ministre des finances  
de la Province,  
Le surintendant des assurances,  
22636-1-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Sabine, county of Missisquoi" are cancelled as from the 16th of December 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 16th of December 1967.

For the Minister of Finance  
of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
22636-1-2-0 Superintendent of Insurance.

**Soumissions**

**Cité de Lachute**  
Comté d'Argenteuil

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ronald Hébert, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 380, rue Principale, Lachute, comté d'Argenteuil, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 janvier 1968, pour l'achat de \$529,500 d'obligations de la cité de Lachute, comté d'Argenteuil, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 96 (de l'ancienne corporation du canton Chatham faisant maintenant partie de la cité de Lachute) — \$44,000 — renouvellement; 61 (de l'ancienne corporation du village d'Ayersville faisant maintenant partie de la cité de Lachute) — \$60,200 — aqueduc, égouts; 14 — \$16,400 — aqueduc, égouts; 15 — \$285,000 — aqueduc; 18 — \$30,000 — aqueduc, égouts; 19 — \$93,900 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — \$529,500 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1969	\$ 7,500
1er février 1970	8,000
1er février 1971	8,000
1er février 1972	9,000
1er février 1973	10,000
1er février 1974	11,000
1er février 1975	11,000
1er février 1976	11,000
1er février 1977	12,000
1er février 1978	13,000
1er février 1979	15,000
1er février 1980	15,000
1er février 1981	15,000
1er février 1982	16,000
1er février 1983	17,000
1er février 1984	15,000
1er février 1985	16,000
1er février 1986	16,000
1er février 1987	18,000
1er février 1988	286,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour

**Tenders**

**City of Lachute**  
County of Argenteuil

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ronald Hébert, secretary-treasurer, City Hall, 380 Principale Street, Lachute, county of Argenteuil, P.Q., until eight o'clock p.m., on Tuesday, January 23, 1968, for the purchase of an issue of \$529,500 of bonds for the city of Lachute, county of Argenteuil, dated February 1st, 1968, and redeemable serially from February 1st, 1969 to February 1st, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st, and August 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 96 (of the former corporation of the township of Chatham, now part of the city of Lachute) — \$44,000 — renewal; 61 (of the former corporation of the village of Ayersville, now part of the city of Lachute) — \$60,200 — aqueduct, sewers; 14 — \$16,400 — aqueduct, sewers; 15 — \$285,000 — aqueduct; 18 — \$30,000 — aqueduct, sewers; 19 — \$93,900 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1st, 1968.

Table of redemption — \$529,500 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1969	\$ 7,500
February 1, 1970	8,000
February 1, 1971	8,000
February 1, 1972	9,000
February 1, 1973	10,000
February 1, 1974	11,000
February 1, 1975	11,000
February 1, 1976	11,000
February 1, 1977	12,000
February 1, 1978	13,000
February 1, 1979	15,000
February 1, 1980	15,000
February 1, 1981	15,000
February 1, 1982	16,000
February 1, 1983	17,000
February 1, 1984	15,000
February 1, 1985	16,000
February 1, 1986	16,000
February 1, 1987	18,000
February 1, 1988	286,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds, with the balance being sinking fund

des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$268,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachute.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1<sup>er</sup> février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 janvier 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 380, rue Principale, cité de Lachute, comté d'Argenteuil, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachute, (Comté d'Argenteuil), ce 28 décembre 1967.

*Le secrétaire-trésorier,*

RONALD HÉBERT.

Hôtel de Ville, 380, rue Principale,

Lachute, (Argenteuil), P.Q.

Téléphone: 562-5252, code 514. 22628-0

#### Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Bois-des-Filion

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-A. Thibault, secrétaire-trésorier, Salle des Commissaires, 100, 33<sup>ième</sup> Avenue, École Eugène Poirier, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 janvier 1968, pour l'achat de \$143,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, datées du 1<sup>er</sup> février 1968 et remboursables par séries du 1<sup>er</sup> février 1969 au 1<sup>er</sup> février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 26 octobre 1967 — \$143,000 — construction d'une école maternelle de 4 classes.

bonds maturing in twenty years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking fund bonds, provided, however, that the latter part not be for less than \$268,000, and, if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lachute.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year, for the annual amount required to amortize this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, January 23rd, 1968, at eight o'clock p.m., at the City Hall, 380 Principale Street, city of Lachute, county of Argenteuil, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachute, (County of Argenteuil), December 28, 1967.

RONALD HÉBERT,

*Secretary-Treasurer.*

City Hall, 380 Principale Street,

Lachute, (Argenteuil), P.Q.

Telephone: 562-5252, code 514. 22628

#### The School Commissioners for the Municipality of Bois-des-Filion

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Thibault, secretary-treasurer, Commissioners' Hall, 100, 33<sup>rd</sup> Avenue, Eugène Poirier School, Bois-des-Filion, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, January 23, 1968, for the purchase of an issue of \$143,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Bois-des-Filion, county of Terrebonne, dated February 1, 1968, and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 26, 1967 — \$143,000 — construction of a 4 class kindergarten.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Tableau d'amortissement — \$143,000 — 20 ans

Table of redemption — \$143,000 — 20 years

Année	Capital
1er février 1969	x\$42,500
1er février 1970	2,500
1er février 1971	3,000
1er février 1972	3,000
1er février 1973	3,500
1er février 1974	3,500
1er février 1975	4,000
1er février 1976	4,000
1er février 1977	4,500
1er février 1978	4,500
1er février 1979	5,000
1er février 1980	5,500
1er février 1981	5,500
1er février 1982	6,000
1er février 1983	6,500
1er février 1984	7,000
1er février 1985	7,500
1er février 1986	8,000
1er février 1987	8,500
1er février 1988	8,500

Year	Capital
February 1, 1969	x\$42,500
February 1, 1970	2,500
February 1, 1971	3,000
February 1, 1972	3,000
February 1, 1973	3,500
February 1, 1974	3,500
February 1, 1975	4,000
February 1, 1976	4,000
February 1, 1977	4,500
February 1, 1978	4,500
February 1, 1979	5,000
February 1, 1980	5,500
February 1, 1981	5,500
February 1, 1982	6,000
February 1, 1983	6,500
February 1, 1984	7,000
February 1, 1985	7,500
February 1, 1986	8,000
February 1, 1987	8,500
February 1, 1988	8,500

Le « x » indique l'année durant laquelle l'octroi total de \$42,500 accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement en 1969, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

The letter "x" indicates the year during which a total amount of \$42,500 granted by the Provincial Government and payable in one instalment in 1969 will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 23 janvier 1968, à 8 heures du soir à la Salle des Commissaires, 100, 33ième Avenue, École Eugène Poirier, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, P.Q.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, January 23, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the Commissioners' Hall, 100, 33rd Avenue, Eugène Poirier School, Bois-des-Filion, county of Terrebonne, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Bois-des-Filion, (Comté de Terrebonne), ce 28 décembre 1967.

Bois-des-Filion, (County of Terrebonne), December 28, 1967.

Le secrétaire-trésorier,  
J.-A. THIBAUT.

J.-A. THIBAUT,  
Secretary-Treasurer.

Salle des Commissaires, 100, 33ième Avenue,  
École Eugène Poirier,  
Bois-des-Filion, (Terrebonne), P.Q.,  
Téléphone: 625-5850, code 514. 22626-o

Commissioners' Hall, 100, 33rd Avenue,  
Eugène Poirier School,  
Bois-des-Filion, (Terrebonne), P.Q.,  
Telephone: 625-5850, code 514. 22626

Village de Weedon-Centre  
Comté de Wolfe

Village of Weedon-Centre  
County of Wolfe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis Paradis, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 300, 6e Avenue, C.P. 10, Weedon-Centre,

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Louis Paradis, secretary-treasurer, Town Hall, 300, 6th Avenue, P.O. Box 10, Weedon-Centre, county of Wolfe,

comté de Wolfe, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 22 janvier 1968, pour l'achat de \$280,000 d'obligations du village de Weedon-Centre, comté de Wolfe, datées du 1<sup>er</sup> février 1968 et remboursables par séries du 1<sup>er</sup> février 1969 au 1<sup>er</sup> février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement numéro 170 — \$280,000 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1<sup>er</sup> février 1968.

Tableau d'amortissement — \$280,000 — 20 ans

Année	Capital
1 <sup>er</sup> février 1969	\$ 1,500
1 <sup>er</sup> février 1970	1,500
1 <sup>er</sup> février 1971	1,500
1 <sup>er</sup> février 1972	1,500
1 <sup>er</sup> février 1973	2,000
1 <sup>er</sup> février 1974	2,000
1 <sup>er</sup> février 1975	2,000
1 <sup>er</sup> février 1976	2,500
1 <sup>er</sup> février 1977	2,500
1 <sup>er</sup> février 1978	2,500
1 <sup>er</sup> février 1979	3,000
1 <sup>er</sup> février 1980	3,000
1 <sup>er</sup> février 1981	3,000
1 <sup>er</sup> février 1982	3,500
1 <sup>er</sup> février 1983	3,500
1 <sup>er</sup> février 1984	4,000
1 <sup>er</sup> février 1985	4,000
1 <sup>er</sup> février 1986	4,500
1 <sup>er</sup> février 1987	5,000
1 <sup>er</sup> février 1988	227,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$222,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Weedon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1<sup>er</sup> février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, January 22, 1968, for the purchase of an issue of \$280,000 of bonds for the village of Weedon-Centre, county of Wolfe, dated February 1, 1968, and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988, inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law number 170 — \$280,000 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — \$280,000 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1969	\$ 1,500
February 1, 1970	1,500
February 1, 1971	1,500
February 1, 1972	1,500
February 1, 1973	2,000
February 1, 1974	2,000
February 1, 1975	2,000
February 1, 1976	2,500
February 1, 1977	2,500
February 1, 1978	2,500
February 1, 1979	3,000
February 1, 1980	3,000
February 1, 1981	3,000
February 1, 1982	3,500
February 1, 1983	3,500
February 1, 1984	4,000
February 1, 1985	4,000
February 1, 1986	4,500
February 1, 1987	5,000
February 1, 1988	227,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year and 15-year short-term bonds. Also, tenders will be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20 years; in this case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued at 10-year short-term and the other part, as 20-year sinking fund, provided however that this latter part not be for an amount of less than \$222,000, and, if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Weedon.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 janvier 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 300, 6e avenue, C.P. 10, Weedon-Centre, comté de Wolfe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Weedon-Centre, (Comté de Wolfe), ce 27 décembre 1967.

*Le secrétaire-trésorier,*  
M. LOUIS PARADIS.

Hôtel de Ville, 300, 6e Avenue, C.P. 10,  
Weedon-Centre, (Wolfe), P.Q.  
Téléphone: 5. 22627-0

**Cité de Longueuil**  
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Réal Bélanger, greffier, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 24 janvier 1968 pour l'achat de \$808,500 d'obligations de la cité de Longueuil, comté de Chambly, datées du 1er février 1968 et remboursables par séries du 1er février 1969 au 1er février 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 717 — \$14,200 — voirie; 734 — \$4,800 — aqueduc et égouts; 736 — \$6,800 — élargissement de rues; 744 — \$9,680 — systèmes d'alarmes; 850 — \$7,320 — systèmes d'alarmes; 861 — \$140,000 — électricité; 867 — \$41,000 — divers; 893 — \$4,000 — aqueduc et égouts; 895 — \$80,000 — divers; 904 — \$15,500 — électricité; 908 — \$2,200 — électricité; 909 — \$79,200 — divers; 915 — \$55,000 — divers; 917 — \$150,000 — divers; 918 — \$16,000 — divers; 919 — \$70,000 — divers; 921 — \$26,000 — électricité; 922 — \$35,500 — divers; 923 — \$45,000 — voirie; 924 — \$6,300 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1968.

Tableau d'amortissement — \$808,500 — 20 ans

Année	Capital
1er février 1969	\$25,500
1er février 1970	26,000
1er février 1971	28,000
1er février 1972	31,000
1er février 1973	32,000
1er février 1974	30,000
1er février 1975	32,000
1er février 1976	34,000
1er février 1977	37,000
1er février 1978	38,000
1er février 1979	38,000
1er février 1980	40,000
1er février 1981	43,000
1er février 1982	46,000
1er février 1983	48,000
1er février 1984	51,000
1er février 1985	55,000
1er février 1986	57,000
1er février 1987	62,000
1er février 1988	55,000

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 22, 1968, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 300, 6th Avenue, P.O. Box 10, Weedon-Centre, county of Wolfe, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Weedon-Centre, (County of Wolfe), December 27, 1967.

Mr. LOUIS PARADIS,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 300, 6th Avenue, P.O. Box 10,  
Weedon-Centre, (Wolfe), P.Q.  
Telephone: 5. 22627

**City of Longueuil**  
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Réal Bélanger, City Clerk, City Hall, 100 St-Charles St. West, Longueuil, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, January 24, 1968, for the purchase of an issue of \$808,500 of bonds for the City of Longueuil, county of Chambly, dated February 1, 1968, and redeemable serially from February 1, 1969 to February 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 717 — \$14,200 — roads; 734 — \$4,800 — aqueduct and sewers; 736 — \$6,800 — widening of streets; 744 — \$9,680 — systems of alarms; 850 — \$7,320 — systems of alarms; 861 — \$140,000 — electricity; 867 — \$41,000 — miscellaneous; 893 — \$4,000 — aqueduct and sewers; 895 — \$80,000 — miscellaneous; 904 — \$15,500 — electricity; 908 — \$2,200 — electricity; 909 — \$79,200 — miscellaneous; 915 — \$55,000 — miscellaneous; 917 — \$150,000 — miscellaneous; 918 — \$16,000 — miscellaneous; 919 — \$70,000 — miscellaneous; 921 — \$26,000 — electricity; 922 — \$35,500 — miscellaneous; 923 — \$45,000 — roads; 924 — \$6,300 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1968.

Table of redemption — \$808,500 — 20 years

Year	Capital
February 1, 1969	\$25,500
February 1, 1970	26,000
February 1, 1971	28,000
February 1, 1972	31,000
February 1, 1973	32,000
February 1, 1974	30,000
February 1, 1975	32,000
February 1, 1976	34,000
February 1, 1977	37,000
February 1, 1978	38,000
February 1, 1979	38,000
February 1, 1980	40,000
February 1, 1981	43,000
February 1, 1982	46,000
February 1, 1983	48,000
February 1, 1984	51,000
February 1, 1985	55,000
February 1, 1986	57,000
February 1, 1987	62,000
February 1, 1988	55,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$55,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 24 janvier 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil, (Comté de Chambly), ce 28 décembre 1967.

*Le greffier,*

RÉAL BÉLANGER.

Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles,

Longueuil, (Chambly), P.Q.

Téléphone: 674-4911, code 514. 22629-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in twenty years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking fund bonds, provided, however, that the latter part not be for less than \$55,000, and, if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year, for the annual amount required to amortize this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, January 24, 1968, at 8:00 o'clock p.m., City Hall, 100 St-Charles St. West, Longueuil, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil, (County of Chambly), December 28, 1967.

RÉAL BÉLANGER,

*City Clerk.*

City Hall, 100 St-Charles St. West,

Longueuil, (Chambly), P.Q.

Telephone: 674-4911, code 514. 22629

## Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### B E D F O R D

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { BANQUE DE MONTRÉAL,  
No 16,772. { demandeur, vs MAR-  
CEL DUMONT, défendeur.

« Deux terrains situés sur le côté ouest de la rue Fréchette, en la cité de Granby, province de Québec, connus et désignés comme étant les

## Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### B E D F O R D

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, { THE BANK OF MONT-  
No. 16,772. { REAL, plaintiff, vs  
MARCEL DUMONT, defend-  
ant.

«Two pieces of land situated on the west side of Fréchette Street, in the city of Granby, Province of Quebec, known and designated as

lots numéros un et deux (1 et 2) de la redivision officielle du lot numéro quatre (4) de la subdivision officielle du lot trois cent trente-sept (337) de la subdivision officielle du lot originaire sept cent vingt-quatre (724-337-4-1 et 2); les lots numéros trois (3) et quatre (4) de la redivision officielle du lot numéro un (1) de la redivision officielle du lot numéro trois cent trente-trois (333) de la subdivision officielle du lot originaire sept cent vingt-quatre (724-333-1-3 et 4); le lot numéro deux (2) de la subdivision officielle du lot deux (2) de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-deux (332) de la subdivision officielle du lot originaire sept cent vingt-quatre (724-332-2-2); le tout au plan et livre de renvois officiels du canton de Granby, avec bâtisses dessus érigées ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Waterloo, comté de Shefford, Québec, district de Bedford, le SEPTIÈME jour de FÉVRIER 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,  
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.  
Palais de Justice, Cowansville, P.Q.,  
ce 12 décembre 1967. 22637-o

being lot numbers one and two (1 and 2) of the official redivision of lot number four (4) of the official subdivision of lot three hundred and thirty-seven (337) of the official subdivision of original lot seven hundred and twenty-four (724-337-4-1 and 2); lot numbers three (3) and four (4) of the official redivision of lot number one (1) of the official redivision of lot number three hundred and thirty-three (333) of the official subdivision of original lot number seven hundred and twenty-four (724-333-1-3 and 4); lot number two (2) of the official subdivision of lot two (2) of the official subdivision of lot number three hundred and thirty-two (332) of the official subdivision of original lot seven hundred and twenty-four (724-332-2-2); the whole on the official plan and book of reference of the township of Granby, with buildings erected thereon”.

To be sold at the registry office of Waterloo, county of Shefford, Quebec, district of Bedford, on the SEVENTH day of FEBRUARY, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,  
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Court House, Cowansville, P.Q.,  
December 12, 1967. 22637

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: NATIONAL LIFE AS-  
Cour Supérieure, } SURANCE COMPANY  
No: 150-616. } OF CANADA, corporation  
légalement constituée ayant  
un bureau d'affaires en la cité de Québec, contre  
ALFRED OUELLET, entrepreneur, résidant à  
Lauzon, et JULES CARRIER, en sa qualité de  
régistrateur de la division d'enregistrement de  
Lévis, mis-en-cause.

« La subdivision dix-neuf du lot originaire quarante-huit (48-19) du cadastre officiel pour la paroisse de St-David de l'Auberivière, division d'enregistrement de Lévis, avec la maison dessus construite, donnant sur la place C. E. François Lemieux à St-David, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, comté de Lévis, le HUITIÈME jour de FÉVRIER 1968 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,  
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.  
Québec, le 3 janvier 1968. 22642-o

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: AURÈLE LESSARD, ma-  
Cour Supérieure, } çon, domicilié au No 15,  
No: 151-264. } rue Choisy, Villeneuve, et  
y faisant affaires sous les  
nom et raison sociale de QUÉBEC MAÇONNERIE  
ENR., contre YVON LACHANCE, domicilié à 14, rue Pie XII, Beauport, et J. C. PICHÉ, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Québec, Québec, mis-en-cause.

« La subdivision numéro deux cent onze (211) du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit et d'une partie du lot 698A (698-211) du cadastre de la paroisse de Beauport, bornée au sud-ouest par le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit

QUÉBEC

*Fieri Facias de Terris*

Quebec, to wit: NATIONAL LIFE AS-  
Superior Court, } SURANCE COMPANY  
No. 150-616. } OF CANADA, a corporation  
legally constituted, having a  
business office in the city of Quebec. against  
ALFRED OUELLET, contractor, residing in  
Lauzon, and JULES CARRIER, in his quality  
of Registrar of the Registry Division of Lévis,  
mis-en-cause.

“Subdivision nineteen of original lot forty-eight (48-19) on the official cadastre for the parish of St-David de l'Auberivière, Registry Division of Lévis, with the house thereon erected, fronting on the place C. E. François Lemieux in St-David, circumstances and dependencies.”

To be sold at the Registry Office of Lévis, county of Lévis, the EIGHTH day of FEBRUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,  
Sheriff's Office, Associate-Sheriff.  
Quebec, January 3, 1968. 22642

*Fieri Facias de Terris*

Quebec, to wit: AURÈLE LESSARD, ma-  
Superior Court, } çon, domiciled at No. 15  
No. 151-264. } Choisy St., Villeneuve, and  
carrying on business under  
the name and style of QUÉBEC MAÇONNERIE  
ENR., against YVON LACHANCE, domiciled  
at 14 Pie XII St., Beauport, and J. C. PICHÉ,  
in his capacity as registrar for the Quebec registra-  
tion division, in Quebec, mis-en-cause.

“Subdivision number two hundred and eleven (211) of lot number six hundred and ninety-eight and of a part of lot 698A (698-211) in the cadastre of the Parish of Beauport, bounded on the southwest by lot number six hundred

cent quatre-vingt (698-180) (Avenue), au nord-ouest par le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit-dix (698-10), au nord-est par le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit-quarante-un (698-41), au sud-est par le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit-deux cent douze (698-212), mesurant quarante (40') pieds de largeur sur soixante-seize pieds (76') de profondeur, contenant en superficie trois mille quarante pieds (3040'), mesure anglaise. »

« La subdivision numéro deux cent douze (212) du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit et d'une partie du lot 698A (698-212) du cadastre de la paroisse de Beauport, bornée au sud-ouest par le lot six cent quatre-vingt-dix-huit-cent quatre-vingt (698-180) (Avenue), au nord-ouest par le lot six cent quatre-vingt-dix-huit-deux cent onze (698-211), au nord-est par le lot six cent quatre-vingt-dix-huit-quarante (698-40) au sud-est par le lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit-cent soixante-dix-sept (698-177), mesurant quarante pieds (40') de largeur sur soixante-seize pieds (76') de profondeur, contenant en superficie trois mille quarante pieds (3040'), mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1968 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif-adjoint,*  
 Québec, le 3 janvier 1968. ALBERT F. RACETTE. 22641-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Québec, à savoir: **L** A SOCIÉTÉ DE PRÊTS  
 Cour Supérieure, **& PLACEMENTS DE**  
 No 148-203. **QUÉBEC**, corps politique et  
 incorporé, ayant son siège  
 social dans les cité et district de Québec, *contre*  
**THE Q. M. EQUIPMENT & SUPPLY COM-**  
**PANY LIMITED**, corps politique et incorporé,  
 ayant son siège social dans les cité et district de  
 Québec.

« La resubdivision un de la subdivision sept cent deux du lot originaire six cent quatre-vingt-dix (690-702-1) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec;

La partie non subdivisée de la subdivision sept cent deux du lot originaire six cent quatre-vingt-dix (Pt N.S. 690-702) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec, bornée comme suit: vers le nord-ouest par le boulevard Ste-Anne et par le lot 690-702-1, vers le nord-est partie par le lot 690-702-1 et partie par le lot 690-701, en arrière au sud-est par le Chemin de Fer Canadien National et au sud-ouest par le lot 690-702-2 du même cadastre.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Avec droit de passage sur une partie de la subdivision sept cent un du lot originaire six cent quatre-vingt-dix (Pt 690-701) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, tel qu'établi dans un acte de vente enregistré à Québec, sous le numéro 355434. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif-adjoint,*  
 Québec, le 3 janvier 1968. ALBERT F. RACETTE. 22643-0

and ninety-eight-one hundred and eighty (698-180) (Avenue), on the northwest by lot number six hundred and ninety-eight-ten (698-10), on the northeast by lot number six hundred and ninety-eight-forty-one (698-41), on the south-east by lot number six hundred and ninety-eight-two hundred and twelve (698-212), measuring forty feet (40') in width by seventy-six feet (76') in depth, having an area of three thousand and forty feet (3040'), English measure."

"Subdivision number two hundred and twelve (212) of lot number six hundred and ninety-eight and of a part of lot 698A (698-212) in the cadastre of the Parish of Beauport, bounded on the southwest by lot six hundred and ninety-eight-one hundred and eighty (698-180) (Avenue), on the northwest by lot six hundred and ninety-eight-two hundred and eleven (698-211), on the northeast by lot six hundred and ninety-eight-forty (698-40), on the southeast by lot number six hundred and ninety-eight-one hundred and seventy-seven (698-177), measuring forty feet (40') in width by seventy-six feet in depth (76'), having an area of three thousand and forty feet (3040'), English measure."

To be sold in the Quebec registry office, in Quebec, on the NINTH day of FEBRUARY, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *ALBERT F. RACETTE,*  
 Québec, January 3, 1968. *Associate-Sheriff.* 22641

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Québec, to wit: **T**HE QUEBEC LOAN  
 Superior Court, **AND INVESTMENT**  
 No. 148-203. **CORPORATION**, body poli-  
 tic and corporate, having its  
 head office in the city and district of Québec,  
*against* **THE Q. M. EQUIPMENT & SUPPLY**  
**COMPANY LIMITED**, body politic and corporate,  
 having its head office in the city and  
 district of Québec.

"Resubdivision one of subdivision seven hundred and two of original lot six hundred and ninety (690-702-1) of the official cadastre of the parish of Beauport, registration division of Québec;

The unsubdivided part of subdivision seven hundred and two of original lot six hundred and ninety (Pt. N.S. 690-702) of the official cadastre of the parish of Beauport, registration division of Québec, bounded as follows: on the north-west by Ste-Anne Boulevard and by lot 690-702-1, on the north-east part by lot 690-702-1 and part by lot 690-701, in the back on the south-east by the Canadian National Railway and on the south-west by lot 690-702-2 of the same cadastre.

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

With a right of way on a part of subdivision seven hundred and one of original lot six hundred and ninety (Pt. 690-701) on the official cadastre of the parish of Beauport, such as established in a deed of sale registered at Québec under number 355434."

To be sold at the registry office of Québec, at Québec, this NINTH day of FEBRUARY, 1968, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, *ALBERT F. RACETTE,*  
 Québec, January 3, 1968. *Associate-Sheriff.* 22643

ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec

District de Roberval

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 33,125. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et incor-  
poré, ayant siège social à Québec, demanderesse,  
vs CHARLES-ÉMILE THÉRIAULT, 27 rue  
Champlain, Alma, défendeur, et RENÉ LE-  
FAIVRE & YVON DELWAIDE, 110 est, rue  
Racine, Chicoutimi, mis-en-cause.

« 1. La juste demie-ouest du lot de terre  
numéro deux (½ O. No 2) du rang quatre (4),  
au cadastre officiel du canton Delisle, de cin-  
quante acres en superficie, plus ou moins, avec  
bâtisses, lequel demi lot est borné: au sud, au  
chemin de front des rangs trois et quatre dudit  
canton; au nord au rang cinq du même canton;  
à l'est, au terrain d'Adélarde Dallaire et à l'ouest  
au lot numéro trois des mêmes rang et canton.

2. Le quart-est du lot de terre numéro trois  
(¼ est No 3) du rang quatre (4) au cadastre  
officiel du canton Delisle, de vingt-cinq acres en  
superficie, plus ou moins, avec les bâtisses qui  
s'y trouvent, lequel quart-est est borné: au sud,  
au chemin de front des rangs trois et quatre  
dudit canton; au nord au rang cinq du même  
canton; à l'est, au lot numéro deux du rang  
quatre susdit ou encore au terrain décrit dans le  
paragraphe A ci-dessus et à l'ouest au terrain  
d'Albert Brisson. Sauf à distraire la servitude  
en faveur de la Cie Électrique du Saguenay par  
acte enregistré sous le No 59,510.

3. Les justes trois-quarts sud du lot de terre  
connu et désigné sous le numéro lettre B aux  
plan et livre de renvoi officiels pour le septième  
rang du canton Taché, borné comme suit: au  
nord, au juste quart nord dudit lot appartenant  
à M. Jos Auguste Brisson; à l'est, au lot quarante  
dudit rang sept; au sud, au lot lettre A et à  
l'ouest, à la grande ligne.

Sauf à distraire de ce dernier lot, une partie du  
lot lettre B au cadastre officiel du rang sept (7),  
canton Taché, de vingt acres environ et borné  
au nord, au quart nord du lot dont il fait partie;  
à l'est et au sud au résidu du lot dont il fait  
partie et à l'ouest, au chemin entre les cantons  
Taché et Delisle et à distraire également l'em-  
placement de M. Lucien Thériault. »

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregis-  
trement de la division d'enregistrement de Lac  
St-Jean-Est à Notre-Dame d'Hébertville, district  
de Roberval, le HUITIÈME jour de FÉVRIER  
1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.  
Palais de Justice, Roberval,  
le 28 décembre 1967. 22638-o

ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Quebec

District of Roberval

Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 33,125. { CREDIT BUREAU  
body politic and corporate,  
having its head office at Quebec, plaintiff, vs  
CHARLES-ÉMILE THÉRIAULT, 27 Cham-  
plain Street, Alma, defendant and RENÉ  
LEFAIVRE & YVON DELWAIDE, 110 Racine  
Street East, Chicoutimi, mis-en-cause.

“1. The exact half west of land lot number  
two (½ W. No. 2) of range four (4), on the official  
cadastre of the township of Delisle, with a surface  
area of fifty acres, more or less, with buildings,  
the said half lot being bounded: on the south,  
by the road on front of ranges three and four  
of the said township; on the north, by range five  
of same township; on the east, by the land belong-  
ing to Adélarde Dallaire, and on the west by lot  
number three of same range and township.

2. The east quarter of land lot number three  
(¼ east No. 3) of range four (4), on the official  
cadastre of the township of Delisle, with a sur-  
face area of twenty-five acres, more or less, with  
buildings thereon, the said east quarter being  
bounded: on the south, by the road in front of  
ranges three and four of the said township; on  
the north, by range five of the same township;  
on the east, by lot number two of range four  
above-mentioned, or else by the land described  
in paragraph A above, and, on the west, by the  
land belonging to Albert Brisson. Save to with-  
draw the servitude in favour of “Cie Électrique  
du Saguenay”, according to a deed registered  
under number 59,510.

3. The exact three quarters south of land lot  
known and designated under number letter B  
on the official plan and book of reference for  
range seven of the township of Taché, bounded  
as follows: on the north, by the exact north  
quarter of the said lot belonging to Mr. Jos Au-  
guste Brisson; on the east, by lot forty of the  
said range seven; on the south, by lot letter A,  
and on the west, by the “grande ligne”.

Save to withdraw from the latter lot, part of  
lot letter B on the official cadastre of range seven  
(7), township of Taché, having about twenty  
acres, and bounded on the north, by north quar-  
ter of the lot of which it is part; by the east and  
on the south, by the remainder of the lot of which  
it is part, and on the west, by the road between  
the townships of Taché and Delisle; and to with-  
draw also an emplacement belonging to Mr.  
Lucien Thériault.”

To be sold “en bloc” at the registry office of the  
registration division of Lake St. John-East,  
at Notre-Dame d'Hébertville, district of Roberval,  
in the EIGHTH day of FEBRUARY, 1968, at  
TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,  
Sheriff's Office, Roberval,  
December 28, 1967. 22638

## Ventes pour taxes

## Sales for Taxes

## Municipalité du comté de Vaudreuil

Avis public est par les présentes donné par le soussigné F-Ed. Belliveau, secrétaire-trésorier, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par encan public, dans la salle des sessions dudit conseil, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain 1968, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et d'église dues aux municipalités ci-après mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente.

## Municipality of the county of Vaudreuil

Public notice is hereby given by the undersigned F-Ed. Belliveau, secretary-treasurer, that the immovable properties hereinafter described shall be sold by public auction in the sitting hall of the said Council on THURSDAY, the FOURTEENTH day of MARCH 1968, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal, school and church taxes due to the hereinafter mentioned municipalities unless the same be paid with the costs before the sale.

## Corporation de Pointe-Fortune — Corporation of Pointe-Fortune

Propriétaires Owners	Nos officiels Official Nos.	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Église Church	Total
Jos Carpentier.....	39.....	Vil. Pte-Fortune....	\$ 79.42	\$ 100.93	.....	\$ 180.35

## Corporation de Sainte-Justine, Newton — Corporation of Sainte-Justine, Newton

Lionel Paiment.....	P. 481.....	Ste-Justine, Newton.....	.....	\$ 112.07	.....	\$ 112.07
Ulric Lalonde.....	P. 213.....	Ste-Justine, Newton.....	.....	108.17	.....	108.17

Corporation de la paroisse de Sainte-Madeleine, Rigaud  
Corporation of the parish of Sainte-Madeleine, Rigaud

Philippe Archambault.....	P. 36-343.....	Par. Rigaud.....	\$ 41.35	\$ 66.08	.....	\$ 107.43
Charles Lauzon.....	P. 6.....	Par. Rigaud.....	10.88	44.83	.....	55.71
Paul Séguin.....	P. 517 P. 519.....	Par. Rigaud.....	26.96	.....	.....	26.96
Yolande Wolford.....	P. 36-400-401.....	Par. Rigaud.....	9.52	.....	.....	9.52

## Corporation de la Terrasse-Vaudreuil — Corporation of the Terrasse-Vaudreuil

Alban Caouette.....	180-43.....	Ile Perrot.....	\$104.47	\$ 110.63	.....	\$ 215.10
Ernest Lapointe.....	182-203.....	Ile Perrot.....	162.46	.....	.....	162.46
Serge Lavallée.....	182-490.....	Ile Perrot.....	45.86	.....	.....	45.86

## Corporation de Saint-Lazare — Corporation of Saint-Lazare

Largo Construction Inc.....	25-26-27-28-29	St-Lazare.....	.....	\$1,467.90	.....	\$ 1,467.90
Robert Gareau.....	P. 101.....	St-Lazare.....	\$ 14.98	164.80	\$10.85	190.63
Émile Girard.....	360-17.....	St-Lazare.....	4.75	26.28	1.54	32.57
Alphonse Archambault.....	568-1, 568-2.....	St-Lazare.....	.....	35.12	.....	35.12
David Legault.....	259.....	St-Lazare.....	.....	8.46	0.55	9.01
Dame Ruzica alias Rose Dimitriyiv-Sidorenko personnellement et es-qualité.....	238.....	St-Lazare.....	5.90	68.97	.....	74.87

Donné à Vaudreuil, ce 27 décembre 1967.

Given at Vaudreuil, this December 27, 1967.

Copie conforme.

True Copy.

22616-1-2-o

Le secrétaire-trésorier,  
F-ED. BELLIVEAU.

22616-1-2-o

F-Ed. BELLIVEAU,  
Secretary-Treasurer.

## Cité de Rouyn

Avis public est par la présente donné par Téléspore Moreau, secrétaire-trésorier de la cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, selon des dispositions de la Loi des cités et villes, au lieu ordinaire où le Conseil municipal tient ses séances; soit la Salle de l'Hôtel de Ville de la cité de Rouyn, MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de JANVIER 1968, à DEUX heures de l'après-

## City of Rouyn

Public notice is hereby given by Téléspore Moreau, secretary-treasurer of the City of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, that the properties hereinafter described will be sold by public auction in the sitting-room of the Council of the said city of Rouyn, at the city of Rouyn, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of JANUARY 1968, at TWO o'clock in the afternoon for the payment of taxes and municipal dues, school and other taxes with interests as

midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

mentioned in the herein under statement, and costs which shall subsequently be incurred unless said taxes, interests and costs shall be paid before the said sale.

Nom sur le rôle de perception Name of the Assessment Roll	Numéro de cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Manseau, Omer.....	Lot 70 bloc 41, Canton Rouyn, (vacant) — Lot 70 block 41, Township of Rouyn (vacant) . . .	\$ 288.64	\$ 563.64	\$ 852.28
Potts, Harry.....	Lot 182 bloc 41, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances — Lot 182 block 41, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances . . . . .	1,834.49	2,351.57	4,186.06
Racine, Robert.....	Lot 1065 ptie 32 pieds, ouest, bloc 41, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lot 1065 part 32 feet west, block 41, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances . . . . .	40.00	192.85	232.85
Racine, Robert.....	Lot 1111 bloc 41, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances. — Lot 1111 block 41, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances . . . . .	163.64	386.65	550.29
Barrette, Frédéric.....	Lot 1114 bloc 41, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances. Lot 1114 block 41, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances . . . . .	188.88	204.14	393.02
Racine, Robert.....	Lots 1157 ptie 20 pieds ouest, 1158 bloc 41, Canton Rouyn, (vacant) — Lots 1157 part, 20 feet west, 1158, block 41, Township of Rouyn, (vacant) . . . . .	100.62	89.82	190.44
Racine, Robert.....	Lots 1277-1278 ptie, 10 pieds ouest, bloc 41, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.— Lots 1277-1278 part, 10 feet west, block 41, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances . . . . .	503.96	879.19	1,383.15
Sigouin, Gilles.....	Lot 206 bloc 159, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances. — Lot 206 block 159, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances . .	135.46	301.54	437.00
Racine, Robert.....	Lot 93-89 bloc 201, Canton Rouyn, (vacant) — Lot 93-89 block 201, Township of Rouyn, (vacant) . . . . .	81.81	44.91	126.72
Mallon, Georges.....	Lot 165 bloc 202, Canton Rouyn, avec ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances. — Lot 165 block 202, Township of Rouyn, with the buildings thereon erected together with all rights, members and appurtenances . .	74.35	245.23	319.58
Osisko Lumber Limited ..	Bâtisses dans bloc 97, Canton Rouyn — Buildings only in block 97, Township of Rouyn..		186.47	186.47
Racine, Robert.....	Lot 26-A-26 Rang VII Sud, Canton Rouyn, (vacant) — Lot 26-A-26 Range VII South, Township of Rouyn, (vacant) . . . . .	88.96	225.53	314.49
Racine, Robert.....	Lot 26-A-27 Rang VII Sud, Canton Rouyn, (vacant) — Lot 26-A-27 Range VII South, Township of Rouyn, (vacant) . . . . .	52.72	24.17	76.89
Racine, Robert.....	Lot 26-A-28 Rang VII Sud, Canton Rouyn, (vacant) — Lot 26-A-28 Range VII South, Township of Rouyn (vacant) . . . . .	73.72	24.17	97.89
Racine, Robert.....	Lot 26-A-29 Rang VII Sud, Canton Rouyn, (Vacant) — Lot 26-A-29 Range VII South, Township of Rouyn, (vacant) . . . . .	74.28	24.91	99.19

Donné à Rouyn, ce 22e jour de décembre 1967.

Given at Rouyn, this 22nd day of December 1967.

22631-1-2-o  
Le secrétaire-trésorier,  
TÉLESPHORE MOREAU.

22631-1-2-o  
TÉLESPHORE MOREAU,  
Secretary-Treasurer.

**INDEX No 1**

**ARRÊTÉS en Conseil**

**ORDERS in Council**

3430 — Arts Graphiques, Québec et district. . . . .	57
3430 — Graphic Arts Industry, Quebec and District. . . . .	57
3431 — Construction, Montréal. . . . .	57
3451 — Office du Crédit Industriel du Québec. . . . .	53
3451 — Quebec Industrial Credit Bureau. . . . .	53
3584 — Construction, Sorel. . . . .	56

## AVIS divers

De Brienne, Joseph Armand Leonel ( <i>Dem.- Appl.</i> )	58
Krasovitsky Murray ( <i>Dem.- Appl.</i> )	57
Steiner, Robert Otto Ervin ( <i>Dem.-Appl.</i> )	58

## MISCELLANEOUS Notices

## CAISSES d'épargne et de crédit SAVINGS and credit unions

Caisse d'économie des employés de Canadian Celanese « Coaticook » ( <i>Formation</i> )	58
Caisse d'économie Hydro-Québec Montmorency ( <i>Nom-Name ch.</i> )	58

## COMPAGNIES

## Avis relatifs à la loi des

## Chartes — Abandon de

Camping Brossard inc.	59
Capeco Limited.	59
Construction de Pipelines Québec ltée.	59
École d'Agriculture de Mont-Laurier	58
Federal Radio & Furniture Co. Ltd.	60
Klaren Inc.	61
L. A. M. Holdings Inc.	59
Lachapelle (Paul) ltée.	60
Lake Ashton Estates Ltd.	59
Moncrieff Ltd.	59
Nemak Construction Ltd.	60
Pevico Construction ltée.	61
Québec Pipeline Construction Ltd.	59
Restaurant « Au Passant » inc.	60
Sunbeam Realty Co.	60
Three Hundred and Eighty Craig St. West Limited.	60
Waverley Realty Co.	60

## COMPANIES

## Notice relative to the Act of

## Charters — Surrender of

Filipino Association of the Province of Quebec.	8
Foyers Johannais inc. (Les)	9
Francico Ltd.	9
Francico ltée.	9
Gross (Richard L.) Construction Ltd.	10
Groupe Amical inc. (Le)	10
Holiday Magic Distributors Association of Montreal.	10
Marché Laliberté inc.	11
Ledico inc.	11
Lefebvre (Émilien) inc.	11
Loisirs St-Albert inc.	12
Loisirs Ste-Eulalie inc. (Les)	12
Mines Cumex ltée (Les)	7
Monarch Specialties Inc.	12
Moncton Tavern Inc.	18
Morand & frères inc.	13
Motel Gauthier inc.	13
National Racing Circuit Association	13
Normand Électrique inc.	14
Ouellette (Robert) inc.	14
Pavillon St-Ludger inc.	14
Philippine Association of Montreal.	15
Poly-Aid Corporation.	15
Pouliot (Elphège) auto inc.	15
Prévost Refrigeration Company Ltd.	5
Promotions Claude Genest inc. (Les)	16
Pyramid Service Co. Ltd.	16
Restaurant La Comtesse inc.	16
Salaisons Aubry inc. (Les)	16
Silhouette Health Studio of Drummondville Ltd.	17
Snow Paradise Inc.	17
Spécialités Monarch inc. (Les)	12
Studio de santé Silhouette de Drummondville ltée.	17
Taverne Moncton inc.	18
Unipar inc.	18
Western Wheel Alignment Inc.	18
Westplace Radiologists Incorporated.	19

## Divers

## Miscellaneous

Excel Printing & Folding Box Co. Ltd. ( <i>Dir.</i> )	61
Foyer Gentilly inc. ( <i>Dir.</i> ) ( <i>Règl.-By-laws</i> )	61

## Lettres patentes

## Letters Patent

Ad-Con Ltd.	2
Ad-Con ltée.	2
Angelow Enterprises Inc.	2
Association des Employés de Jaymar Upholstering Co. Ltd. (L')	3
Association du Circuit National de course (L')	13
B. P. Membrane Construction Inc.	3
Berlan (1967) Ltd.	3
Bertrand (Vic) Incorporated.	4
Bertrand (Vic) incorporée.	4
Canadian Arab Association Inc.	4
Canadiana Beauty Supply Corp.	5
Cie de Service Pyramide ltée (La)	16
Club de Hockey Les Pionniers de St-Michel inc. (Le)	5
Compagnie de Réfrigération Prévost ltée	5
Compagnie Québécoise d'investissements Outre-Mer inc.	6
Corporation des loisirs de Chapais inc. (La)	6
Corporation du Centre Muir inc.	6
Cumex Mines Ltd.	7
Decorative Plants (Mtl) Inc.	7
Dent de Scie inc (La)	7
Éthier (Gracefield) limitée.	8
Fédération des Étudiants-Maitres de l'État du Québec (F.E.M.E.Q.) inc.	8

## Lettres patentes supplémentaires

## Supplementary Letters Patent

Borgos United Insurance Inc.	19
Carousel Ice Cream Shoppes Inc.	19
Centre de Ski de Rimouski inc. (Le)	19
Centre Évangélique de Jeunesse du Québec.	20
Charo Farm Ltd.	21
Club Quévillon inc. (Le)	20
Collège & Enseignement Général et Professionnel Édouard Montpetit.	65
Confection Frontenac inc.	20
Coutinho, Caro & Co. (Canada) Ltd.	20
Crédit Saint-Jean inc.	20
Daniel (M.) inc.	21
De Caillières Holdings Inc.	23
Encan T.V. des Lions inc. (L')	21
Entreprises R.M.R. inc. (Les)	21
Ferme Charo ltée.	21
Fifty Craig Street West Inc.	21
First Dorval Limited.	21
Hotel, Motel Neptune inc.	22
Industries Zodiac ltée.	25
Kenilworth Corporation.	22
Lamontagne Limited.	22
Lamontagne limitée.	22
Maison Moderne limitée (La)	22
Michaud & Frères inc.	23

<b>Lettres patentes supplémentaires</b>	<b>Supplementary Letters Patent</b>
(suite)	(continued)
Placements De Caillières inc. (Les).....	23
Placements J. C. inc. (Les).....	23
Quebecor inc. ....	23
R. M. R. Entreprises Inc. ....	21
Regal Industries Ltd. ....	23
Sacair inc. ....	24
Secrétariat des Syndicats Nationaux de Sherbrooke inc. (Le).....	24
Space Research Institute (Quebec) Inc.	24
Théberge (G.) Construction inc.....	24
Traite du Roy inc. (La).....	25
Treitel-Frankel Foundation (The).....	25
Zodiac Industries Ltd. ....	25

<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>
Entreprises Terrain inc. (Les).....	61
Fleur de Lys Sportswear Ltd. ....	62
Fortin (André) inc. ....	62
Herco Label Ltd. ....	62
Nocturno Management Ltd.....	63
Parizeau, Wabant & Associés inc. ....	63
Résidences Laurier Inc. (Les).....	63
Ruban Galant Itée.....	63
St. Hubert Thom McAn (Quebec) Li- mited.....	62
Salmon (Neville) & Associates Ltd	62
Terrain Enterprises Inc. ....	61

<b>DEMANDES à la Législature</b>	<b>APPLICATIONS to Legislature</b>
Bianchi Limitée.....	64
Guy Jean-Claude.....	64
Montreal Museum of Fine Arts (The)..	63
Société des comptables en administra- tion industrielle et en prix de revient de Québec (La) — Society of Indus- trial and Cost Accountants of Quebec (The).....	64

<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>
<b>Éducation</b>	<b>Education</b>
<i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>	
Collège d'enseignement général et pro- fessionnel Édouard Montpetit (LPS).	65
Sully (Acc.-Grant).....	65

<b>Finances</b>	<b>Finance</b>
<b>Assurances:</b>	<b>Insurance:</b>
Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Sainte- Sabine, comté de Missisquoi. ....	66
Compagnie d'Assurance-Vie Laurier...	65
Laurier Life Insurance Company.....	65
Royal Scottish Insurance Company Ltd, (The).....	65
Scottish Metropolitan Assurance Com- pany Limited.....	66

<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
<b>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</b>	
Boîte de Carton Gaufré de Québec (Prél.).....	25
Bread Delivery, Montreal (Levy).....	43
Building Materials, Province (Levy)...	32
Casket, Province (Levy).....	27
Cercueil, province (Prél.).....	27

Coiffeurs, Drummondville (Prél.).....	28
Coiffeurs, Joliette, (Prél.).....	49
Commerce, Détail, Richmond et Mel- bourne (Prél.).....	30
Construction, Laurentides (Prél.-Levy)..	37
Construction, Rimouski (Prél.-Levy)....	45
Corrugated Paper Box, Quebec (Levy)...	25
Construction, Ouest du Québec (Prél.)..	40
Construction, Western Quebec (Levy)...	40
Distributeurs de pain, Montréal (Prél.)..	43
Gant de Cuir, province (Prél.).....	51
Hairdressers, Drummondville (Levy)...	28
Hairdressers, Joliette (Levy).....	49
Handbag, Province (Levy).....	36
Institutions Religieuses et al, St-Hyacin- the (Prél.).....	34
Leather Glove, Province (Levy).....	51
Matériaux de construction, province (Prél.).....	32
Plombiers, Trois-Rivières, (Prél.).....	47
Plumbers, Trois-Rivières, (Levy).....	47
Religious Institutions et al, St. Hyacin- the (Levy).....	34
Retailers, Richmond and Melbourne (Levy).....	30
Sacoche, province (Prél.).....	36
Tavern Keepers, Quebec (Levy).....	42
Taverniers, Québec (Prél.).....	42

**RÉGIE** **QUEBEC**  
**des marchés agricoles** **Agricultural**  
**du Québec** **Marketing Board**

Blueberry Producers, Saguenay - Lake St. John (Plan conjoint).....	64
Producteurs de bleuets, Saguenay - Lac St-Jean (Joint plan).....	64

<b>SOUMISSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
Bois-des-Filion, c.s.-s.c.....	68
Lachute, cité-city.....	67
Longueuil, cité-city.....	71
Weedon-Centre, village.....	69

**VENTES** **SALES**  
**SHÉRIFS** **SHERIFFS**  
**Bedford** **Bedford**

Bank of Montreal vs Dumont.....	72
Banque de Montréal (La) vs Dumont..	72

<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Lessard et al vs Lachance.....	73
National Life Assurance Company of Canada vs Ouellet.....	73
Quebec Loan and Investment Corpora- tion (The) vs The Q. M. Equipment & Supply Company Limited.....	74
Société de prêts & placements de Québec (La) vs The Q. M. Equipment & Supply Company Limited.....	74

<b>Roberval</b>	<b>Roberval</b>
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Thériault.....	75
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Thériault.....	75

<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
Rouyn, cité-city.....	76
Vaudreuil, comté-county.....	76

